

« Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14599 - 6 F

SAMEDI 4 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE



Trois cent mille personnes ont défilé dans le calme

La manifestation contre le FIS témoigne de l'inquiétude des démocrates en Algérie

Exorcisme

ENTRE deux rendez-vous électoraux, trois cent mille Algériens, répondant à l'appel du Front des forces socialistes (FFS), ont donc participé, jeudi 2 janvier, dans les rues de leur capitale, à une marche pacifique pour sauver la démocratie.

Coincé entre le sectarisme d'un FLN croulant et celui d'un FIS conquérant, le monde politique a du mal à trouver son souffle. A court de respiration, certains en viennent - tel M. Saïd Sadi, chef du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) - à préférer la rue aux urnes et à lancer à une année «légaliste» mais dérangée par l'arrivée de «casseurs de barbus», des appels au pied indécis, au risque de faire exploser la poudrière algérienne.

Si maladroite il y a, peut-être l'aurait-il, pour la découvrir, ramener au mois de mars 1989, lorsque le pouvoir, en légalisant le FIS, ouvrit au loup islamiste les portes de la bourgeoisie démocratique. Pourtant, M. Abassi Madani et les siens ont eu l'honnêteté de ne jamais cacher qu'ils ne se résignaient à entrer dans le système que pour mieux le détruire.

Passé encore que les démocrates échaudés et les opportunistes jugent que, par la faute du FLN, l'Algérie, trente ans après son indépendance, n'est pas prête pour une pleine démocratie. Mais il eût fallu qu'ils s'en inquiètent avant le premier tour des élections législatives, voire au lendemain des élections locales qui, au mois de juin 1990, se soldèrent déjà par un raz de marée islamiste.

Beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, ont cassé-cou n'ont rien fait pour conjurer le mauvais sort qui guette leur pays. Bien au contraire, aveuglés par leurs ambitions, les chefs des principaux partis politiques n'ont jamais cessé de se chamailler, que ce soit dans le camp des «démocrates» ou dans celui du FIS.

Voler sa victoire au FIS, soit en annulant le second tour qui risque de l'amplifier, soit, plus probablement, en invalidant une partie des résultats du premier tour, serait pour le moins politiquement inefficace : ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre du malade. Minimiser l'existence du courant islamique qui traverse toutes les couches de la société algérienne serait sans doute plus dangereux que de miser sur une évolution du FIS vers la modération.

Pour faire échec au projet incensé d'Etat islamique au lendemain des élections législatives, il y aura, outre une Constitution de type présidentiel, modifiable à la seule initiative du chef de l'Etat, un peuple au fond de lui-même plein de bon sens et capable de se rebeller - il l'a montré dans le passé - si l'on cherche à attenter à ses libertés. Et, en dernier ressort, une armée prête à rappeler à l'ordre démocratique les plus têtus des «barbus».

A l'appel du Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed, environ trois cent mille personnes ont manifesté dans le calme à Alger, jeudi 2 janvier, «pour sauver la démocratie», qu'elles estiment menacées par la perspective d'une arrivée au pouvoir du Front islamique du salut (FIS) après le second tour des élections législatives, le 16 janvier prochain.



Lire l'article de JACQUES DE BARRIN page 3 et la chronique de PIERRE GEORGES page 21

Renforts français à N'Djamena

Les rebelles menacent la capitale du Tchad

Les partisans de l'ancien président tchadien Hissène Habré ont progressé, le 2 janvier, en direction de N'Djamena, après avoir pris, la veille, les villes de Liwa et Bol, à 150 kilomètres de la capitale. De violents combats ont opposé les rebelles à une armée nationale désorganisée. La France a consolidé le dispositif militaire Epervier en envoyant 450 hommes en renfort.

On les attendait dans le Tibesti, dans le nord du pays, ils sont arrivés par le lac Tchad, dans l'ouest. Il n'aura fallu qu'une année pour que les fidèles d'Hissène Habré tentent leur revanche. Chassés du pouvoir le 1^{er} décembre 1990, ils s'étaient réfugiés au Niger.

Il y a quelques mois, trois mille hommes avaient mystérieusement disparu de leur campement nigérien. Les voilà aujourd'hui à quelque cent cinquante kilomètres de N'Djamena, menaçant une capitale où, en un an, le «tombeur» d'Hissène Habré, le colonel Idriss Déby, n'a pas su imposer un pouvoir central fort.

Des réfugiés arrivés à N'Djamena ont fait état de combats «très violents» à proximité de Bol, en bordure du lac. La ville est tombée mercredi 1^{er} janvier aux mains des rebelles, qui avaient investi auparavant la petite bourgade de Liwa, sous le commandement de Goukouni Get, l'un des anciens proches collaborateurs d'Hissène Habré, lui-même en exil à Dakar.

Au moins un soldat a été tué et quelque quatre-vingts blessés des forces tchadiennes ont été transportés jeudi à l'hôpital militaire de N'Djamena.

M.-P. S.

Lire la suite page 3

Dans la CEI

L'armée rouge se fractionne

Contrairement à ce qui avait été annoncé après les accords de Minsk, six au moins, et non trois, des Etats de la CEI s'orientent vers la création d'armées nationales.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

A l'issue de la dernière rencontre de Minsk entre les onze présidents de la communauté ayant remplacé l'URSS, il avait été annoncé que trois d'entre eux - ceux d'Ukraine, de Moldavie et d'Azerbaïdjan - voulaient créer leur propre armée nationale. Or, il est apparu les jours suivants que trois autres Etats - Ouzbékistan, Turkménistan et Biélorussie - sont dans ce cas même si le processus de séparation s'y présente pour l'instant de façon moins conflictuelle.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 5

Boom de l'héroïne en Colombie

Après avoir fait fortune dans la cocaïne, les cartels de la drogue se lancent dans la culture du pavot

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Le calcul est simple : le prix de la cocaïne est en baisse sensible à New-York (environ 30 000 dollars le kilo), en légère hausse à Rotterdam. En revanche, un kilo d'héroïne se négocie aujourd'hui autour de 300 000 dollars en Europe, principale zone de consommation de cette drogue dure. On s'étonne presque que les cartels colombiens, qui restent les premiers producteurs mondiaux de cocaïne, n'aient pas envisagé plus tôt de s'attaquer à ce mar-

ché, particulièrement juteux, au risque d'entrer en concurrence avec les producteurs traditionnels d'héroïne du Triangle d'or asiatique (Birmanie, Thaïlande, Laos). Ou même avec des pays comme l'Afghanistan, le Pakistan, le Liban, et aussi le Mexique, selon des experts de la DEA (agence fédérale américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue) basés dans les pays andins, les narco y avaient songé au plus fort de l'offensive des autorités colombiennes contre le cartel de Medellín.

MARCEL NIEDERGAANG

Lire la suite page 4

La quête d'un modèle social

Les signes se multiplient d'une redéfinition «à la française» des rapports dans l'entreprise

par Alain Lebaube

Bonne nouvelle ! Insensiblement, mais peut-être sans en avoir conscience, tant les signes sont encore diffus, la France serait en train d'échafauder un nouveau modèle social. Sur un terrain depuis trop longtemps miné, des modifications interviennent peu à peu, qui laissent croire à une révolution copernicienne, théoriquement possible maintenant. Entre les discours, les attitudes et les expériences, une faiblesse convergente se tisse, cependant contrariée par l'autre tendance à l'œuvre, celle du développement de

la précarité, qui lui est inconciliable, et peut à tout moment ruiner les espoirs. L'enjeu est limpide. Sans copier l'exemple allemand, appelé à être dominant, il s'agit d'élaborer un système compatible et cohérent, rendu indispensable par l'intégration européenne. Dans cette perspective, pour avoir du poids et accroître sa puissance économique, un grand pays tel que la France se doit, tout à la fois, de moderniser ses rapports sociaux, de réformer son système éducatif et de miser définitivement sur la formation et la qualification.

Lire la suite page 17

La guerre civile en Yougoslavie

Un nouveau cessez-le-feu «inconditionnel» devait entrer en vigueur vendredi 3 janvier à 18 heures en Croatie page 5

L'ENA à Strasbourg

Accueillent la première promotion, M. René Lenoir estime que le transfert de l'école edge le doublement du budget de fonctionnement Lire page 6 l'article d'ANDRÉ PASSERON et page 16 nos informations sur les nouveaux projets de transfert envisagés par le gouvernement

La mort de Ginette Leclerc

Une vamp de l'âge d'or qui s'est éteinte à soixante-neuf ans page 15

SANS VISA

■ Prague, le patrimoine à l'encan ■ La civilisation des bars ■ Jeux ■ Table pages 9 à 14

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 22

Pascal Quignard

Tous les matins du monde

roman

GALLIMARD

Une nouvelle formule du « Monde de l'éducation »

Changement de maquette, de logo, de couverture... Le mensuel *Le Monde de l'éducation* aborde la nouvelle année avec des habits tout neufs. Adoptant une formule délibérément magazine, avec plus de couleurs et d'illustrations, destinée à rendre sa lecture plus aisée, il souhaite ainsi toucher un public plus large, au moment où les enseignants ont à faire face à des tâches nouvelles et où la formation prend de plus en plus d'importance pour les jeunes et leur famille.

De nouvelles rubriques apparaissent pour mettre davantage en valeur l'innovation pédagogique et les efforts des professeurs et des responsables nationaux et régionaux pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Un «Baromètre des 15-24 ans» permettra de suivre chaque mois le «moral» des jeunes et leurs appréciations de la politique et des grands événements de l'actualité (lire page 6 leurs jugements sur les partis et les hommes politiques).

Le Monde de l'éducation inaugure sa nouvelle formule par une grande enquête auprès des universités françaises sur les possibilités de faire des études en Europe, accompagnée d'un répertoire de tous les organismes permettant d'obtenir des bourses.

Parallèlement à cette rénovation, *Le Monde* lance une nouvelle publication : *La Lettre du Monde de l'éducation*, hebdomadaire, réservée aux abonnés du mensuel et s'adressant plus particulièrement aux responsables administratifs et pédagogiques de l'enseignement (chefs d'établissement, inspecteurs, responsables de formation des collectivités territoriales, des organismes professionnels et des entreprises...).

Le Monde de l'éducation est dirigé, depuis octobre 1991, par Frédéric Gausson, rédacteur en chef adjoint du *Monde*. Sa rédactrice en chef est Catherine Bédaride.

► *Le Monde de l'éducation*, Janvier 1992, 25 F.

DÉBATS

Europe

Protéger les minorités

par Gérard Israël

LES massacres quotidiennement perpétrés, l'acharnement meurtrier des combats, l'intransigence, la surdité aux tentatives de médiation extérieure, font des événements de Yougoslavie, non seulement une guerre civile, mais une véritable guerre des nationalités. Alors que la Communauté européenne progresse vers un fédéralisme bénéfique, l'affrontement qui oppose principalement Serbes et Croates annonce peut-être la désintégration totale de l'Europe centrale et orientale en une infinité de minorités, sanctionnant l'échec de tous les projets de remembrement tels que ceux vus en 1919 par le traité de Versailles et ayant finalement abouti à la montée du nazisme, ou ceux liés aux régimes communistes dominants, aujourd'hui écartés.

Risques de balkanisation

Ainsi la grande question de l'Europe de demain ne concerne plus tellement l'organisation politico-économique des Douze (peut-être acquies) mais la défense des peuples européens contre eux-mêmes, contre la tentation d'une atomisation générale sous prétexte d'exprimer des identités spécifiques apparemment irréductibles entre elles et impossibles à gérer par une quelconque organisation étatique, fédérale ou confédérale. Il apparaît impossible que les États actuels de l'Est européen, même s'ils ne se veulent pas États-nations, puissent recouvrer l'infinité des minorités qui, après soixante-dix ans de domination, aspirent à l'auto-expression dans un cadre politique approprié. Or, il n'est pas possible, sous peine d'une balkanisation à la puissance mille, de créer autant d'États qu'il existe de minorités, leur imbrication topographique ne permettant au demeurant pas une solution du partage territorial.

Comment dès lors, dans le cadre existant (Conférence de sécurité et de coopération en Europe, la CSCE, ou le Conseil de l'Europe) ou dans une organisation à inventer (confédération européenne de l'Atlantique à l'Oural, voire de l'Atlantique à Vladivostok) assurer aux minorités européennes les droits collectifs auxquels, sauf métamorphoses improbables, elles aspirent ?

Il est évident qu'une superstructure européenne serait plus apte à favoriser l'expression minoritaire que ne le sont les États existants. De plus, une organisation de cette nature favoriserait les relations transfrontalières entre les nations ayant en commun une langue, une histoire ou une culture. Enfin, une telle superstructure pourrait tenter de s'ériger en instance arbitrale ou de médiation lors des conflits pouvant opposer les minorités entre elles ou des minorités aux États dont elles sont parties intégrantes. Le document adopté par la conférence sur la dimension humaine de la CSCE à Moscou le 3 octobre 1991 va dans ce sens puisqu'il se réfère à une « institution de la CSCE qui pourrait accorder des experts chargés de juger des situations et proposer des solutions aux conflits ».

Seule la supranationalité

Une question préjudicielle d'importance se pose néanmoins. Qu'est-ce qu'une minorité ? Il s'agit, si l'on en juge d'après les revendications exprimées, d'un ensemble de personnes se réclamant d'une identité propre, ethnique, culturelle, linguistique, religieuse. Mais ce type d'identification ne conduit pas nécessairement à la constitution de minorités nationales.

La France, par exemple, ne connaît heureusement pas le phénomène minoritaire, mais comporte des sous-ensembles de citoyens d'origines diverses, qui développent une culture particulière ou pratiquent une religion non majoritaire. Il faut donc supposer chez les intéressés une volonté spécifique de constituer une minorité, ce qui n'est pas le cas en France, avant de parler de fait minoritaire. De même, il faut qu'il existe un désir de résister à

l'assimilation douce ou forcée voulue par tout État centralisateur.

La définition des droits des minorités est encore plus complexe. En théorie, les droits de l'homme (individuels ou collectifs) établis universellement devraient suffire. Les deux pactes des Nations unies relatifs aux droits de l'homme ne prévoient-ils pas, en leur article premier, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Mais ce droit-là, lorsqu'il s'exerce dans le cadre d'un État unitaire, est fondateur d'une majorité, non de minorités !

Les minorités d'Europe aspirent à une existence propre qui leur permettrait de participer à des organes démocratiquement élus de consultation et de décision dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la religion. Elles souhaitent également, lorsque cela n'est pas impossible, une certaine autonomie territoriale, c'est-à-dire une gestion autonome des affaires relatives à leur identité propre dans le cadre d'un territoire bien déterminé. Lorsque ce type de solution n'est pas réalisable, les minorités aspirent à une existence morale sans lien particulier avec une terre quelconque.

Enfin, aussi paradoxal que cela puisse sembler, les minorités réclament de pouvoir jouer, malgré leurs revendications d'un droit à la différence, de la plénitude des droits de citoyen reconnus aux autres parties de la population.

La CSCE, qui ne l'oublions pas, comprend les États-Unis et le Canada, ou une confédération réduite aux pays européens seraient-elles en mesure d'offrir aux minorités des garanties quant à l'expression de leur identité ? Le Conseil de l'Europe, gardien des droits de l'homme en Europe et qui a vocation à accueillir tous les États de l'Est européen, pourrait-il voir ses compétences étendues à la protection des minorités ? Ces solutions seraient-elles acceptables aux yeux des États concernés, lesquels, quoi qu'en disent leurs Constitutions respectives, restent inspirés par un modèle centralisateur ?

En toute hypothèse, seule la supranationalité représente une chance de réduire l'intensité des conflits interminoritaires en Europe, sinon de les effacer complètement à la faveur d'un grand dessin paneuropéen.

La France, qui demeure un exemple d'État unitaire réussi, peut jouer un rôle d'inspirateur et d'arbitre. Mais il lui faudra se hisser à la hauteur du problème et des enjeux.

► Gérard Israël est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme instituée auprès du premier ministre et ancien député au Parlement européen.

Vers le troisième millénaire

par Pierre Sudreau

QUELLE que soit notre nationalité, nous sommes européens. Quelle que soit notre éducation, nous savons intuitivement que nous sommes les héritiers de siècles de civilisation. Quelles que soient nos difficultés de vie quotidienne, nous avons l'impression, du moins dans la Communauté, de vivre dans un monde plus avancé, alors que les drames collectifs éclatent sans cesse aux quatre coins de la planète : nous avons la chance de vivre, en effet, dans une zone privilégiée. Dès lors, pourquoi ne pas la sauvegarder et la promouvoir ? L'accord de Maastricht est une grande étape. Mais il faut aller plus loin et faire face, avec l'Europe, aux problèmes du monde. Il y aura toujours des frontières. L'essentiel est de savoir aller au-delà. C'est le problème de l'homme confronté avec lui-même : il n'a pas encore dépassé l'animalité.

L'homme a asservi la matière. Il est maintenant capable de tout construire ou de tout détruire : il n'a pas encore réussi à se rendre maître de lui-même. Tout le danger de notre époque vient de ce que la pensée, et plus particulièrement la pensée politique, n'a pas progressé aussi vite que les techniques et la démographie. Livrés à eux-mêmes, les peuples et les gouvernements, prisonniers d'habitudes millénaires, de passions anciennes, de modes de pensée qui se sont formés avant la foudroyante accélération des

progrès techniques, font courir au monde les plus graves dangers.

L'humanité n'a pas encore découvert les réponses aux questions qui la tourmentent depuis l'aube de son histoire : sur l'univers, sa finalité, la source et la science de la vie. Elle a, devant elle, des perspectives fabuleuses, exaltantes. En restant prisonnière de ses instincts ancestraux, elle peut tout gâcher. Le troisième millénaire sera celui de la paix planétaire ou ne sera pas.

Sur notre continent, les événements de l'Est laissent la Communauté devant un grave et éternel problème : l'enchevêtrement des nationalismes et des frontières. Les vainqueurs de 1945 ont commis les mêmes erreurs que ceux de 1918. Un simple coup d'œil sur la carte de l'Europe de l'Est et des confins de l'URSS montre que les frontières politiques ont été tracées sans tenir compte des réalités politiques et ethniques des régions. Le « découpage » stalinien de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, des pays baltes et d'un certain nombre de Républiques soviétiques est semé de barils de poudre avec le réveil des nationalités. La déstabilisation des Républiques « populaires » peut s'accompagner de péripéties bien connues : luttes nationalistes, religieuses, guerres civiles, qui pourraient atteindre l'Europe occidentale par ricochet.

Il faut donc tenter d'aller au-delà des frontières. Aucun État euro-

péen, même la dynamique Allemagne, ne pourra faire face seul à la situation. De nouveaux rapports entre les États, de nouvelles structures les rassemblant en communauté constituent les premières étapes d'une organisation mondiale susceptible d'aborder les gigantesques problèmes du troisième millénaire. La CEE devrait participer intensément à cette évolution.

En prenant la mesure des événements, en surmontant les procédures diplomatiques, leurs querelles économiques et monétaires prévisibles et sans doute inévitables, les dirigeants européens peuvent aider l'humanité à franchir une nouvelle étape.

Notre siècle va finir... Qu'il emporte avec lui ses guerres, ses milliers de bombes atomiques – représentant un million d'Hiroshimas –, ses massacres industriels d'innocents, de femmes, d'enfants, ses camps de la mort – Auschwitz, Buchenwald et autres goulags. Au seuil du troisième millénaire, puissent ces souvenirs affreux, avec la répression qu'ils ont suscitée, provoquer l'honneur de la bestialité, inciter à respecter « les autres », en attendant de mieux les comprendre, et nous aider à construire un monde nouveau. Alors d'innombrables souffrances et sacrifices n'auront pas été vains.

► Pierre Sudreau, ancien ministre, est l'auteur d'*Après-demain les frontières* (1991, éditions O. Jacob).

TRAIT LIBRE



COURRIER

J'aime l'Europe, mais...

J'aime l'Europe, mais je voudrais, avant de m'engager, qu'on me dise de quoi il s'agit : je voudrais savoir surtout pourquoi l'Europe doit être construite. Car, entre ceux qui déclarent que l'Europe est une nécessité et ceux qui prétendent que l'Europe est un choix, je ne parviens pas à fonder mon propre jugement. Et le sentiment qui l'emporte est que l'Europe que l'on construit n'est ni un choix ni une nécessité, mais un engrainage dont le mouvement s'entraîne lui-même, sans fins ni raison.

J'aime l'Europe, pourtant. J'aime l'Europe parce que j'aime que les peuples soient en paix, et que j'ai conscience qu'existent ici une histoire, une civilisation, une culture, un mode de vie pluriséculaires qui valent la peine d'être défendus contre l'empire d'autres cultures et d'autres modes de vie. J'aime l'Europe parce que ses hommes, ses paysages, ses villes et ses livres me sont chers, et que j'ai le sentiment que, sans protection, ils ne seraient pas à disparaître. J'aime l'Europe parce qu'elle est ma terre et que je me sens partie prenante de l'histoire des peuples qui la composent.

J'aime l'Europe, mais je ne puis me défendre, devant le processus en cours, d'un doute, d'autant plus grand que nul ne cherche à éclairer ma lanterne, si ce n'est à

force d'explications laborieuses dont les unes me paraissent dénuées d'importance et les autres sans pertinence.

On me dit que l'Europe, c'est bien, parce que, une, elle sera une grande puissance économique. Je peux bien éprouver quelque fierté d'être citoyen de la première puissance économique mondiale, mais je ne saurais, pour autant, m'en laisser conter : ce n'est pas parce que l'Europe, prise en bloc, sera plus puissante que seront plus puissantes les entreprises qui y travaillent, ni moins menacées par la concurrence les secteurs aujourd'hui en déclin. Et des petits États comme le Luxembourg et la Suisse souffrent-ils tellement de leur taille, de leur population et de leur marché réduits ? Pas que je sache.

On me dit que la monnaie européenne, l'écu, sera demain la première monnaie mondiale. La perspective de donner le pion au dollar n'est pas sans agrément, mais cette petite vanité une fois satisfaite, qu'ai-je à faire de trémousser dans mes poches une monnaie forte plutôt qu'une monnaie faible ? La force d'une monnaie ne peut résulter de celle de l'économie, et non le contraire. Et qu'importe-t-il au paysan crétois d'être payé en écus plutôt qu'en drachmes s'il ne parvient pas à vendre sa récolte ?

On me dit que l'Europe sera un grand marché et que cela permettra aux entreprises de réaliser des économies d'échelle. Mais je ne comprends pas ce qu'on entend par là : on semble dire que les entreprises aujourd'hui concurrentes seront demain allées sous prétexte d'appartenance à une même communauté. Mais pourquoi donc ? Et pourquoi les nécessités économiques qui pèsent aujourd'hui sur les entreprises françaises ne pèseraient-elles plus demain sur les entreprises européennes ? On me ment, ou l'on désespère.

On me dit que les maux dont souffre aujourd'hui mon pays seront atténués par l'Europe de demain. Je veux bien l'espérer, mais je ne vois pas l'impact que pourrait avoir sur le chômage des jeunes ou de longue durée la mise en commun des problèmes. Europe ou pas, le Bade-Württemberg et la Murcie resteront ce qu'ils sont, et je ne vois pas pourquoi une Europe libérale et unie résoudrait des problèmes qu'une Europe désunie mais plus interventionniste n'est pas arrivée à résoudre.

J'aime l'Europe, mais celle qui se construit me paraît étrange.

BERNARD LAGUERRE
Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourd, gérant
directeur de la publication
Bruno Fenepat
directeur de la rédaction
Jacques Guio
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Jacques Amaric
Thomas Ferenet
Philippe Hervé
Jacques-François Simon
Daniel Vermet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-89

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourd, gérant.

Le Monde

Jacques Lesourd, président
François Hugot-Devaillet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-André
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72, Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Média Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composants 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LEM

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX (1986)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles y compris CEE et non
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris 7P
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صك:امين الأصل

ÉTRANGER

ALGÉRIE : à l'appel du Front des Forces socialistes de M. Aït Ahmed

Trois cent mille personnes ont manifesté à Alger pour « sauver la démocratie »

ALGER

de notre envoyé spécial

Ce fut une belle et longue promenade le long du front de mer, entre la gare routière et la Place des Martyrs, sous un soleil de début d'hiver. Une promenade paisible et bon enfant, mais un peu triste aussi. 300 000 personnes environ s'étaient ainsi rendus à Alger pour une « marche pacifique », afin de « sauver la Démocratie ». Cette Démocratie qu'elles n'ont pas encore su apprivoiser et qui est en train de leur jouer un bien mauvais tour, en ouvrant au FIS la route d'un pouvoir sans partage.

Grand ordonnateur de cette manifestation, à laquelle le tout nouveau Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie s'était associé, le Front des Forces socialistes (FFS) avait battu le rappel de

ses troupes venues de Kabylie, bien sûr, qui, le 26 décembre, avaient voté « démocrate », mais d'ailleurs aussi. Jamais le parti de M. Aït Ahmed n'avait réussi à rassembler pareille foule même lorsque, il y a tout juste un an, il avait lancé les siens dans la rue pour protester contre l'adoption d'une loi sur la généralisation de la langue arabe.

Les nouveaux pieds-noirs

La plupart des banderoles sont écrites en français : « Contre les forces de la trépassée » — et la plupart des slogans scandés en arabe : « Algérie libre et démocratique ». Ils occupent la rue comme les islamistes, lance une avocate : « Ça ne fait que commencer », renchérit un autre marcheur. L'ancien parti unique n'est pas épargné : « FLN dehors ! » crient des manifestants quelque peu en retard sur

l'histoire. Beaucoup de femmes — les plus menacées par le projet islamique — ont répondu « présente », quelques-unes voilées. Un jeune intégriste s'est glissé dans le cortège « en observateur » et nous confie, mezzo voce, « Je suis fier d'être membre du FIS », avant d'ajouter en montrant la foule qui l'entoure, « C'est là, c'est une minorité, c'est pas grave ».

Ce n'est pas une marche au pas cadencé, comme sait les organiser le FIS ; le service d'ordre du FFS manque d'entraînement. En tête du cortège, peu de personnalités en vue. « On a voulu dépolitiser cette manifestation », explique un organisateur. On remarque quand même, bras dessus, bras dessous, Lakhdar Hamina, le réalisateur des Années de brasse et Me Aï Yahia Abdennour, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme. Rien à voir avec une manifestation du FIS, qui

charrie des flots de trépassés. Aujourd'hui font bloc des gens qui paraissent assez bien insérés dans la société : emploi, voiture et parabole. Il y a parmi eux les occidentalisés, « cette deuxième génération de pieds-noirs », comme les qualifie justement un observateur local. Effarés, ils ne reconnaissent plus leur pays, ils découvrent une Algérie qui, au nom d'une démocratie dévoyée, exige voir au chapitre. « On ne va quand même pas se laisser gouverner par ces gueux », s'empare un universitaire.

Il est prévu qu'à mi-parcours, Hocine Aït Ahmed se joigne brièvement à la marche : comme un symbole, devant le siège de l'Assemblée nationale populaire. Impossible de faire mieux : « Quand il sort, on n'arrive jamais à maîtriser la foule », assure un membre de son entourage. Le secrétaire général du FFS ne tente qu'une courte apparition, juché sur le toit

d'une Landcruiser, avant de s'enfuir dans l'ancien hôtel Aletti par une porte dérobée. Du balcon de l'hôtel, il s'adresse brièvement à la foule, appelant « au respect de la légalité pour éviter une guerre civile » et soulignant qu'« interrompre le processus électoral signifierait cautionner les institutions au pouvoir ».

Au terme de la marche : la Place des Martyrs. Descendus de la Casbah toute proche, l'un des fiefs algérois du FIS, le kampenoléar local, le regard haineux, a formé un comité d'accueil. A ses slogans « Le Front va bien, on a gagné », « Non à la constitution », répondent ceux des démocrates : « Non à l'intégrisme », « A bas le fascisme ». Les services d'ordre des uns et des autres s'interposent pour éviter que l'on en vienne aux mains. Deux mondes se font face, deux mondes qui ne se comprennent plus.

Un haut-parleur continue d'entretenir à coups de slogans le moral de la foule. Depuis la mosquée de la pécherie, l'appel à la prière retentit. « Chut ! Chut ! », murmurent les islamistes, qui n'ont pas abandonné aux démocrates le pavé de la Place des Martyrs, « leur » place. Le silence s'installe pour quelques minutes. L'ordre de dislocation de la marche est alors donné. Et chacun, banderoles repliées, se retrouve face à ses peurs, face à des lendemains lourds de violences.

JACQUES DE BARRIN

Manifestation du FFS à Paris le 5 janvier. — Le Front des forces socialistes immigration appelle à un rassemblement massif le dimanche 5 janvier à 15 heures, place de la République à Paris, pour défendre la République, la démocratie, les libertés publiques et le droit à la citoyenneté pleine et entière de l'immigration.

TCHAD : l'offensive des partisans de M. Hissène Habré

Une armée nationale surprise en pleine réorganisation

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Idriss Déby, il y a un an, la France s'est engagée dans une opération complexe et coûteuse (200 millions de francs), qui consiste à restructurer en deux ans l'armée tchadienne pour qu'elle soit moins nombreuse (en la diminuant de moitié, avec des effectifs réduits à 25 000 hommes) et mieux équipée.

La difficulté principale du projet, qui est en cours d'exécution, consiste à obtenir des autorités tchadiennes que cette réduction touche aussi les Zagawas, qui ont amené M. Déby à N'Djamena en décembre 1990. Les derniers développements de la situation au Tchad ont surpris une armée nationale en pleine réorganisation et ils risquent de retarder — s'ils ne le font pas capoter complètement — le plan franco-tchadien.

Depuis 1961, les deux pays sont, en effet, liés par une série de protocoles militaires dont tous n'ont pas été publiés au Journal officiel. Trois textes ont été rendus publics : un accord de coopération militaire technique (du 6 mars 1976), une convention réglementant le soutien logistique des forces armées françaises (de la même date) et une annexe relative au fonctionnement de l'hôpital mili-

taire de N'Djamena (du 16 juin 1976). Deux autres textes sont restés secrets : une convention spéciale sur le concours de la France en matière de maintien de l'ordre (en date du 6 mars 1961) et une convention (du 30 avril 1978) qui fixe les conditions dans lesquelles, sur une autorisation de Paris, des équipages français d'hélicoptères militaires « peuvent être amenés à participer à des missions à caractère opérationnel, en territoire tchadien exclusivement ».

Il n'existe pas d'accord formel de défense entre les deux pays. C'est au nom de ces textes d'assistance militaire et au nom de la nécessité de protéger ses ressortissants (on en compte aujourd'hui environ 3 000) que la France intervient pratiquement en permanence depuis bientôt un quart de siècle.

450 hommes et dix Jaguar en renfort

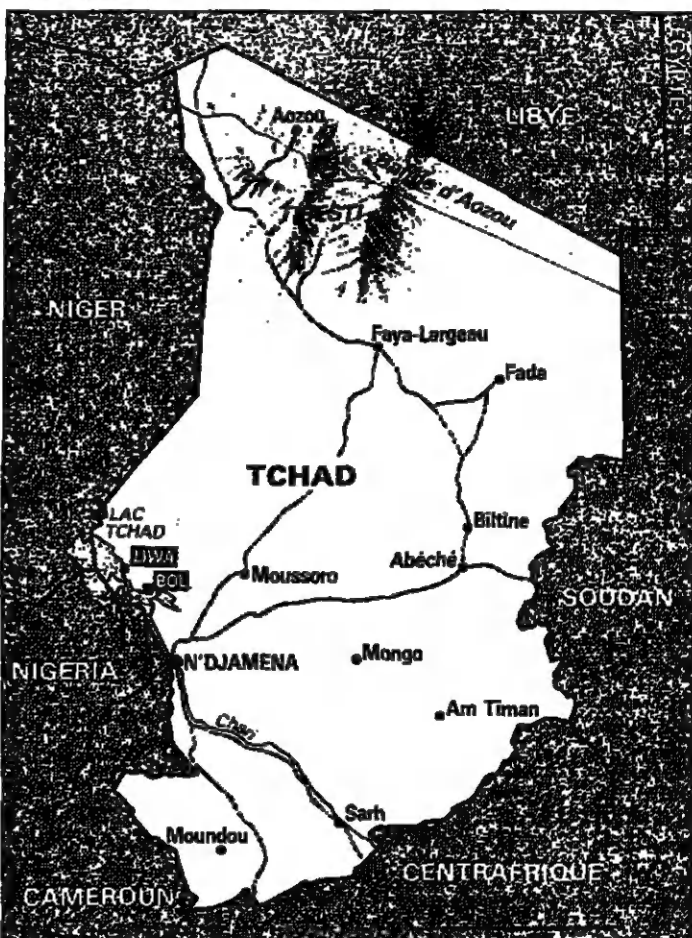
En 1991, la France a dépensé 67 millions de francs pour fournir des matériels et une aide militaire au Tchad, dont 30 millions de francs pour la seule gendarmerie. Elle a, d'autre part, investi 100 millions de francs pour construire (avec la fourniture d'équipements d'infrastructure d'origine allemande) à Faya-Largeau un aéroport militaire qui, selon les termes de la convention, est destiné à servir de base à des unités militaires françaises (de la même date) et une annexe relative au fonctionnement de l'hôpital mili-

Pour 1992, le plan franco-tchadien de restructuration des forces armées nationales consistait, à ce jour, à mettre sur pied huit nouveaux régiments de 7 000 hommes au total (pour rendre à la vie civile 6 500 autres), tout en tentant de mêler les différentes ethnies ou factions politiques, et à créer une gendarmerie de 3 800 hommes (grâce à l'envoi sur place de deux missions temporaires de gendarmes français pour y former des cadres et des unités chargées de maintenir l'ordre).

Du dispositif « Epervier » déployé par la France à partir de la mi-février 1986 à N'Djamena et à Abéché, il demeure à la fin de l'année dernier quelque 1 150 hommes appuyés par sept Mirage F1 de défense aérienne, quatre appareils de transport Transall, un avion ravitailleur KC-135 et une demi-douzaine d'hélicoptères.

Mais la garnison française est généralement soutenue par les forces installées en Centrafrique. La récente décision de Paris de la renforcer à nouveau aboutit à déployer 450 hommes supplémentaires à N'Djamena (deux compagnies déjà prépositionnées en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, une troisième venue du sud-ouest de la France) et à mettre en œuvre une dizaine d'avions d'attaque Jaguar (qui avaient été retirés du Tchad) sur des pistes en France et en Centrafrique.

JACQUES ISNARD



D'une superficie de 1 240 000 kilomètres carrés, considérée, au sud, d'une zone sahélienne et, au nord, d'une immense partie totalement désertique, le Tchad est enclavé entre la République centrafricaine au sud, la Libye au nord, le Cameroun, le Nigeria et le Niger à l'ouest, le Soudan à l'est. Le pays compte plus de 5 millions d'habitants : au nord, les Touaregs, nomades du désert du Tibesti et des plateaux de l'Ennedi et du Borkou ; au centre, des ethnies arabes au sud ; les populations noires, en majorité du groupe Sara. La capitale, N'Djamena, abrite 400 000 habitants.

NIGER

Quatre personnes ont été tuées lors d'une attaque dans le Nord

Une nouvelle attaque armée, officiellement imputée à la rébellion touarègue, a fait quatre morts — un gendarme et trois assaillants — et un blessé, mercredi 1^{er} janvier, à Abala, localité située à environ 200 kilomètres au nord-est de Niamey. Selon le ministre de l'Intérieur, à l'issue de l'assaut qui aurait duré quatre heures, douze membres des forces de l'ordre ont été enlevés. Des armes, des munitions et trois véhicules administratifs ont été volés.

Le premier ministre, M. Amadou Cheffou, a annoncé, jeudi, un renforcement des mesures de sécurité, afin de « contenir la situation » créée par l'intensification des offensives de la guérilla touarègue. Un important dispositif militaire et policier a été mis en place, pour contrôler les déplacements de personnes. Seuls les grands axes routiers sont ouverts à la circulation.

En moins d'une semaine, les rebelles, basés dans les montagnes de l'Aïr, dans le nord du pays, ont mené deux raids contre des postes administratifs, tuant deux gendarmes et en kidnappant treize autres. Depuis la fin octobre, neuf membres des forces de sécurité ont péri sous les balles des rebelles. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : de nouveaux attentats sont attribués à l'extrême droite blanche. — Deux bombes ont explosé, jeudi 2 janvier, dans des bureaux de poste, à Krugersdorp et à Verwoerdsburg, deux localités du Transvaal. Ces attentats, qui ont causé d'importants dégâts matériels, n'ont pas été revendiqués, mais les soupçons se portent sur l'extrême droite blanche. — (AFP, AP, Reuters.)

NIGÉRIA : dissolution du gouvernement. — Le président Ibrahim Babangida, au pouvoir depuis 1985, a dissous le gouvernement, a annoncé, jeudi 2 janvier, à Lagos, le numéro deux du régime, M. Aikhomu. — (AFP, Reuters.)

SÉNÉGAL : création d'une commission de paix et de réconciliation. — Une commission mixte, regroupant des représentants du gouvernement et du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), a été mise sur pied, jeudi 2 janvier, à son appui, de source officielle à Dakar. Placée sous la médiation de la Guinée-Bissau, cette commission doit tenter de ramener la paix dans cette province du sud. — (Reuters.)

SOMALIE : convocation d'une réunion extraordinaire du conseil de la Ligue arabe. — Le porte-parole de la Ligue arabe a indiqué, jeudi 2 janvier, au Caire, qu'une réunion extraordinaire du conseil de la Ligue arabe se tiendra, dimanche, pour examiner la « détérioration de la situation » en Somalie. Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, a remis jeudi au secrétaire général de la Ligue arabe, un mémorandum demandant à la Ligue de « prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'effusion de sang en Somalie ». — (AFP.)

Trente ans de troubles

1960 — 11 août : la République du Tchad, ancienne colonie française, accède à l'indépendance. M. François Tombalbaye devient chef de l'Etat.

1966 — A la suite des violentes jacqueries, qui ont éclaté, dès 1963, dans le nord et le nord-ouest du pays, les opposants nordistes créent le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT).

1975 — 13 avril : un groupe d'officiers prend le pouvoir à N'Djamena. Le président Tombalbaye est tué lors du putsch. Le général Félix Malloum devient chef de l'Etat.

1977 — Janvier : l'ethnologue française Françoise Claustre, détenue depuis avril 1974, par les rebelles touaregs, appartenant au FROLINAT, est libérée.

1979 — A la suite des combats, qui opposent les maquisards des Forces armées du nord (FAN), dirigées par Hissène Habré, et l'armée gouvernementale, plusieurs milliers de civils sont tués, en représailles.

1980 — 26 avril : M. Hissène Habré est démis de ses fonctions gouvernementales par M. Goukouni Oueddei.

1982 — 7 juin : les troupes du FAN s'emparent de N'Djamena. Le pré-

sident Goukouni Oueddei se réfugie au Cameroun.

1983 — Octobre : M. Hissène Habré est officiellement investi président de la République.

1984 — 9 août : La France déclenche l'opération « Manta » et envoie 300 hommes, pour contre l'offensive des partisans de l'ancien président Goukouni Oueddei, soutenu par la Libye.

1984 — 16 septembre : La France et la Libye concluent un accord, garantissant le retrait simultané de leurs troupes.

1986 — 15 février : La France déclenche l'opération « Epervier » et envoie un millier d'hommes, après le bombardement de l'aéroport de N'Djamena par l'aviation libyenne.

1987 — 11 septembre : un cessez-le-feu est conclu entre le Tchad et la Libye.

1990 — 1^{er} décembre : le régime du président Hissène Habré est renversé par les troupes du colonel Idriss Déby.

1991 — 24 décembre : les partisans de Hissène Habré lancent leurs premières attaques le long du lac Tchad.

Renforts français à N'Djamena

Suite de la première page

Des chars ont pris position au nord de la capitale, à proximité de l'aéroport. Des dizaines de transports de troupe et de pick-up Toyota, équipés de bazookas avec leurs roquettes, se sont dirigés vers le nord, croisant sur leur route les attardés du rallye Paris-Syrie-Le Cap (lire page 7 l'article de Gérard Albouy). Environ 1 500 éléments de la garde présidentielle auraient été envoyés sur les lieux des combats. Le chef de l'Etat Idriss Déby aurait également envisagé d'acheminer des renforts depuis Faya-Largeau, au nord.

Pour les officiers de carrière, qui, selon des sources militaires, hésitent à s'impliquer dans le conflit, ce deuxième avatar tchadien n'est qu'un conflit ethnique. Cette fois, ce sont deux tribus du nord qui s'affrontent : les Goranes — la tribu d'Hissène Habré — et les Zagawas — l'ethnie qui a permis à Idriss Déby d'arriver au pouvoir, mais dont lui-même ne fait pas partie.

« Prisonnier » de ces Zagawas, organisés en bandes et non pas en une armée structurée et hiérarchisée, le colonel Déby n'a pas réussi à mettre de l'ordre dans le pays après avoir « pris » N'Djamena, il y a un an.

De sérieux problèmes de logistique, de commandement et de motivation handicapent donc l'armée nationale tchadienne. Les troupes

n'auraient reçu leurs soldes de décembre et décembre qui, mardi dernier, d'où le manque d'ardeur à se rendre sur les lieux des combats.

Jeddi, le gouvernement a reconnu pour la première fois que les rebelles étaient des sympathisants de l'ancien président Habré. Il ne s'agissait jusque-là que de « fraudeurs, de coupeurs de routes ou de groupuscules armés ». A l'issue d'un conseil des ministres, un communiqué a enfin fait état des « assaillants à la solde du régime dictatorial déchu ».

« Cette situation, à laquelle l'Armée nationale tchadienne (ANT) fait courageusement face, a pour but d'innover de compromettre le processus démocratique », stipulait ce communiqué, selon lequel le gouvernement tchadien « réaffirme sa conviction que seuls l'établissement d'une démocratie et l'instauration d'un Etat de droit permettront au Tchad de sortir du cycle de la violence ». Depuis son arrivée au pouvoir, le colonel Déby répète en effet inlassablement son attachement à la démocratisation du pays, une conférence nationale étant prévue pour le mois de mai prochain.

« Ces actions violentes interviennent alors que le président Idriss Déby a amorcé un processus démocratique que la France soutient », a affirmé jeddi le ministre français

des affaires étrangères. Dans un communiqué, le Quai d'Orsay indique que « la France est vivement préoccupée par la situation au Tchad, qui est caractérisée par des actions de force de bandes armées incontrôlées qui ont posé une menace sur la sécurité des populations civiles ».

Par conséquent, la France « a décidé de renforcer sa présence militaire à N'Djamena et se tient en contact permanent avec le président Déby ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que la sécurité des ressortissants français « ne paraît aucunement menacée ». Une intervention française ne serait donc pas justifiée.

Côté rebelles, l'on craint une éventuelle intervention de la France. Car Idriss Déby, ancien commandant en chef des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) de l'ex-président Habré, a fait « tomber » le dictateur avec la discrète collaboration des militaires français.

« Nous demandons à la France de rester à l'écart du conflit », a déclaré jeddi à Paris M. Aboubakaye Haroun, le représentant du Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), un mouvement qui se présente comme « ni pro-Hissène Habré ni pro-libyen ». Selon M. Haroun, la garnison de Mao, le chef-lieu de la préfecture du Kanem, s'est rallié au MDD, ainsi que le commandant adjoint de la région militaire du centre Tchad, le commandant Massoud Dreissa. D'après lui, « les troupes de l'opposition se trouvent actuellement à une centaine de kilomètres de N'Djamena, et les choses peuvent aller très vite ».

M.-P. S.

AFRIQUE

Difficile transition au Zimbabwe

Alors que l'ouverture politique n'est prévue que pour 1995, la population est confrontée à une libéralisation douloureuse de l'économie

HARARE

de notre envoyé spécial

«Au moment des fêtes de l'indépendance en 1980, nous avions eu un concert des rastas, Bob Marley and the Wailers. Marley est parti, il nous a laissé Bob Mugabe et ses valets (pleureuses)», ironise John Deary, le patron des patrons zimbabwéens, alors qu'un cortège officiel passe sous les fenêtres de son bureau, toutes sirènes hurlantes. L'ancien président Mugabe sacrifie volontiers au rite des convois de Mercedes qui sillonnent la ville à toute allure, escortés de motards et de voitures bourrées de policiers agrippés.

Lorsque la reine d'Angleterre est venue pour le sommet du Commonwealth, en octobre dernier, plusieurs milliers de personnes ont été délogées des faubourgs populaires de Mbare et Etzwor, où leurs bidonvilles ont été rasés par les bulldozers de la municipalité, et lâchés dans la nature à une quarantaine de kilomètres de la ville.

«Ces gens-là ne sont pourtant pas des squatters», affirme l'ancien premier ministre, M. Ian Smith. «La plupart d'entre eux ont un travail et leurs enfants vont à l'école. S'ils vivent dans ces conditions, c'est parce que le gouvernement a failli à son rôle et n'a pas construit suffisamment de logements», explique celui qui s'est battu jusqu'à la dernière extrémité pour la suppression des blancs dans ce qui s'appelait alors la Rhodésie du Sud.

Par une curieuse ironie du sort, Ian Smith, qui se proclamait vicaire-ment «anticommuniste, antimarxiste-léniniste, antisocialiste», a vu s'installer à sa porte la mission diplomatique cubaine. L'homme, grand et mince, paraît vieilli, mais il n'a rien perdu de sa pugnacité. Il nourrit ses arguments de chiffres.

«Depuis 1980, «ils» n'ont construit que la moitié de ce que nous

avons bâti en dix ans alors que nous étions isolés par les sanctions internationales», dit-il en alignant les constats. «Le dollar rhodésien valait une livre sterling, aujourd'hui, vous aurez de la chance si vous en tirez dix pence. Pour la première fois cette année, nous allons être obligés d'importer du maïs. Nous sommes à court de coton, de cette merveilleuse viande de bœuf, de blé, alors que nous étions exportateurs.»

La nostalgie de M. Ian Smith

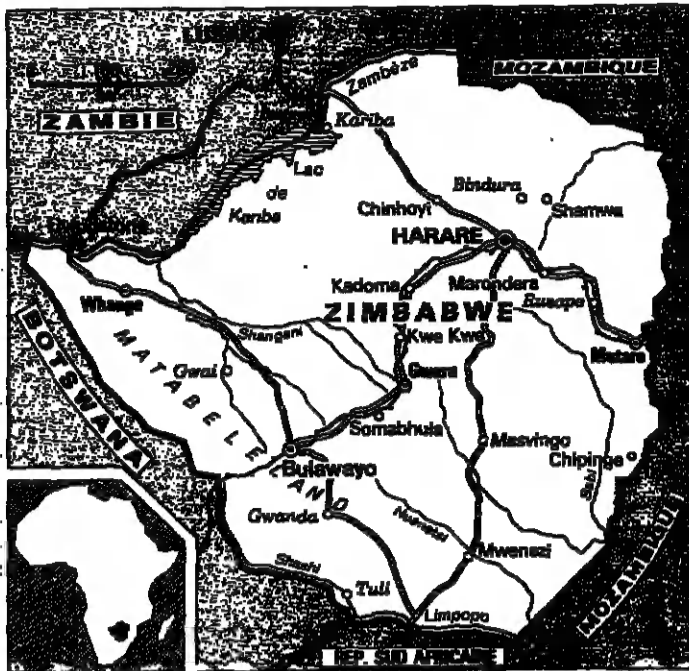
Ian Smith a la nostalgie ardue. A soixante-deux ans, il continue son combat contre Robert Mugabe. Lors des élections législatives de 1990, son parti, l'Alliance conservatrice du Zimbabwe (CAZ), n'avait pas hésité à soutenir la candidature du Mouvement de l'unité du Zimbabwe (ZUM), une autre organisation d'opposition fondée en 1989 par un ancien lieutenant de Mugabe, Edgar Tekere, mis à l'écart de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU). L'entreprise est restée vaine. Et Ian Smith désespère, car il estime que «personne ne se lève» face au pouvoir «à cause des intimidations».

Mastupela Sithole, professeur de sciences politiques à l'université d'Harare, récemment élu conseiller municipal de la capitale et militant du ZUM, pense cependant que la menace de «la ZANU parti unique» est maintenant écartée. «C'était un sujet de discorde, mais je suis heureux car le danger est passé», affirme-t-il, en reconnaissant que c'est «contraint et forcé» que le président Mugabe a tourné le dos à son ancien objectif.

L'émigration de nouveaux partis ne saurait tarder, pour le professeur

Sithole, qui voit dans la création récente du Parti démocratique (DP) le signe d'un renouveau politique. Cependant, selon lui, il n'existe pas de différence fondamentale entre les partis d'opposition. «Le vrai clivage passe entre le gouvernement et l'opposition, qui, dans son ensemble, se

Morgan Tsvangirai, devenu aussi impopulaire dans les sphères de l'Etat qu'il est apprécié des masses laborieuses. «L'opposition joue un rôle insignifiant, précise-t-il, car aucun des partis présents sur la scène politique n'a de programme distinctif.» Paradoxe : il est d'accord avec



pour le multipartisme, la libre entreprise, l'économie de marché et la démocratie libérale. Autant de dénominateurs communs contre «le centralisme démocratique» de la ZANU de Robert Mugabe, affirmé-t-il. Une théorie battue en brèche par le patron du puissant Congrès des syndicats zimbabwéens (ZTTU),

John Deary, le président de la Confédération des industries du Zimbabwe (CZI), le CNPF local, pour convenir que le rôle de parti unique de facto de la ZANU est un facteur de «stabilité politique» indispensable pour mettre en place le programme d'ajustement structurel (ESAP) lancé au début de l'année. Le plan - drastique

- tracé en étroite collaboration avec la Banque mondiale est bien accueilli par la communauté internationale. Tout doit changer. En cinq ans, le régime semi-dictatorial doit faire place à une économie libérale. Le programme est ambitieux, qui prévoit la réduction de moitié du déficit budgétaire, la libéralisation des échanges commerciaux fondés jusqu'à présent sur des allocations et des devises, la réduction des effectifs de la fonction publique, l'allègement des contrôles bureaucratiques sur les sociétés et une politique de «taux favorisant les exportations et l'investissement».

La rigueur de ce programme est telle que d'ores et déjà les zimbabwéens trouvent la philie difficile à avaler. Les produits de base sont de plus en plus chers et, surtout, la situation catastrophique de l'emploi va s'aggraver. Le chômage, qui touche 30 % de la population active, s'accroît. Le gouvernement chiffre le nombre d'emplois sacrifiés en cinq ans à dix mille chez les fonctionnaires, deux mille dans le secteur des entreprises nationalisées, et vingt mille dans le secteur privé. Sans compter que deux cent mille jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

Un multipartisme symbolique

Autant de paramètres explosifs, dans un pays où la vie matérielle est difficile. Aux pénuries sectorielles s'ajoutent des difficultés de transport, qui obligent les employés à attendre leur bus pendant des heures. Pour l'instant, «chacun semble s'être résigné», constate Morgan Tsvangirai, pour lequel «la limite de rupture n'est pas encore atteinte». Le cap de cette première année sera difficile à

passer. Le professeur Sithole et M. Tsvangirai s'accordent à penser que, sans consensus social, le plan de réformes ne pourra aboutir. «L'exemple doit venir d'en haut» conviennent-ils avant de constater que l'establishment «n'a rien changé à ses habitudes» et que «la corruption continue d'être bon train» au plus haut niveau du gouvernement.

Le multipartisme pour l'instant symbolique qui a valu à Robert Mugabe les félicitations personnelles du président américain George Bush devrait théoriquement être consacré par les élections législatives de 1995, puis par la présidentielle de 1996. Des échéances qui coïncident avec l'aboutissement du programme d'ajustement structurel. Mais la libéralisation économique ne sera-t-elle que la chance de porter réellement ses fruits, alors que la libéralisation politique est encore à venir? Et les nouveaux choix de gouvernement ne sont-ils pas destinés à satisfaire la communauté internationale plus que les aspirations des zimbabwéens?

L'abandon d'anciens idéaux et la définition de nouvelles stratégies donnent à peu de fois au gouvernement une respectabilité frappée au coin des démocraties occidentales et de l'économie de marché. C'est autant pour la façade, au moment où un consensus international veut que l'aide économique soit liée à la démocratisation et au respect des droits de l'homme. Mais la manœuvre est illusoire, qui ne permettra pas de passer sans casse le cap critique marqué par l'existence d'une véritable opposition politique et l'effacement d'une jeunesse impatiente en mal d'avenir.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à la suite du meurtre d'un colon

Les autorités bannissent douze Palestiniens des territoires occupés

Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a décidé, à cinq jours de la reprise des négociations bilatérales de Washington, de bannir douze «activistes palestiniens» des territoires occupés, a-t-on annoncé, jeudi 2 janvier, de source militaire à Jérusalem.

Les douze Palestiniens, a-t-on précisé, appartiennent au Front de résistance islamique HAMAS et aux trois principales branches de l'OLP - le Fatah de M. Yasser Arafat ainsi que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nafel Hawatneh. Selon la même source, ils seraient responsables de nombreux attentats, notamment contre les troupes israéliennes.

Le ministre n'a fourni ni leurs identités ni la date de leur bannissement. Ils disposent de deux instances d'appel : une commission militaire d'appel et la Cour suprême d'Israël. Mais de tels appels n'ont jamais abouti. Les bannissements sont contraires à la quatrième Convention de Genève.

Depuis le début de l'intifada, en décembre 1987, soixante-cinq Palestiniens des territoires occupés ont été bannis. La décision prise par M. Arens survient au lendemain du meurtre d'un colon israélien dans la bande de Gaza.

Depuis le 28 octobre, à l'avant-veille de la conférence de Madrid, quatre civils israéliens ont été tués dans des attaques à l'arme automatique dans les territoires occupés. Après ces actions, les colons se sont organisés de manière paramilitaire et ont lancé des raids punitifs dans les agglomérations palestiniennes. De son côté, la délégation palestinienne aux pourparlers de paix a décidé de «reporter» son départ pour Washington afin de protester contre la résolution du gouvernement israélien de bannir

les douze Palestiniens des territoires occupés, a déclaré vendredi le porte-parole de la délégation, M. Hanaane Ashraoui. «A la suite de cet arrêt provocateur, nous avons décidé de reporter notre départ qui devait avoir lieu aujourd'hui (vendredi). Mais il n'est pas question de nous retirer de la négociation», a souligné M. Ashraoui, sans préciser la date de départ de la délégation. - (AFP, Reuter.)

Le Parlement a finalement adopté le budget 1992

Le Parlement israélien a adopté, jeudi soir 2 janvier, le budget 1992, après soixante heures de discussions intensives entre les différentes factions de la majorité gouvernementale. La loi de finances qui fixe le budget 1992 a été adoptée par 60 voix contre 53 et 7 abstentions ou absents.

Auparavant, le Parlement avait repoussé à un 120 amendement présenté par l'opposition de gauche, qui réunit 52 députés sur 120. Le vote du budget a été rendu possible grâce à un accord de dernière minute (le Monde du 3 janvier) entre les partis religieux de la majorité gouvernementale, à la suite d'un litige qui menaçait de provoquer une crise gouvernementale. - (AFP.)

IRAK : deux Américains et un Philippi libérés après un mois de détention. - Deux hommes d'affaires américains et un assistant philippin arrêtés par les autorités irakiennes près de la frontière avec le Koweït il y a un mois ont été libérés jeudi 2 janvier. Les trois hommes, accusés d'être entrés illégalement en Irak, puis acquittés le 30 décembre 1991, ont affirmé qu'ils avaient passé la plupart du temps dans une petite cellule sombre, les yeux bandés, en dormant sur un sol en ciment avec seulement des couvertures pour se couvrir. - (AFP.)

AMÉRIQUES

SALVADOR

De nouveaux affrontements illustrent la fragilité des accords de paix

La France et le Canada se sont «réjouis», jeudi 2 janvier, de la signature du plan de paix prévoyant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu le 1^{er} février prochain au Salvador et la conclusion d'un accord destiné à mettre fin à douze années de guerre civile. Quelques heures après que le gouvernement et les rebelles salvadoriens eurent paraphé cet accord à New-York, de nouveaux affrontements se sont déroulés entre l'armée et les guérilleros dans le nord de ce petit pays d'Amérique centrale.

Les services de presse de l'armée salvadorienne ont annoncé qu'un soldat avait été tué mercredi dans le département de Chalatenango, accusant les guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) d'avoir lancé une «attaque terroriste». De leur côté, les rebelles ont affirmé qu'ils avaient été victimes d'une offensive de l'armée et que trois soldats avaient été tués à l'issue de plusieurs heures de combat. Ces affrontements «montrent qu'il existe toujours au sein de l'armée des éléments cherchant à entraver le processus de paix en cours», a déclaré un porte-parole du FMLN, M. Miguel Saenz.

Plusieurs représentants de l'extrême-droite de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) ont vivement critiqué l'accord, jugé «suspect et dangereux». Porte-parole de cette faction, le quotidien *Diario de hoy* a estimé que «l'incorporation de terroristes dans la vie politique, en tant que propriétaires terriens et administrateurs de leurs propres installations, avec des caches d'armes et un soutien de l'étranger, constitue une grave menace». De retour de New-York, le président Alfredo Cristiani a prédit que l'intégration des rebelles au sein d'une nouvelle police sous contrôle civil, en remplacement des forces de sécurité dépendant des militaires, sera «difficile». Le FMLN

assure que ses ex-combattants pourront faire partie de ce corps. Selon d'autres sources proches de l'ONU, cette police devra être en majorité composée de personnes qui «n'ont pas pris part à la guerre civile».

Par ailleurs, selon le FMLN, le gouvernement a accepté la mise en place d'une réforme agraire qui permettra aux paysans installés sur des terres dans les zones contrôlées par la guérilla, d'en devenir automatiquement propriétaires. D'autres sources affirment qu'ils seront seulement prioritaires pour acheter ces terres, grâce à des crédits. Autant de points qui devront être clarifiés à partir du 5 janvier, lors de la reprise des négociations pour arrêter le calendrier du désarmement des guérilleros et déterminer les modalités de leur reconversion à la vie civile. - (AFP, Reuter, AP.)

ARGENTINE : indéménagement des victimes de la dictature. - L'Etat argentin va indemniser les personnes ayant été emprisonnées illégalement et torturées, ainsi que les familles des victimes d'exécutions arbitraires durant la période de la dictature militaire (1976-1983), aux termes d'une loi entrée en vigueur jeudi 2 janvier. Les personnes arrêtées sans mandat percevront chacune 27 dollars par jour passé en prison, ainsi que 30 000 dollars si elles ont souffert de «graves lésions». Les héritiers des prisonniers morts en détention toucheront environ 50 000 dollars. - (AFP.)

HAYTI : violation de l'embargo sur le pétrole. - Un tanker enregistré aux Bahamas a accosté, mercredi 1^{er} janvier, à Port-au-Prince, avec 165 000 barils de gazole chargés à Barranquilla, en Colombie, 24-h après de sources maritimes. En dépit de l'embargo commercial décrété par l'Organisation des Etats américains (OEA) après le coup d'Etat militaire du 30 septembre, un tanker battant pavillon libérien avait déjà livré 10 000 tonnes de carburant diesel fin novembre. - (Reuter, AFP.)

Boom de l'héroïne en Colombie

Suite de la première page

Plusieurs plantations de pavot, cette jolte fleur rouge vénéneuse, étaient défrichées en 1990 en Colombie. C'était un essai. A l'époque, les responsables multipliaient les déclarations rassurantes. «Nous n'avons découvert aucun laboratoire susceptible de produire de l'héroïne», affirmait le chef de la police, le général Padilla, qui ajoutait : «La situation n'est pas alarmante et toutes les plantations de pavot repérées seront détruites d'ici à la fin de l'année».

M. Michel Chamorro, numéro deux d'Interpol, faisait remarquer que la production d'héroïne «demande une infrastructure beaucoup plus sophistiquée et coûteuse que celle nécessaire à la fabrication de la cocaïne». En outre, ajoutait-il, «les champs de pavot sont très facilement repérables». «Comment, réussissent-ils des spécialistes de la lutte contre le trafic de drogue en Amérique latine, les groupes asiatiques pourraient-ils accepter l'intrusion d'un éventuel concurrent colombien?»

Autant de difficultés que les cartels colombiens, accoutumés à mener une lutte au couteau et, en général, victorieuse, avec leurs adversaires de tous bords, ont apparemment négligées ou déjà surmontées.

Cris d'alarme des autorités

Car c'est un véritable cri d'alarme que lancent aujourd'hui les autorités colombiennes, soudainement effrayées par la montée du péril : «La délinquance organisée prétend imposer le pays de culture de pavot, et nous allons devoir concentrer tous nos efforts dans la lutte contre ce nouveau fléau.» Cette conclusion d'un rapport du DAS colombien (la police secrète, dont la direction a été récemment renouée par le gouvernement Gaviria) donne du poids aux mises en garde de plusieurs responsables civils et militaires. «Ces délinquants, ajoute le rapport, ont employé la même méthode que celle des cartels de la cocaïne dans les années 80 pour encourager les paysans à remplacer leurs cultures traditionnelles par le pavot.» Le nouveau cancer, semble-t-il, s'est déjà propagé. Plus de 25 000 hectares, répartis sur la moitié du territoire colombien, seraient constitués de plantations de pavot. Douze départements seraient touchés. Après le boom de la marijuana, dont les années 70, et celui de la cocaïne, dans les années 80, on assisterait aujourd'hui au boom de l'héroïne, qui transformerait déjà l'économie et le mode de vie de plusieurs

régions isolées de la Colombie, en particulier le Cauca et le Huila, dans le sud du pays, ainsi que certains contreforts de la cordillère orientale, à l'aplomb des vastes savanes (les llanos, qui viennent buter sur la forêt amazonienne). «L'énigme», selon les experts, 1 000 hectares de pavot (l'ampoule latino-américaine) produisent 7 000 kilos d'opium, dont on peut extraire 700 kilos d'héroïne pure. Selon le DAS, les cartels colombiens de l'héroïne ont assimilé le processus technique de fabrication, «grâce, sans doute, à une assistance étrangère», ce qui a permis d'augmenter la production d'héroïne «demande une infrastructure beaucoup plus sophistiquée et coûteuse que celle nécessaire à la fabrication de la cocaïne». En outre, ajoutait-il, «les champs de pavot sont très facilement repérables».

«Comment, réussissent-ils des spécialistes de la lutte contre le trafic de drogue en Amérique latine, les groupes asiatiques pourraient-ils accepter l'intrusion d'un éventuel concurrent colombien?»

Autant de difficultés que les cartels colombiens, accoutumés à mener une lutte au couteau et, en général, victorieuse, avec leurs adversaires de tous bords, ont apparemment négligées ou déjà surmontées.

Le général Padilla affirme aujourd'hui que la plupart des plantations de pavot se trouvent dans des zones sous contrôle direct ou indirect des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, communistes), très actives dans le Huila, et qui supervisent déjà en grande partie les champs de coca dans les llanos de l'Est. Mais, on estime à Bogotá que les cartels alternent la «culture du pavot et de la coca».

De nouvelles alliances se sont formées entre les différents pays intéressés au trafic, et l'on s'attendait pas que les «jeunes loups» des deux principaux cartels de Medellín et de Cali soient étroitement associés à cette opération «ampoule». De notoriété publique, Pablo Escobar, un peu oublié dans sa prison-refuge d'Envigado, et ses lieutenants en liberté continuent à contrôler l'essentiel du trafic de cocaïne en Colombie.

Le cartel de Cali, plus discret, mais plus que jamais dans le collimateur de la DEA, est toujours aussi actif dans ses zones d'influence, Cauca et Huila. Les opposants entreprenants de la nouvelle vague du cartel de Cali ont plutôt tendance à imiter les méthodes brutales des amis de Pablo Escobar (intimidation, corruption et assassinats collectifs). Ce qui ne manque pas, semble-t-il, d'inquiéter des parents qui vivent en horreur d'unifier l'extinction et se frottaient les mains depuis que Pablo Escobar avait effectué un repli stratégique. La trêve entre les grands rivaux risque d'être de courte durée.

MARCEL NIEDERGANG

صك:امتن الأصل

EUROPE

YUGOSLAVIE : la guerre civile

Nouveau cessez-le-feu «inconditionnel» en Croatie

Un nouveau cessez-le-feu «inconditionnel» — le quatorzième depuis le début des hostilités, il y a six mois — devait entrer en vigueur, vendredi 3 janvier à 18 heures, en Croatie. L'accord avait été signé la veille, en présence de l'ambassadeur spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, par le général Andrija Raseta, représentant de l'armée fédérale, et le ministre croate de la défense, M. Gojko Susak.

Toutefois, à quelques heures de l'entrée en vigueur de la trêve, les combats se poursuivaient sur plusieurs fronts en Croatie. Selon le radio de Zagreb, l'aviation fédérale a effectué une dizaine de raids, jeudi après-midi, contre des villages proches de Zadar, ville de la côte adriatique, faisant dix blessés. La cible d'une de ces attaques était le relais de radio-télévision situé dans l'île d'Ugljan, en face de Zadar, a-on précisé de même source.

L'alerte aérienne a été déclenchée, jeudi après-midi, à Zagreb et dans une vingtaine de villes de Croatie occidentale et du nord de la côte adriatique, selon la télévision croate. L'aviation fédérale a notamment bombardé la zone industrielle de Kukuljanovo, dans les faubourgs de Rijeka (180 kilomètres au sud-ouest de Zagreb), le plus grand port croate. Il s'agit du premier bombardement depuis le début de la guerre de ce centre industriel qui abrite le chantier naval et la raffinerie de pétrole les plus importants de Croatie.

Selon le correspondant local de la télévision croate, «cette attaque représente la violation de l'accord entre l'armée fédérale et les autorités croates, conclu il y a un mois, par lequel l'armée fédérale s'engageait à ne pas attaquer Rijeka et quatre communes de la région après l'évacuation des casernes fédérales de cette région».

L'aviation yougoslave a également attaqué la mitrailleuse, jeudi vers midi, les environs de Karlovac, à 50 kilomètres au sud de Zagreb. Les quartiers sud-est de la ville ont été de nouveau des pilonnés à l'artillerie lourde. D'autre part, l'armée fédérale a poursuivi son offensive dans la région d'Otocac, à 180 kilomètres au sud de Zagreb, dont le village de Sinac a subi un raid

Lord Carrington «découragé» mais fidèle au poste

Lord Carrington, qui préside la conférence de paix sur la Yougoslavie, s'est dit, jeudi 2 janvier, «découragé» par l'absence de progrès dans la solution du conflit, mais a démenti être au point de renoncer à sa mission. «On est bien sûr découragé, parce que je ne suis pas vraiment parvenu pour le moment à m'entendre clairement avec les Serbes sur les principes sur lesquels la conférence devrait s'appuyer», a-t-il dit. «Mais s'il y a une trêve et si les troupes de l'ONU sont envoyées libes, je pense que, peut-être, la situation pourrait changer et il pourrait être possible de poursuivre la conférence de paix», a-t-il dit à la BBC.

De source diplomatique, on avait assuré mercredi à Ljubljana que Lord Carrington avait, en privé, fait part à des dirigeants serbes de son découragement et de son intention de renoncer à sa mission (le Monde du 3 janvier). — (Reuters.)

FINLANDE

Le souvenir de Lénine...

TAMPERE

de notre envoyée spéciale

Communisme interdit en Russie, Leningrad rebaptisé Saint-Petersbourg, statues déboulonnées, culte de Lénine banni... mais, dans la petite ville de Tampere, à 200 kilomètres d'Helsinki, le souvenir de l'illustre révolutionnaire reste vivant dans le musée qui porte son nom.

Prudent, son directeur, M. Aimo Mäkinen, tient pourtant à préciser que «ce n'est pas un musée du communisme mais un musée historique»... C'est, en effet, à Tampere, en décembre 1905, que Lénine avait, pour la première fois, rencontré Staline, lors du congrès du Parti social-démocrate russe, dans cette Maison des travailleurs, aujourd'hui musée. Il s'y était retrouvé en novembre 1908.

La Finlande, qui était à l'époque grand-duché autonome de l'Empire russe, aspirait à l'indépendance, et Lénine avait promis le soutien des bolcheviks. Ces promesses, chose due : en décembre 1917, la Finlande devenait République indépendante. Depuis, Tampere tient à marquer sa gratitude. Le musée pourrait bien devenir le seul de sa caté-

gorie au monde si celui de Moscou devait fermer ses portes. Les responsables de ce dernier, qui redoutent d'éventuels vols ou actes de pillage, ont d'ailleurs demandé au musée de Tampere d'héberger temporairement certaines pièces, notamment quelques dessins.

Que dire, alors, du danger qui court le dévoué du musée de la place Rouge? Justement, on y a pensé du côté russe. L'idée a été émise lors d'un colloque finno-russe d'historiens qui s'est tenu récemment à Tampere de la mettre à l'abri, pour un temps aussi, sur le sol ami.

La Finlande avait à plusieurs reprises accordé l'asile à Lénine. Après lui avoir sauvé la vie, va-t-elle lui sauver une partie de l'identité? «S'il ne s'agissait que de la dépouille, ce serait fâcheux, mais c'est une véritable institution qui devrait être démantelée. Au bas mot, deux cents personnes, la plupart des scientifiques, qui veillent à la conservation du corps et du cerveau, qui en a été séparé. Nous n'avons ni la place ni les moyens d'entretenir tout cela...», confesse M. Mäkinen, un soupçon de regret dans la voix.

FRANÇOISE NIETO

IRLANDE DU NORD

L'IRA annonce une intensification de la violence

Dans un message de Nouvel An, publié jeudi 2 janvier à la une de *An Phoblacht*, l'hebdomadaire du Sinn Féin, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a prévenu le gouvernement britannique que «les moyens et la volonté de lutte [contre l'Occupation britannique], non seulement continuent, mais vont s'intensifier» en 1992. «Votre guerre d'un autre âge

est fautive, vous n'allez pas briser le désir de liberté d'un peuple, et vous que durera votre occupation et votre oppression sur nous, vous vivrez les conséquences inévitables de vos actes», écrit l'IRA. Trois magasins de Belfast ont été en grande partie détruits par de nouvelles bombes incendiaires dans la nuit de mercredi à jeudi. — (AFP.)

GÉORGIE

L'opposition affirme avoir pris le pouvoir à Tbilissi

Un conseil militaire, dirigé par deux des chefs des forces opposées au président Zviad Gamsakhourdia, s'est réuni, jeudi 2 janvier, qu'il prenait le pouvoir en Géorgie et a déclaré l'état d'urgence dans la République. La télévision de Tbilissi précise qu'un couvre-feu a été instauré dans la capitale de 23 heures à 6 heures du matin à dater du 2 janvier. L'opposition a également exigé la démission du président dans les vingt-quatre heures. M. Gamsakhourdia, retranché dans les sous-sols du Parlement depuis le début des affrontements, le 22 décembre, a fermement rejeté ces ultimatum, qualifiant les assaillants de «bandits» et de «criminels». La situation à Tbilissi

demeurait toutefois assez confuse, vendredi matin 3 janvier. Partisans et adversaires du président semblaient camper sur leurs positions dans le centre-ville, où quelques centaines d'hommes participent aux combats, qui ont connu une accalmie jeudi. «Nous ne contrôlons pas la ville», a reconnu un des conseillers du président Gamsakhourdia. De son côté, l'opposition paraitait divisée sur la marche à suivre. Une fois l'ultimatum contre le chef de l'Etat arrivé à expiration, elle hésitait à lancer une offensive contre le Parlement. «Peut-être le prendra-t-on d'assaut, peut-être sera-t-il simplement encerclé et transformé en prison», a déclaré M. Iaba Ioseliani, chef du

groupe rebelle des Mhedroni (Cavaliers). M. Ioseliani est l'un des deux dirigeants du conseil militaire qui a affirmé avoir pris le pouvoir, co-dirigé par l'ancien premier ministre géorgien, M. Tengiz Sigua, commandant de la garde nationale dissidente. Mais un troisième groupe armé, dirigé par M. Besik Koutasladze, qui contrôle la tour de télévision, a refusé de rejoindre ce conseil. Des consultations se sont poursuivies, jeudi, sur la composition d'un futur gouvernement intérimaire.

Le président du Parlement géorgien, M. Akaki Asiatiani, déposé par le nouveau conseil militaire, s'est prononcé en faveur de la mise en place d'un comité regroupant tous les partis politiques, mouvements et organisations armées, qui serait chargé de diriger le pays jusqu'à l'organisation de nouvelles élections. Quant au président Gamsakhourdia, il a qualifié jeudi soir, dans un message radiodiffusé, le conseil militaire de «bande» et appelé ses concitoyens à la grève générale. Il a également comparé sa situation à celle du président Khameni, M. Vayats Landsbergis, qui avait été encerclé par les forces soviétiques à Vilnius en janvier 1991 : «M. Landsbergis était assis, il ne contrôlait ni la télévision, ni les journaux, ni l'aviation, mais il a quand même continué à diriger sa République». — (AFP, Reuters, AP.)

Deux porte-avions pour l'Ukraine

Par ailleurs l'Ukraine veut limiter au maximum la liste des unités devant être considérées chez elle comme «stratégiques» et échappant à son commandement direct. Si son président, M. Leonid Kravtchouk a bien signé à Minsk l'accord sur les armes stratégiques prévoyant que les forces navales en font partie, le ministre de la Défense ukrainien annonce jeudi qu'il «ne place pas les forces de la mer Noire parmi les forces stratégiques».

Selon Interfax, l'Ukraine veut aussi s'approprier deux porte-avions (le *Varyag* et l'*Oulianovsk*) dont les chantiers navals ukrainiens sont en train d'achever la construction. Ce conflit a donc pour une grande part un aspect de marchandage financier, tout comme sans doute le fait que le président Kravtchouk n'a pas signé à Minsk l'accord sur l'espace. L'Ukraine, selon les spécialistes, produit pourtant plusieurs types de missiles, et aucun programme stratégique commun n'est envisageable sans elle.

Quant aux officiers servant en Ukraine, de même que ceux de la flotte de la mer Noire, ils ont en majorité voté pour l'indépendance de l'Ukraine lors du référendum du 1^{er} décembre. On estime en tout cas que ceux qui y disposent d'un logement — et leur épouse d'un travail — souhaitent y demeurer.

Cette répartition, toute dramatique qu'elle soit pour certains, pourrait donc en théorie se faire sans trop de conflits ou de révoltes ouvertes. Mais à Moscou, même la presse dite «démocratique» semble de plus en plus prendre parti contre l'Ukraine dans cette affaire, dénonçant sa volonté de «brader» à l'étranger des armements dont elle n'aime que faire et introduisant le risque de voir l'armée devenir dans ces conditions une force politique autonome et ingouvernable.

SOPHIE SHIHAB

Le Haut-Karabakh passe sous contrôle direct de l'Azerbaïdjan

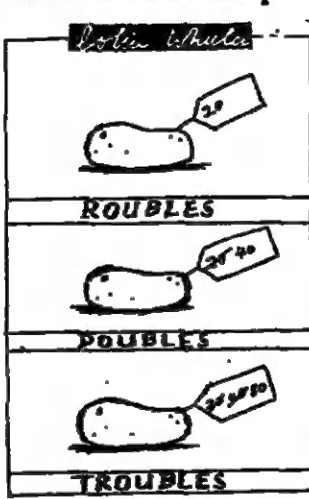
Le président azerbaïdjanais, M. Ayaz Moutalibov, a déclaré, jeudi 2 janvier, que la gestion du Haut-Karabakh passait sous son administration directe. Le même jour, des affrontements entre Azeris et milices arméniennes ont fait dix morts, selon une radio locale captée par la BBC.

Des responsables plénipotentiaires vont être nommés par le président Moutalibov pour remplacer les conseils locaux qui sont aux mains des Arméniens, majoritaires dans cette région de l'Azerbaïdjan. Le vice-premier ministre de l'Azerbaïdjan, M. Salam Mamedov, sera chargé de la gestion de ce territoire, selon l'agence Interfax. La mise sous tutelle présidentielle a été décidée notamment «en raison de la détérioration de la situation».

ALBANIE : le président Ramiz Alia victime d'un malaise cardiaque. — Le président albanais, M. Ramiz Alia, âgé de soixante-six ans, a été victime mercredi 1^{er} janvier d'une crise cardiaque. Mais son «état de santé est actuellement satisfaisant»,

a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de la Santé diffusé par la télévision albanaise. Le président Alia, dont l'opposition demande la démission depuis plusieurs mois, avait succédé à M. Enver Hodja en 1985. — (AFP.)

Confusion autour de la libération des prix



Donnée pour date à l'indépendance du 2 janvier.

Le premier jour de la libération des prix en Russie et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), jeudi 2 janvier, s'est passé dans la confusion avec des magasins encore fermés pour les fêtes de la nouvelle année, vides, ou partiellement approvisionnés. Certains prix étaient débloqués, d'autres non, l'administration ignorait les réalités sur le terrain. Après la Russie et l'Ukraine, les autres Républiques de la CEI se lancent à leur tour, ainsi qu'elles l'avaient annoncé (le Monde du 3 janvier) dans la libération des prix, première étape de la transition vers l'économie de marché.

Au Turkménistan, la libération des prix doit intervenir lundi 6 janvier, selon les services de la présidence cités par l'agence de presse Interfax. Selon cette même agence, cette mesure devait intervenir dès vendredi 3 janvier en Biélorussie. Dans ces deux Républiques, comme en Ukraine, un système de coupons distribués par les entreprises et les administrations aux salariés devait entrer en vigueur pour servir de «protection» au marché intérieur. — (AFP.)

POLITIQUE

Accueillant la première promotion à Strasbourg

M. René Lenoir estime que le transfert de l'ENA exige le doublement du budget de fonctionnement

M. René Lenoir, directeur de l'Ecole nationale d'administration, a accueilli, vendredi matin 3 janvier, au Palais des congrès et de la musique de Strasbourg, la première promotion transférée en province des élèves de cette école. Tout en regrettant le caractère précipité du transfert dans la capitale alsacienne et en insistant sur son coût financier (un doublement du budget de fonctionnement sera nécessaire, selon lui), M. Lenoir a exalté l'importance du service public, affirmant : « L'Etat est légitime s'il est à la fois efficace et juste. »

Après avoir, M. Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, avait souhaité la bienvenue aux nouveaux élèves. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, retenu à Paris par le conseil des ministres, était absent.

Les quatre-vingt-dix élèves qui ont été reçus en décembre dernier au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration passent, à partir du 3 janvier 1992, une dizaine de jours à Strasbourg, où ils ne reviendront, pour suivre leur année de scolarité, que fin janvier 1993. D'ici là, ils auront effectué cinq à six mois de stage en entreprise, puis autant de stage en préfecture, en collectivité locale ou en ambassade. Ils se retrouveront alors à Puy-Saint-Vincent, dans les Hautes-Alpes, où ils donne-

ront à leur promotion son nom de baptême. Ainsi, durant toute l'année 1992, aucun élève ne séjournera à Strasbourg. Ceux qui y viendront en 1993 affecteront leur année de scolarité dans des installations provisoires, puisque les bâtiments définitifs ne devaient être prêts qu'en 1994. C'est donc une entrée symbolique, telle que l'a voulu le gouvernement par sa décision du 7 novembre dernier, qui a eu lieu à Strasbourg au Palais des congrès et de la musique vendredi matin 3 janvier.

M. René Lenoir, directeur de l'école, qui aura atteint la limite d'âge à la fin janvier, s'est adressé pour la dernière fois aux élèves. Il a tout d'abord insisté sur le fait que l'ENA est la seule grande école dont les élèves effectuent la moitié de leur scolarité en stages extérieurs et sur sa nature d'école d'application grâce à l'étude des cas concrets et grâce au pilotage des praticiens de l'administration, de l'entreprise, du syndicalisme et de l'université. Il a noté également l'importance des contacts entretenus avec les grandes administrations centrales de l'Etat pour la formation des futurs hauts fonctionnaires.

Tout au long de son intervention, M. René Lenoir a répété comme un leitmotiv : « Le budget de l'école, c'est-à-dire le budget de l'Etat, y pourvoira », chaque fois qu'il a évoqué les charges supplémentaires entraînées par la délocalisation à Strasbourg. Ce sera le cas, a-t-il dit, pour les maîtres de conférences « qui viendront à Strasbourg ou que les élèves rencontreront à Paris deux ou trois fois dans l'année ». Il a ajouté : « A l'occasion de séminaires, des interventions pon-

nelles ont lieu : en formation initiale, un millier de personnes sont venues cinq mille quatre cents fois à l'école. Si elles acceptent de se déplacer, le budget de l'école y pourvoira. Au total, l'ENA a annoncé que le budget courant de fonctionnement de l'école va doubler, en passant de 20 à 40 millions par an.

« Improviser sur la provisoire »

Il a ajouté : « Si l'affirmation que le financement sera trouvé, c'est en fonction d'une double assurance : celle du ministre d'Etat chargé de la fonction publique et celle des collaborateurs immédiats du premier ministre. » Mais il a également voulu exorciser une sorte de menace en ajoutant : « Il n'est pas question de changer le caractère d'école d'application de l'ENA. Il faudrait pour cela une loi. Que gagnerait Strasbourg à avoir une école de type institut d'études politiques ou faculté de droit ? Que gagnerait notre pays à ajouter une année théorique aux cinq, six ou sept qui précèdent le concours ? Mieux vaudrait supprimer l'ENA. »

M. Lenoir a ensuite évoqué l'installation à Strasbourg de structures comparables à celles qui fonctionnent actuellement à Paris : amphithéâtre, salles de cours, documentation, bibliothèque, laboratoire audiovisuel, apprentissage des langues, équipements sportifs et surtout service des concours. Il a chiffré ces dépenses à environ 25 millions de francs, tout en précisant qu'il s'agit là d'installations provisoires et en soulignant : « Autant il est facile de bien faire les choses dans un bâtiment neuf qui va coûter entre 250 millions et 300 mil-

lions de francs, autant il est coûteux et difficile d'improviser sur du provisoire. La sagesse serait donc de lancer les travaux de la future école et de ne déménager qu'en 1994. » M. Lenoir n'a pas le point de vue du gouvernement et il insiste chaque fois sur l'importance des dépenses entraînées par ce transfert.

En conclusion, le directeur de l'Ecole nationale d'administration a dit sa foi dans le service public et dans le rôle de l'Etat en déclarant : « Quels que soient les aléas de l'installation à Strasbourg, vous avez bien fait de choisir le service public. Qu'il soit national ou fédéral, l'Etat conserve en économie de marché un rôle irremplaçable et légitime. L'économie de marché vient en effet de prouver sa supériorité sur l'économie planifiée. Mais le marché est indifférent à la propriété du capital, il ne juge pas du partage des richesses, il est indifférent au domaine public, il ne protège pas spontanément les personnes et il néglige le long terme. » Dans tous ces domaines, a-t-il conclu, s'adressant aux élèves, vous aurez un rôle important à jouer. L'Etat stratège, l'Etat créateur de normes, reste indispensable. L'Etat est légitime s'il est à la fois efficace et juste. Ne l'affaiblissons pas, sinon la société double se renforcera. » Tel est le message qu'après quarante ans de service public le dernier directeur de l'ENA parisienne a délivré aux futurs énarques strasbourgeois.

ANDRÉ PASSERON

Lire page 16 l'annonce par le gouvernement d'un plan d'accompagnement social des « délocalisations » d'emplois publics.

Selon un sondage du « Monde de l'éducation »

Les jeunes ont le plus confiance en M. Jacques Delors « pour défendre leur avenir »

Les jeunes sont optimistes pour leur avenir, mais le chômage est un grave facteur de démotivation. S'ils ont peu confiance aux partis et aux hommes politiques, ils accordent davantage de crédit aux socialistes qu'à l'opposition. C'est à M. Jacques Delors qu'ils ont le plus confiance « pour défendre leur avenir ». Ils sont attirés par les Verts et très peu par le Front national.

Alors que les jeunes, dans leur grande majorité, voient l'avenir avec optimisme, 61 % des jeunes chômeurs sont pessimistes pour « l'avenir en général ». Le sondage du numéro de janvier du *Monde de l'éducation* met en lumière avec brutalité l'effet démotivant du

chômage (1). On ne s'étonnera donc pas que les chômeurs soient aussi les plus nombreux à ne faire confiance à aucun parti politique pour « défendre leur avenir », et, lorsqu'ils en citent un, choisir souvent le Front national ou le Parti communiste.

La confiance à l'égard des hommes et des partis politiques est, de toutes façons, un sentiment assez répandu, puisque 19 % des quinze à vingt-quatre ans ne citent aucun parti et qu'aucune personnalité ne recueille l'adhésion de plus de 40 % d'entre eux.

M. Simone Veil en tête pour l'opposition

Face à ce désintérêt général, le PS tire plutôt bien son épingle du jeu : avec 32 % d'opinions positives, il vient en tête des partis auxquels on fait confiance, devant les Verts (19 %), le RPR (12 %), et l'UDF (10 %). Le FN (5 %) et le PC (3 %) viennent loin derrière. De même, les trois hommes politiques qui inspirent le plus confiance sont des socialistes : Jacques Delors vient en tête (39 % d'opinions favorables et 58 % de défavorables) avec François Mitterrand (39 % pour et 60 % contre) et devant Michel Rocard (37 % pour et 61 % contre). Le quatrième est un homme de gauche « atypique » : Bernard Tapie, surtout populaire auprès des jeunes (quatre-vingt-neuf ans) et des lycéens.

Les personnalités de l'opposition qui viennent ensuite ne sont pas les

responsables des partis, mais Simone Veil — qui obtient ses meilleurs scores chez les filles et les lycéens — et Michel Noir, qui fait jeu égal avec Antoine Waechter. Les jeunes ne sont pas portés à l'extrémisme : les hommes politiques les moins populaires auprès d'eux sont Jean-Marie Le Pen (11 %, 86 %) et Georges Marchais (7 %, 91 %). On remarquera qu'Edith Cresson, dont la popularité est parmi les plus faibles (21 % pour, 77 % contre), obtient de bons scores chez les jeunes chômeurs (25 % pour), ce qui laisse supposer que son discours sur l'emploi et l'apprentissage ne laisse pas indifférents les premiers intéressés.

La confiance des jeunes à l'égard de la politique n'entraîne pas un désintérêt pour les grands sujets de l'actualité : 90 % d'entre eux accordent de l'importance à la crise en URSS, plus les trois quarts aux négociations sur le Proche-Orient et à la guerre en Yougoslavie et les deux tiers à la création de la monnaie européenne. Ils sont aussi 57 % à accorder de l'importance à la réforme de la Constitution. Et l'émission de télévision qui les plus marquent dans la période récente est celle d'« Envoyé spécial » sur « la peste brune ».

F. G.

(1) Sondage réalisé par SCP Communication, auprès d'un échantillon de cinq cent onze jeunes de quinze à vingt-quatre ans, représentatif par âge, sexe, activité et région, du 12 au 18 décembre 1991.

Selon le baromètre mensuel SOFRES-« Figaro Magazine »

La cote de popularité de M. Mitterrand remonte de quatre points

M. François Mitterrand, qui avait battu en novembre son record d'impopularité, selon le baromètre mensuel SOFRES-« Figaro Magazine », n'obtient la confiance que de 31 % des personnes interrogées (le *Monde* du 7 décembre), gagne quatre points en décembre : 35 % des personnes interrogées lui font confiance. En revanche, M. Edith Cresson perd un point, passant de 26 % à 25 %. Parmi les personnalités auxquelles les Français souhaitent voir jouer un rôle important, M. Jacques Delors, qui reste en tête, progresse de cinq points (56 %) et M. Michel Rocard d'un point (43 %). M. Veil (49 %) perd un point, ainsi que M. Chirac (37 %). M. Giscard d'Estaing (33 %) en perd trois et M. Le Pen (13 %) deux. Cette enquête a été réalisée

du 20 au 23 décembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

D'autre part, le « baromètre tricolore » IPSOS-« Point » place en tête des personnalités des personnes interrogées se sentant proches M. Simone Veil (35 %), qui perd cependant trois points, suivie de M. Rocard (33 %), qui en gagne trois, et de M. Lang (33 %), dont la cote est stable. M. Giscard d'Estaing (28 %) perd un point, M. Le Pen (14 %) quatre. Cette enquête a été réalisée du 16 au 19 décembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons la publication de la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1992 (le *Monde* des 2 et 3 janvier).

Équipement, logement, transports et espace

Sont promus commandeurs : M. Philippe Chavre, président-directeur général d'un groupe immobilier ; Christian Lhuon, président du conseil d'administration de la caisse de prévoyance de la SNCF ; René Meyer, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Sont promus officiers : M. Friso Sisson, chef du personnel navigant, directeur dans une compagnie aérienne ; Jean Desnoes, inspecteur général honoraire de l'équipement ; Jacques Dubois, ingénieur général des ponts et chaussées ; Michel Fève, délégué général de la SNCF ; Claude Frazzetta, chef de service à la direction générale de l'aviation civile ; M. Christian Germain-Monnet, ancien chef de service administratif ; MM. Roger Grange, vice-président honoraire et conseiller du président d'une entreprise de bâtiments et travaux publics ; Jean-Paul Lacaze, ingénieur général des ponts et chaussées ; Robert Lafont, ingénieur général des ponts et chaussées ; Hubert Maillaud, directeur général d'une société d'autoservice ; Jean-Louis Millet, ingénieur général des ponts et chaussées.

Sont nommés chevaliers : MM. Camille Allas, président d'un groupement d'intérêt économique d'une compagnie aérienne ; Dominique Bédier, directeur régional de l'équipement Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Jean-Pierre Bernhardt, agent contractuel à l'Observatoire économique et statistique des transports ; Jacques Bonnet, directeur technique au laboratoire central des ponts et chaussées ; Michel Bréret, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Maurice Collet, inspecteur général dans une compagnie aérienne ; Dominique Cyrot, directeur départemental de l'équipement de la Seine-Maritime ; Jean-Louis Dambre, directeur régional de l'équipement du centre ; Jacques Demmes, ingénieur général des ponts et chaussées ; Georges Dhouner, ingénieur général de la météorologie ; René Dourmeau, chef de service à la SNCF ; Alain Dupont, président-directeur général d'une société de travaux publics ; Joseph Escaffier, vice-président d'une société coopérative d'HLM ; Jean-Pierre Forgnat, directeur départemental de l'équipement des Pyrénées-Atlantiques ; Jean-François, directeur à l'administration centrale ; René Gagne, architecte-constructeur ; Robert Guéret, ingénieur général des ponts et chaussées ; Jean-Noël Herman, ingénieur général des ponts et chaussées ; Jacques Jay, délégué régional d'une union de transporteurs voyageurs ; Olivier Leblanc, président-directeur général d'une société de transports ; Gérard Lefebvre, ancien vice-président d'une caisse nationale de retraite ; Jean-Philippe Machez, président d'un syndicat professionnel d'équipements routiers ; Claude Meistrans, directeur général de la Compagnie française de navigation aérienne ; Jean-Claude Michel, architecte ; Jean Müller, directeur dans une société ; Christian Parent, directeur départemental de l'équipement du Pas-de-Calais ; Alain Putez, chef d'un service de chirurgie orthopédique ; François Perrin, directeur départemental de l'équipement de la Moselle ; François Perrier, directeur du service d'études techniques des routes et des ponts ; Jean-Philippe, directeur général adjoint dans une entreprise aérienne.

ANDRÉ PASSERON

Lire page 16 l'annonce par le gouvernement d'un plan d'accompagnement social des « délocalisations » d'emplois publics.

Une lettre d'élèves

« Une logique pernicieuse »

Un groupe d'élèves de la nouvelle promotion de l'ENA, qui a pris pour pseudonyme collectif « Fabius Cunctator », nous écrit : « Le transfert de l'ENA en terre alsacienne est né d'une décision fondée sur des arguments non seulement légitimes, mais aussi porteurs d'une logique pernicieuse qui ramène en cause à terme la nature et l'existence même de l'école. »

Les auteurs de cette lettre réfont les trois arguments avancés par le gouvernement : faire découvrir l'Europe aux énarques (« le Parlement européen exerce l'essentiel de ses pouvoirs à Bruxelles », disent-ils, et « de plus il n'est pas nécessaire à un minimum de séjourner durablement à La Mecque pour être un bon pratiquant de l'islam ») ; favoriser l'aménagement du territoire et la décentralisation (la délocalisation n'est pas déconcentration ni même déconcentration ; faire découvrir la province aux énarques (déjà « trois quarts de la promotion sont composés de provinciaux et les deux tiers de la scolarité se déroulent en province ou à l'étranger »).

Jugeant la décision « dommageable », ils affirment que « la spécificité de l'enseignement à l'ENA et son implantation centrale, aujourd'hui menacées, jouent un rôle majeur dans son orientation », et que « l'Etat prend le risque de s'appauvrir rapidement ».

Un colloque sur « les Etats modernes à la recherche d'une nouvelle efficacité », l'Association française et la Confédération internationale des anciens élèves de l'ENA organisent les 16 et 17 janvier à Paris, au palais d'Iéna, un colloque international sur le thème « Les Etats modernes à la recherche d'une nouvelle efficacité ». M. Edith Cresson, premier ministre, prononcera le discours d'ouverture, et M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, le discours de clôture. MM. Edouard Balladur, Raymond Barre, Pierre Bérégovoy, Michel Delebarre, Roland Dumas, Pierre Joxe, Brice Lalonde, François Léotard, Michel Rocard et Jean-Pierre Soisson sont au nombre des participants annoncés. Renseignements et inscriptions : Londres Conseil, 116, avenue Gabriel-Péri, 93400 Saint-Ouen, tél. 40-11-87-08.

maire de Talarn-Ouest (Pyrénées françaises) ; Savinien Fosse, directeur général des services départementaux de la Marine ; René Laure, président de la chambre d'agriculture de la Réunion ; Eugène Lapeyre, ancien maire pêcheur à Saint-Pierre-et-Miquelon ; M. Marie Marry, née Souquet-Basile, chef d'entreprise à la Guadeloupe.

Recherche et technologie

Sont promus officiers : MM. Pierre Chambon, professeur à l'université de médecine de Strasbourg, membre de l'Institut ; Pierre Castillon, directeur dans une société ; Georges Dobias, directeur général de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité. Sont nommés chevaliers : MM. Christian Dambrière, ingénieur du génie maritime ; Yves Duroux, maître de conférences ; François Furet, ancien président de l'école des hautes études en sciences sociales ; Claude Lauthier, directeur de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ; Jean-Marie Lotton, directeur général de l'Agence spatiale européenne ; M. Lydie Mismond, épouse Koch, conseiller scientifique au Commissariat à l'énergie atomique ; MM. Bernard Morlet, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique ; Christian Parlet, ancien délégué régional Aveyron à la recherche et à la technologie ; Claude Riveline, ingénieur général des mines ; Jean-Denis Vincent, directeur d'une unité de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Relations avec le Parlement

Sont promus commandeurs : M. Michel Anselin, secrétaire général de l'Assemblée nationale. Sont promus officiers : M. Jacques Merand, membre du Conseil économique et social. Sont nommés chevaliers : M. Pierre Coudy, directeur de service au Sénat.

Jeunesse et sports

Sont promus officiers : MM. Raymond Arand, président de commission d'un comité régional de rugby ; Maurice Burette, ancien président de la Fédération française de gymnastique. Sont nommés chevaliers : M. Paul Dubois, vice-président d'« Ours », d'un comité régional olympique et sportif ; André Ormali, ancien président d'un comité départemental d'activités sportives et de plein air ; M. Monique Hénouquin, née Chapelle, secrétaire générale d'un centre de recherche et d'information sur la bière pour la jeunesse ; M. Daniel Huillier, ancien international de hockey sur glace ; Jacques Plesman, entraîneur national chargé de la documentation à la Fédération française d'athlétisme.

Environnement

Sont promus officiers : MM. Jean de Chaud, chargé de mission au ministère ; Charles Malouin, expert à la commission technique de l'Office national de la chasse ; Jean-François Saglio, chargé de mission au conseil général des mines. Sont nommés chevaliers : M. Dominique Bidoz, délégué à la qualité de la vie au ministère ; Claude Faurdeau, chef de service à la direction de la protection de la nature au ministère ; Raymond Porpe, président du conseil d'administration de l'Office national de la chasse ; Albert Raphaël, maître de Ramette (Var).

Anciens combattants et victimes de guerre

Sont promus officiers : M. Gérard Chénier, vice-président national de l'Union nationale des anciens combattants d'Indochine, des TOE et d'Afrique du Nord. Sont nommés chevaliers : MM. André Blanc, président d'une association d'anciens combattants ; Antoine Chardon, délégué national de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc ; Maurice Cling, membre du bureau de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes ; André Filère, secrétaire général de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre ; René Oranger, membre du comité national et président départemental de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie ; Joseph Krusz-Haberbach, chef des services à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre à Strasbourg ; Georges Vignon, membre d'un comité directeur départemental de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance.

Déportés et internés de la Résistance

Sont promus officiers : MM. Paul Dubouché, déporté résistant ; Albert Lavennet, interné résistant ; Marcel Ploz, interné résistant ; René Suhl, déporté résistant. Sont nommés chevaliers : MM. Simon Bonnet, interné résistant ; Henri Brunschwig, interné résistant ; André Compaq, interné résistant ; Lucien Ducruet, interné résistant ; Ferdinand Goyet, interné résistant ; Jean Mercier, interné résistant ; M. Hugues Molard, veuve Bouvenet, internée résistante ; M. Roger Rigel, interné résistant.

FIN

Rectificatif. — M. Germain Despont, promu commandeur de la Légion d'honneur au titre des affaires européennes (le *Monde* du 3 janvier), est ancien responsable du Mouvement européen et non du Mouvement fédéraliste européen comme indiqué par erreur par le *Journal officiel*.

LE MONDE diplomatique

Janvier 1992

Fin de l'URSS : L'ENIGME RUSSE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

مكتبة الأمل

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Tandis que l'examen des dossiers de régularisation se poursuit

Près de cent cinquante personnes déboutées du droit d'asile observent des grèves de la faim

ORLÈANS

de notre correspondant

Après l'annonce par le ministère de l'Intérieur du dépôt de 60 000 dossiers de régularisation (le Monde du 31 décembre), M. Jean-Pierre Perrin, membre de la Coordination nationale des déboutés et vice-président de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), estime « en réalité au moins à 60 000 le nombre des déboutés, dans des situations impossibles aujourd'hui en France. La circulaire Blanco-Marchand n'a pas réglé le problème, affirme-t-il, de ces actions de désespoir que sont les grèves de la faim ».

Selon la FASTI et la coordination, plus de 140 personnes ont entrepris des mouvements de grève de la faim à Lyon, Compiègne, Beauvais, Marseille et Creil. Près de cette dernière ville, à Montataire, deux des quarante-et-un grévistes qui en sont à leur dix-huitième jour de jeûne, ont obtenu un titre de séjour, mais poursuivent leur action par solidarité avec leurs camarades.

Un appel à M. Marchand

A Orléans, une vingtaine de personnalités, parmi lesquelles l'écrivain Gilles Perrault et Roland Agret, viennent d'écrire au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, pour lui demander de régulariser la situation de deux déboutés du droit d'asile qui observent une grève de la faim à Orléans depuis quatre-vingt jours. Les deux hommes, Rami Tékou et Hasbi Tuncel, de nationalité turque, avaient déjà fait une première grève de la faim de quarante-deux jours durant l'été dernier sous le porche de la cathédrale d'Orléans (le Monde du 30 juillet et 12 août 1991), à l'issue de laquelle trente-huit autres déboutés ont obtenu des autorisations provisoires de séjour, après avoir vu leurs dossiers réexaminés par la préfecture du Loiret.

Les services de la préfecture ont finalement rejeté les dossiers des

deux hommes, qui se sont lancés dans une seconde grève très épuisante. L'un d'eux, M. Tuncel, a dû être hospitalisé le 29 décembre. Selon le comité de soutien, M. Tékou, militant du Parti communiste turc (T.K.P.), a été condamné à trente ans de prison par la justice turque, mais il se trouve en France sous le coup d'une inculpation d'assassinat, tout en ayant fait l'objet d'une remise en liberté sans contrôle judiciaire. M. Tuncel, lui, militant de l'opposition, a été en Turquie emprisonné et torturé. Mais il a été condamné en France à une mesure d'interdiction du territoire pour avoir déposé une seconde demande d'asile à l'OFPPRA sous une fausse identité.

« Parce qu'ils ne veulent pas retourner en Turquie, où la prison et la torture les attendent, les deux hommes ont choisi de poursuivre jusqu'à la mort la grève de la faim. S'ils ont la responsabilité de ce choix, nous celle de les y avoir conduits », écrivent les personnalités au ministre.

REGIS GUYOTAT

□ Deux jeunes immigrés grèvent à Albertville. — Un jeune Turc de seize ans et un jeune Algérien de dix-sept ans, habitant la ZUP d'Albertville (Savoie), ont été gravement blessés par des coups de couteau reçus à la suite d'une altercation. L'incident a opposé, jeudi 2 janvier, dans les rues du centre de la cité olympique, les deux victimes à d'autres jeunes, originaires de villages voisins et vêtus à la manière des skinheads. Les victimes ont été hospitalisées, tandis que l'auteur des faits devait être présenté, vendredi matin, devant le parquet des mineurs de Chambéry.

□ Rectificatif. — Dans l'article sur les immigrés portugais (le Monde du 3 janvier), il fallait lire : « à partir du 1^{er} janvier 1992 (et non 1993), ce sont les travailleurs eux-mêmes qui jouissent de la liberté d'installation ».

SPORTS

MARATHON : le Paris-Synte-Le Cap

Fuite en avant

Les concurrents du raid Paris-Synte-Le Cap ont quitté, jeudi 2 janvier, N'Djamena, où régnait une intense activité militaire à la suite de l'offensive des partisans d'Hissène Habré dans l'ouest du pays. Selon l'organisation, aucun concurrent ne se trouve plus au nord de la capitale, à proximité de la zone des combats.

SAHR (TCHAD)

de notre envoyé spécial

Malgré les consignes de l'ambassade qui leur conseillent de ne pas quitter leur domicile et de se tenir prêts à évacuer le pays, quelques Français de N'Djamena étaient venus assister au départ de l'étape à destination de Sahr. Pour voir les concurrents, certes, mais surtout pour s'informer sur ce que les arrivants, qui s'étaient succédé toute la nuit sur la ligne, avaient vu sur les routes ou les pistes au nord de la capitale. La radio d'Etat tchadienne ne donne, en effet, pratiquement aucune information, ni sur l'importance des forces rebelles ni sur l'intensité des combats.

Gérard Bourgois, le premier producteur français de poulets, pouvait témoigner de l'extrême nervosité de certains militaires tchadiens. Au détour d'une piste, il s'était trouvé, de nuit, face à l'un d'eux qui avait aussitôt tiré une rafale de mitraillette dans sa direction. D'autres hommes armés étaient sortis des buissons, mais un officier lui avait expliqué que le tireur avait sans doute pris peur. Le buggi rose du PDG de Duc de Bourgois est, certes, un prototype, mais sa couleur peut difficilement le faire passer pour un engin militaire.

Les dix-neuf motards qui avaient refusé d'effectuer, de nuit, les quatre cents derniers kilomètres de l'étape neutralisée entre N'Guigmi et N'Djamena racontaient qu'ils avaient bivouaqué au fort de

Nokou, où ils avaient partagé leurs rations alimentaires avec les militaires. Le plus surprenant est sans doute la méconnaissance des concurrents sur l'évolution de la situation actuelle au Tchad que Gilbert Sebire se garde bien d'évoquer lors des briefings matinaux qui précèdent les départs.

Jeddi en fin d'après-midi, les organisateurs affirmaient qu'il ne restait plus de concurrents au nord de N'Djamena, à proximité de la zone des combats. Comme les frontières du Tchad sont fermées aux véhicules hors course ou à ceux de l'organisation qui se trouvaient encore au Niger, Gilbert Sebire — qui avait pris le risque de traverser le Tchad malgré l'avis contraire de l'ambassade de France — a donc révisé sa fuite en avant. Mais au prix de quels risques pour les concurrents du rallye ?

GERARD ALBOUY

CLASSEMENT

Heureux étape : N'Djamena-Sahr (695 km, dont 331 chronométrés). Autos. — 1. Skanska-Magne (Léon-Fr. Mtschli Pajero), 2 h 5 min 8 s au-delà du temps imparti ; 2. Weber-Henr (Al. Mtschli Pajero), 1 h 19 min 3 s ; 3. Auriol-Monnet (Fr., Mitsubishi Pajero), 2 h 20 min 25 s ; 4. Lartigue-Destillat (Fr., Citroën ZX), 8 h 39 min 39 s ; 5. Waldegard-Gallager (Suède-GB, Citroën ZX), 12 h 12 min 4 s.

Motos. — 1. Laporta (EU, Cagiva), 3 h 19 min 33 s ; 2. Arcones (Esp., Cagiva), 3 h 31 min 33 s ; 3. Cavendish (Ira, Yamaha), 3 h 31 min 33 s ; 4. Peterhansel (Fra, Yamaha), 3 h 31 min 33 s ; 5. Sotelo (Esp., Gilera), 3 h 31 min 33 s.

Classements généraux. Autos. — 1. Auriol-Monnet, 13 h 53 min 12 s ; 2. Weber-Henr, 33 h 31 min 48 s ; 3. Skanska-Magne, 35 h 25 min 25 s ; 4. Waldegard-Gallager, 1 h 57 min 34 s ; 5. Vannier-Bergand (Fr-Suè, Citroën ZX), 3 h 19 min 33 s.

Motos. — 1. Peterhansel, 34 h 32 min 43 s ; 2. Laporta, 35 h 24 min 33 s ; 3. Arcones, 23 h 31 min 33 s ; 4. Morales (Fr., Cagiva), 31 h 31 min 33 s ; 5. Msa (Esp., Yamaha), 31 h 31 min 33 s.

ENVIRONNEMENT

Une initiative de la Fondation Ushuaia

Des enseignants découvrent la mangrove sénégalaise

Créée en 1990, la Fondation Ushuaia (1) se propose de faire découvrir la planète aux jeunes par des voyages d'initiation à la nature. Dès ses premiers mois de fonctionnement, elle a emmené des petits groupes d'adolescents au Canada, en Guyane, en Polynésie et dans l'Hexagone. La fondation se tourne maintenant vers les enseignants et animateurs, afin de disposer de relais auprès des jeunes qu'elle ne peut pas toucher directement. Un premier contingent vient de rentrer du Sénégal où il a découvert l'Afrique et ses problèmes d'environnement.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Tout de suite, le choc de l'Afrique pousse. La plage de Yoff, qui est devenue petit port de pêche, est devenue par endroits un décharge d'ordures ménagères que les pouvoirs publics ont renoncé à nettoyer, malgré la présence d'un sanctuaire musulman à la limite du quartier. Souterrains plastiques, boîtes de conserve, poisson pourri et carcasses de mouton s'entassent dans le sable blanc. « C'est répugnant », dit Lura, la jeune Américaine qui découvre le continent noir. « Et si les gens ne nous donnent même pas de gants ni de gants pour ramasser ces horreurs ! »

Fille de médecins de Boston, Lura doit oublier toutes ses notions d'hygiène pour faire comme ses camarades européens et mettre la main à la pâte. Le groupe d'enseignants a en effet été enrôlé pour une journée de nettoyage bénévole avec les associations sportives de Dakar du mou-

vement Set Setal (voir encadré). Car la Fondation Ushuaia, qui cultive le goût de l'aventure extrême, avait choisi le thème des ordures comme premier sujet d'environnement abordé à l'arrivée en Afrique !

Après ce baptême de la pollution, les toubabs (Blancs) ont pu tout de même découvrir les beautés cachées du Sénégal pour lesquelles ils étaient venus, en l'occurrence les parcs nationaux, à savoir les meilleurs guides qui soient : le directeur des parcs nationaux lui-même, M. Seydina Issa Sylla, jeune et bouillant commandant qui a succédé en 1987 au Français André-Roger Dupuy, et Jean Larivière, naturaliste passionné, auteur d'un ouvrage de référence sur les parcs nationaux du Sénégal et conseiller scientifique de la Fondation Ushuaia.

Le commandant Sylla, tantôt en treillis militaire pour impressionner les douaniers gambiens, tantôt en chemise à fleurs comme il est affectueux, a accompagné le groupe tout au long de son périple sénégalais. D'abord, une journée dans les îles volcaniques de la Madeleine, qui abritent une colonie de superbes phasques, ces oiseaux appelés « paillasse-queue » aux Antilles. Le lendemain, le nouveau parc national de Popenguine, qui préserve une lagune pour les oiseaux migrateurs et une plage de pontons pour tortues de mer, dans un site très fréquenté par les Dalmatois en week-end et aussi les pèlerins qui viennent faire leur dévotion au sanctuaire catholique.

Oiseaux contre sauterelles

L'association locale des femmes a décidé de collaborer activement avec les gardes du parc pour faire du site une enclave verte, plantée de baobabs (dans les collines) et de cocotiers (sur la plage). Ce sont elles, avec l'aide des volontaires américains du Corps de la paix, qui entretiennent la péninsule, rois et débroussaillent les parcs.

Pour visiter la mangrove du parc national du delta du Saloum, le groupe embarque dans une pirogue (à moteur) qui se faufile dans les « bolongues » (bras de mer intérieurs) envahis de palétuviers. Hérons, aigrettes, cormorans et aigles pêcheurs regardent passer le convoi sans émoi.

En revanche, lorsque la pirogue accoste à l'île aux Oiseaux, une langue de sable où nichent les sterns (royaux, naines et caspiennes), c'est

la panique. Les flamants roses s'envolent sans bruit, mais les sterns se lancent dans un ballet criard avec piqués d'intimidation sur les intrus. « Rester en file indienne et regarder où vous mettez les pieds », recommande le garde. Car les sterns pondent leurs œufs à même le sol, avec un art consommé du mimétisme.

Plus au sud, en Casamance, le groupe visite une autre île pleine d'oiseaux, mais cette fois perchés dans les palétuviers. L'île de la réserve de Kassa est envahie par des colonies de hérons, aigrettes, gardefous, spatules et pélicans qui nichent tous en même temps, en parfaite cohabitation. Les toubabs ouvrent de grands yeux et mitraillent avec leurs appareils ce spectacle grandiose que bien peu de Sénégalais ont l'occasion de contempler de leurs yeux.

Ils ouvrent aussi grandes leurs oreilles lors des rencontres avec les populations locales. Surprise : en Casamance, ce sont les habitants eux-mêmes qui réclament le classement

de nouveaux sites. « Les oiseaux nous aident contre les sauterelles, et ils attirent les touristes, explique un chef de village. Cela intéresse nos piroguiers ». Bernard, instituteur à Verviers (Belgique), prend des notes. Eric, un collègue de la région rouennaise, filme avec son caméscope les rencontres sous l'arbre à palabres, rythmées par les danses des femmes. Et tous remarquent que, à la fin de chaque rencontre, « les gens demandent de l'aide, et si possible de l'argent ».

« Normal », observe Jean Larivière. Lorsque les Africains entendent « Fondation », ils pensent à Ford ou Rockefeller. Mais nous n'avons pas d'argent à offrir. Nous voulons seulement faire connaître au monde ce que les Sénégalais font pour préserver leur environnement. »

ROGER CANS

(1) Fondation Ushuaia, 32, avenue Charles-de-Gaulle, 92300 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 46-41-07-24.

Les nettoyeurs de Dakar

DAKAR

de notre envoyé spécial

La capitale du Sénégal, comme toutes les métropoles du tiers-monde, croule sous les déchets. Chaque jour, 120 000 litres d'eaux usées sont déversés sur la voie publique et 1 000 m³ d'ordures enlèvent par les services municipaux — mais il en reste largement autant après leur passage. Car le ramassage des ordures, déjà laborieux dans les grandes artères, n'est pratiquement plus possible dans les quartiers aux ruelles étroites et sablonneuses. Que faire ? S'en remettre aux bonnes volontés. Ce furent d'abord les enfants des écoles, les « pionniers » et les fidèles des mosquées qui furent mobilisés pour des opérations de nettoyage ponctuelles. En 1989, le maire de Dakar se lança dans une « journée de la propreté », qui mobilisa toutes les associations sportives et culturelles de la communauté urbaine.

Devant le succès de l'opération, la municipalité de Dakar a

encouragé les associations à s'organiser pour se livrer à tour de rôle, chaque dimanche, à une opération de nettoyage dans un quartier différent. Le mouvement « Set Senal » (qui signifie, en oulof, propre et rendre propre) était né. Depuis, c'est la reconquête, quartier par quartier. On enlève les ordures, on repeint les bords de trottoirs, on décore les murs de fresques naïves qui vantent la propreté, l'hygiène et la protection de l'environnement. Des squares abandonnés sont réaménagés par les riverains, d'autres dotés d'œuvres d'art comme ces belyères de plâtre au regard fixé sur l'horizon des landes marines qui chament...

Ce sursaut de propreté aux couleurs du réalisme socialiste a de quoi surprendre en 1991. Mais il mobilise chaque dimanche des milliers de jeunes sportifs et habitants des quartiers de Dakar. Comme le fait remarquer son coordinateur, le colonel Sow, « c'est aussi un moyen d'agir contre le sous-emploi des jeunes ».

R.C.

PHILATÉLIE

Au programme des TAAF

Paul-Emile Victor et Bernard Buffet

L'Agence des timbres-poste d'outre-mer (1) a mis en vente, le jeudi 2 janvier, l'ensemble des timbres du programme 1992 des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), qui comprend quatorze valeurs. Paul-Emile Victor et Bernard Buffet comptent, cette année, parmi les auteurs.

— 3,70 F, Marion Dufresne.
— 14 F, Navire le Tootan.
— 22 F, Christophe Colomb (poste aérienne).
— 24,50 F, Topex Poseidon (poste aérienne).
— 25,40 F, Programme WOCE.
— 25,70 F, Pluie de la Terre Adèle.

(poste aérienne, dessiné par Bernard Buffet). P. J.

► Souvenirs philatéliques : L'Association pour le développement des œuvres sociales de la marine (ADOSM) profite de ce nouveau programme pour proposer des souvenirs philatéliques « premier jour ». Liste sur demande auprès de l'ADOSM-Philatélie, 23, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.



— 15 F x 2 (diptyque, dessiné par Paul-Emile Victor), Institut français pour la recherche et la technologie polaires (la vente anticipée a eu lieu le 18 décembre).
— 0,10 F, Armées des TAAF.
— 1 F, Flore : Colanthous kerguelensis.
— 2,20 F, Course autour du monde Globe Challenge.
— 2,30 F, Polson : Disostichus eleginoides.
— 2,50 F, Paul Tcherno.
— 3,40 F, Oiseaux : damier du Cap (poste aérienne).

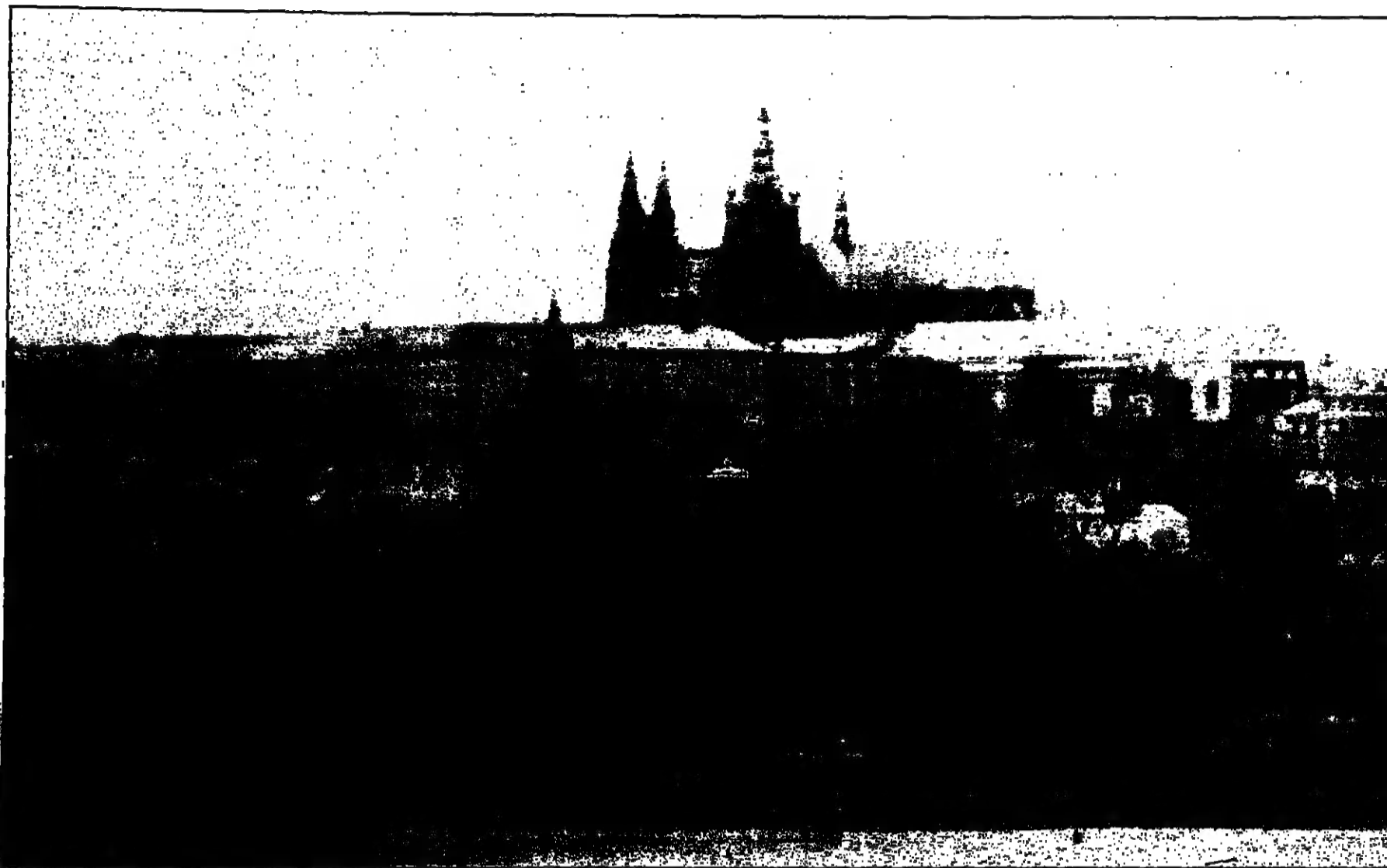
Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-29-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

• Émissions étrangères. — Jersey a retenu Peter Pan comme sujet de sa série de Noël, émise le 5 novembre 1991 (10, 20, 37 et 53 pence). Record du monde pour la Norvège, qui a procédé à l'émission de quatre nouvelles valeurs (6, 7, 8 et 9 couronnes) de la série « cors de postillon », plus ancienne série ininterrompue au monde sur un même motif. En effet, les premiers « cors de postillon » sont apparus en Norvège en 1872, avec, à l'époque, des valeurs en skilling et ore (remplacés aujourd'hui par des ore et des couronnes). Cinquantième anniversaire du personnage de la bande dessinée américaine Archie, dans une série d'Antique et Barboude émise pour les Jeux olympiques de Barcelone : huit timbres (10, 25, 40 et 60 c ; 1, 2, 4 et 5 dollars) et deux blocs (6 dollars pièce).

• Concours épistolaire pour les moins de quinze ans. — L'Union postale universelle (UPU), qui regroupe cent soixante pays, organise un concours épistolaire, doté de nombreux prix, réservé aux moins de quinze ans. Le thème en est : « Lettre d'un marin qui a accompagné Christophe Colomb lorsqu'il découvrit l'Amérique, adressée à un enfant du vingtième siècle ». Les compositions doivent obligatoirement être rédigées au sein des établissements scolaires. Elles seront ensuite regroupées au niveau départemental, puis régional. Des jurys régionaux sélectionneront, avant le 25 avril 1992, les meilleures épreuves. Un jury national désignera, le 9 mai, les dix meilleures compositions, dont la première participera au concours international (UPU, Case postale 3000 Berne 15, Suisse).

S A N S • V I S A



Prague, le patrimoine à l'encan

AVEC ses façades vert amandées tout juste repeintes, ses inscriptions en or clinquant, le théâtre d'Etat semble se réveiller d'une longue nuit. Sous ses voûtes blanches, la foule des grands soirs : toques et manteaux de fourrure venus de toute l'Europe pour sa réouverture à l'occasion de la première de *Don Giovanni*. Un juste retour de l'histoire puisque c'est dans ce somptueux édifice classique que Mozart fit donner la première de son opéra en 1787. C'est aussi là que la *Clémence de Titus* fut jouée pour la première fois peu de temps après la mort du compositeur, dont Prague célèbre, elle aussi, cette année le 200^e anniversaire.

Coût de la rénovation et de la modernisation de ce haut lieu de la culture tchèque : 750 millions de couronnes, soit 150 millions de francs. Tout aussi dispendieuse et attendue, la restauration du Rudolfinum, ou salle de concert Dvorak, pour l'inauguration du Printemps de la musique de Prague en 1992.

Deux opérations de prestige mises en chantier par les communistes et que le régime démocratique issu de la « révolution de velours » se doit aujourd'hui d'achever. Cependant, en cette délicate période de transition entre socialisme et capitalisme, la culture est loin de faire partie des priorités du gouvernement fédéral : le budget qui lui a été attribué en 1991 est demeuré le même que celui de l'année précédente, alors que les prix, en général, ont augmenté de 30 %.

En ajoutant à cette contraction financière le déficit de 13 millions de couronnes (2,6 millions de francs) du Festival Mozart, organisé à la hâte, et le fiasco du 1000^e anniversaire de la ville, qui représente 1 milliard de couronnes (20 millions de francs), il ne reste plus grand-chose dans les caisses

du ministère de la culture pour la protection du patrimoine.

C'est une des raisons qui a poussé le responsable de la protection du patrimoine de la République tchèque, Josef Stulc, à présenter en mai dernier un dossier de candidature à l'UNESCO afin que le centre historique de Prague – le périmètre compris dans l'enceinte des anciennes fortifications de l'époque baroque, soit 866 hectares et 3 000 édifices classés, – les châteaux de Karlstejn, Český Krumlov et Telc soient classés parmi les monuments du patrimoine mondial : « *Peut-être Prague pourra-t-elle ainsi, espère Josef Stulc, recevoir un soutien financier.* » Ainsi les trois jardins baroques qui entourent le château pourraient-ils retrouver leur charme d'autan grâce à un investissement de 30 à 60 millions de couronnes (10 à 12 millions de francs). « *Une somme dont nous ne disposons pas* », commente-t-il amèrement.

Comment sauver les statues du pont Saint-Charles, dévorées aux pluies acides et soumises aux déprédations touristiques ? « *Si nous les laissons en place, dans dix ans elles partiront en poussière. C'est pourquoi je ne vois qu'une solution : les remplacer par des copies. Là encore, il ne faut pas compter moins d'un demi-million de couronnes pour chacune des dix statues originales...* »

Ce ne sont là qu'une partie des soucis de M. Stulc. L'arrivée de nouveaux propriétaires par le biais de la loi de « restitution » en vigueur depuis novembre 1990 est devenue pour lui un véritable cauchemar. Sous le régime communiste, en effet, la plupart des biens immobiliers furent l'objet d'une nationalisation « volontaire ». Les propriétaires cédaient leurs biens contre un dédommagement ridicule. Pour venir à bout des réfractaires, les communistes votèrent

une loi qui obligeait les propriétaires à entretenir leurs logements ; s'ils n'étaient pas en mesure d'assumer le coût de la réparation de leurs toitures, l'Etat confisquait purement et simplement le bâtiment.

Si, à Prague, la « révolution de velours » a restauré la démocratie, les hommes qui l'ont menée à son terme ne pouvaient que constater le lamentable état dans lequel le pouvoir communiste laissait le patrimoine de la vieille cité. Aujourd'hui, faute de temps et de moyens, la situation paraît sans issue. Prague ne pourra sans doute pas protéger Prague sans l'aide de l'UNESCO, ni sans le « soutien » de ses riches voisins, prêts à investir dans une ville démunie de beaucoup de choses sauf de richesses architecturales qui, depuis longtemps d'ailleurs, ne sont plus à vendre...



L'exemple le plus frappant de cette politique est sans doute ce pâté de maisons dans le quartier de Mala-Strana, entre l'ambassade des Etats-Unis et celle d'Allemagne, d'où 113 familles furent expulsées pour cause d'insalubrité mais surtout parce que certains appartements se seraient volontiers installés dans ce bel endroit où l'on s'imaginerait en plein cœur de l'Italie. Ocre et roses délavées, enfilades de rues pavées étroites sans autre éclairage que celui de lanternes murales, succession de palais tous plus mystérieux les uns que les autres, jardins cachés : bref, un véritable bijou dont les habitants se virent brutalement chassés et dépossédés en 1985. La reconstruction orchestrée par les communistes commença tant bien que mal en 1987 et fut interrompue faute de ressources financières au printemps 1989. Vint le « changement » en novembre. Alors, les habitants lésés durent attendre une année avant que la fameuse loi de restitution, qui permet désormais aux anciens propriétaires ou à leurs héritiers de recouvrer leurs biens, soit votée, et encore une année pour qu'elle soit appliquée. Aujourd'hui, le vent et la pluie ont assiéé les maisons de la rue Vlasaka, et il faudra 3 millions de couronnes, soit 600 000 F, pour rénover chaque appartement. Une fortune...

Les défenseurs du patrimoine avaient préparé un projet de loi contraignant le propriétaire à restaurer son logement, dans le délai d'un an, sous peine d'une amende pouvant atteindre 1 million de couronnes (200 000 F). La loi prévoyait aussi la possibilité d'une

aide personnelle destinée exclusivement à la restauration des éléments proprement historiques. Mais le projet de loi a été rejeté par le gouvernement fédéral en vertu de la Charte des droits de l'homme : la compensation de l'Etat n'étant pas systématique, ce texte a été jugé contraire aux principes démocratiques. Sans doute la crainte de rappeler de mauvais souvenirs à la population ne facilite-t-elle pas la tâche du législateur.

Les devoirs et les charges de l'Etat sont, eux aussi, réduits à leur plus simple expression, c'est-à-dire à l'entretien des infrastructures. C'est pourquoi le modèle français, c'est-à-dire la prise en charge à 50 % de la rénovation des bâtiments classés, fait certains émules : « *Mais le secteur historique de Prague, estime le responsable du patrimoine, est bien trop étendu pour que nous procédions de même. Nous pourrions, en désespoir de cause, nous résoudre à restreindre cette liste pour obtenir une participation de l'Etat.* »

Même si la dimension du patrimoine diminuait de moitié, cette liste, elle, pourrait attendre : « *Le ministre fédéral des finances, qui joue la carte du libéralisme, explique M. Stulc, n'est pas vraiment sensible aux difficultés des propriétaires.* » Pour l'instant, le seul financement venant de l'Etat à destination de la restauration des monuments classés vient des deniers collectés à travers le Loto national, le Mates, une dotation de tout au plus 20 millions de couronnes (4 millions de francs) par an, à partager avec les autres services du ministère de la culture.

De notre correspondante
Catherine Monroy
Lire la suite page 11

La civilisation des bars



LES discothèques, on le sait, à de très rares exceptions près, relèvent plus du mythe que de la raison, tels ces « Bains » parisiens sophistiqués, rue du Bourg-l'Abbé, qui sont un peu à la présente génération ce que furent pour celle de leurs pères ou grands-frères Régine ou Castel, n'ont plus, depuis quelques saisons, le vent en poupe. La récession a achevé, en la matière, le travail de sape que la lassitude puis le sida avaient entamé. Pourquoi aller dépenser de l'argent en boîte, alors que ce pour quoi elles sont tout de même faites – la rencontre et, bien sûr, l'aventure amoureuse ou sexuelle – se révèle, par force, de plus en plus problématique ?

Le mouvement n'est d'ailleurs pas spécifiquement parisien. Il affecte toutes les grandes capitales du monde. Si Madrid, sur la lancée de feu la Movida, est une nuit blanche ininterrompue, New-York, qui ne résonnait, dans les années 80, que de l'ouverture de nouvelles boîtes de nuit, attend toujours le remplaçant du célèbre Studio 54, l'équivalent new-yorkais du Palace parisien première manière, celui de Fabrice Emaër. A Londres, la dernière grande période de la nuit remonte à 1981-1982, quand régnaient les « poseurs » néo-romantiques. Quant à Ibiza, jadis haut lieu, presque Lourdes européenne du night-clubbing, le repli est tel que le légendaire Ku, la plus grande discothèque du monde, fermé pour cause de travaux et dont la réouverture a tenu en haleine le petit monde de la nuit pendant tout l'été, n'a tout simplement pas reparu.

Ce n'est pas dire que plus rien ne se passe, aujourd'hui, dans la nuit. A Paris, le Boys, rue Camartin, avec son abrutissant mélange de gays, de travestis et d'hétérosexuels purs, rameute, tous les soirs, sur une musique

acid house convulsive, entrecoûpée de coups de sifflets, les derniers aventuriers nocturnes. Et si aucun lieu nouveau ne s'est ouvert depuis deux ans – le seul qui devait le faire est parti en fumée dans l'incendie des anciens entrepôts de La Villette, – la pratique du détournement des boîtes « normales », voire ringardes, pour en faire des discothèques « privées » d'un soir, qui nous est venue de Londres, offre encore de bons moments. Les vendredis et samedis soirs, les Folies-Pigalle, ordinairement un cabaret de strip-tease pour touristes, deviennent ainsi le lieu le plus « hot » de Paris, avec ses galeries surplombant la piste de danse bondée de créatures black-blanc-beur.

Ce ne sont pourtant là que pis-aller. La grande époque où, se rendant au Palace, on était sûr de rencontrer, dans un beau désordre social et culturel, aux côtés des traditionnels noctambules, telle star, telle tête couronnée ou tel personnage mythique de la jet-set internationale, comme Andy Warhol, semble bien, provisoirement, terminée. La nuit s'est « rangée », uniformisée, banalisée. Et ses plaisirs se sont modifiés.

Alors que les discothèques, dans le meilleur des cas, vivent, les bars, en effet, prolifèrent. Paris, qui enviait jadis à Barcelone ses beaux lieux fantasmagiques d'avant-discothèque, tel l'Universal, dans le quartier de Diagonal, se couvre à son tour de tels endroits plus souples et plus ouverts, où l'on peut boire et discuter tout en écoutant de la musique. Les nostalgiques de cette « société des cafés littéraires » qu'évoquait, il y a quelques

années, dans un bel essai (aux éditions Maeght), l'écrivain Gérard-Georges Lemaire, tiendraient table ouverte au Café Beaubourg, désigné par l'architecte Christian de Porzamparc. Les plus traditionalistes se limiteront aux nouveaux bars à vin ou à champagne apparus récemment, tels L'Ange-vin, rue Richard-Lenoir, ou encore La Nuit des Rois, rue du Pasteur-Wagner. Quant aux aventureux, ils écumeront les innombrables bars qui ont poussé, depuis deux ans, tout au long des rues de Lappe et de la Roquette.

La Bastoche, en passe de devenir les nouvelles Halles, regorge

en effet de tels endroits, offrant chacun une tonalité, un décor, un fantasme, un rêve différents. Les branchés, ou ce qu'il en reste, se rendront ainsi à l'Uguana, rue de la Roquette, au décor un peu impersonnel de bar à l'américaine. Les parigots indéfectibles stationneront au minuscule Lâchevin, rue Daval. Quant aux jeunes bohèmes, ils diront – ils ont déjà élu domicile – au Bar de l'Industrie, à l'angle des rues Sedaine et Saint-Sabin, un ancien café de quartier, avec, à l'instar de la légendaire Palette de Saint-Germain-des-Prés, une grande salle au fond, où, comme au Comptoir,

rue Vauvilliers, on peut, toute la journée, grignoter de petits plats. Car s'il demeure bien sûr toujours, en la matière, de grands « classiques », tels le Rosebud rue Delambre, à Montparnasse, ou encore le célèbre Harry's Bar, rue Daunou, tout à côté de l'opéra, il y a désormais des bars pour tous les âges, tous les goûts, tous les fantasmes et tous les milieux.

Les nouveaux Apaches fréquenteront Le Comédien, rue de Belleville; les latin lovers, le Royaume, rue La Roquette, dans les Halles, à la tonalité « espagnole-frisée de Nîmes ». Les jeunes BCBG se posent tout naturellement dans les fauteuils confortables des Enfants Gâtés, dans le Marais, rue des Francs-Bourgeois, bien sûr. Quant aux marginaux indéfectibles, ils se donneront rendez-vous au Cithéa, rue Oberkampf, ou dans l'un de ces bars qui ont fleuri dans le quartier de Pigalle, tels Le Dépanneur, rue Fontaine, ou, juste en face, le Moloko, un grand espace sur deux étages devenu, en deux ans, l'un des must de la nuit, à l'égal des discothèques voisines.

La tendance est telle que même les grandes chaînes de restauration, attirées par le profit, s'y mettent. Le groupe Amanguié vient ainsi de lancer, après ses Oh Polvière, le Oh la la, rue des Halles, qui n'est que la transcription commerciale de cet engouement.

Cette vogue, ainsi qu'on l'a suggéré, n'est pas sans avoir des raisons « objectives », concrètes : les bars sont moins chers et moins « sélectifs » que les discothèques, tout en remplissant des fonctions identiques. Mais il y a sans doute

plus. On peut en effet se demander si cette prolifération des bars ne traduit pas un véritable renversement de mentalités. La discothèque formalisait un univers de rencontres faciles, rapides, presque sans paroles. Le « look » était tout. Il suffisait de se montrer pour que tout fût dit. Parfois, c'était être. Certes, le bar ne rompt pas totalement avec cette attitude. Il demeure un lieu de pose ; mais aussi, alcool aidant, de confidences. L'« être » est sans doute ici plus sur le tapis que dans une discothèque bruyante. La conversation revient, et pour des raisons très concrètes : mieux vaut, en ces années incertaines, savoir à qui l'on parle avant de s'embarquer dans une possible aventure avec lui.

LES boîtes de nuit en sont d'ailleurs très conscientes, qui, comme les Bains, ouvrent toutes aujourd'hui des « espaces de conversation », où, dans une ambiance plus soft, sur une musique décontractante, l'on peut à nouveau se parler. Et le grand événement de la nuit pour le Nouvel An sera l'ouverture, dans l'ancien magasin As-éco, face à Beaubourg, d'un grand lieu de « discussion-méditation », avec saisons d'isolation sensorielle, lunettes à images virtuelles et musique « dance-New Age ». A chaque période sa variété de loisir et de nuit. La discothèque reflétait l'univers d'argent et de rencontres faciles des années 80. Les bars traduisent de toute évidence les temps qui viennent, plus chargés de dangers et donc moins prodigues de plaisirs. La nuit, elle aussi, a mis son préservatif.

Patrice Bolon

ESCALES

Chemins croisés dans l'Hadramaout

Des terres se ferment, d'autres, interdites, s'ouvrent. Avec l'unification du Yémen, c'est le pays de l'encens qui s'offre à la curiosité du voyageur. Pendant seize jours, aux mêmes dates, deux groupes – un parisien et un lyonnais – s'y rendent. Ils suivent le même itinéraire, en sens opposé. De telle sorte qu'au début du mois de mars leurs routes devraient se croiser. Portés par le sentiment de fraternité que fait naître la vue de la beauté, ils regarderont les mêmes villes-fortresses collées à la roche, si semblables à elle qu'on ne les distingue pas tout d'abord. Selon la coutume bedouine, ils échangeront des souhaits avant de poursuivre leur chemin à travers les pistes de l'Hadramaout. Cet ancien royaume sud-arabique se présente comme un haut plateau calcaire culminant à plus de 2 000 mètres entre océan Indien et désert du Rub-al-Khali. Un plateau incliné vers le nord et taillé de failles profondes, les « wadis » (ou oueds), généralement à sec mais torrents dévastateurs lors des trop brèves pluies. Mareb, Shaboua – la préférée des voyageurs anglais des dix-neuvième et vingtième siècles – Shibam et ses cinq cents « gratte-ciel » à sept ou huit étages enserrant des ruelles si étroites que Wilfred Thesiger avait l'impression de se trouver au fond d'un puits, Seiyoun et le palais aux cent pièces du sultan Sayyid Abou Bakr où Freya Stark séjourna pendant quelques jours. Tarim, ses trois cent soixante-cinq mosquées, sa bibliothèque aux manuscrits précieux et son architecture qui porte l'empreinte indonésienne, comptent parmi les plus belles de ces villes fortifiées aux maisons en brique de terre crue. Sur la côte, le port de Mukalla, ses palais blancs qui se reflètent sur l'eau, et Bir-Ali, où se



J.-M. HURON/EDITING

formaient les caravanes. Atalante (81, Grande-Rue de la Croix-Rousse, 69004 Lyon, tél. : 78-39-69-10), du 22 février au 8 mars notamment, part de Sanaa, très belle et très connue, et se dirige vers l'est avant de descendre vers Aden et de regagner Sanaa (14 300 F). Terres d'Aventure (16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : 43-29-94-50), du 23 février au 9 mars, remonte, par une boucle inverse, d'Aden vers Sanaa (16 200 F). Que l'on soit ou non du voyage, on lira avec un véritable intérêt les *Bâtisseurs et*

les artisans du Hadramaout, de Sami Karkabi, deux superbes albums entièrement bilingues (français-anglais) publiés par la Fondation Mohamed-Ben-Laden pour les études arabes et islamiques (34, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris).

Marcher en France

Voilà maintenant douze ans que l'association Chaminas entend, avec l'aide de ses accompagnateurs et d'une sélection d'hôteliers locaux, faire partager son amour d'un « pays » (le Massif Central essentiellement, mais aussi les Vosges et, à partir d'avril, le sud

de la France ainsi que la Catalogne, la Toscane et les Baléares) par le biais de la marche à pied ou, l'hiver venu, du ski de fond, moyen de locomotion idéal pour partir à la découverte d'une France plus exotique qu'il n'y paraît. Maîtres mots de cette découverte : l'authenticité et le confort grâce au choix d'hôtels douillet, gérés par des enfants du pays et qui permettent ainsi de pénétrer au cœur de la vie quotidienne des villages, dans une atmosphère détendue, décontractée et conviviale. Parmi les sites proposés, Bagnols-les-Bains à proximité du parc des Cévennes, Saint-Bonnet à la limite de l'Ardèche et de la Haute-Loire, les Etables, plus haut village du Massif Central, au pied du mont Mézenc, Pailherols sur un contrefort sud du plomb du Cantal, Ségur-les-Villages dans le massif du Cantal, Matemale dans les Pyrénées, en plein Capcir, et Gérardmer, au cœur des hautes Vosges. Autant de paradis pour tous les niveaux de ski de fond (voire pour la pratique des raquettes indiennes) et à des prix très accessibles : 2 000 à 3 000 F par personne la semaine, en chambre double et pension complète avec navette de la gare à l'hôtel et prêt du matériel. A noter, pour les plus sportifs, une brochure spéciale, *Horla*, qui propose, en hiver, des randonnées et des raids, de difficulté variée, à ski de fond (lacs et volcans d'Auvergne, tour du Sancy, crêtes du mont Lozère, traversée des hautes Vosges, du Massif Central, de la Margeride, des hauts plateaux ardéchois ou du Vercors) et, à la belle saison, des programmes de VTT, d'équitation, de kayak, de canoë, de parapente et d'escalade. Renseignements auprès de Chaminas, BP 436, 3, rue Pierre-le-Vénérable, 63012 Clermont-Ferrand Cedex, tél. : 73-90-94-82.

TELEX

Trappeur dans le Vercors, raquettes aux pieds, les 18-19 et 25-26 janvier ainsi que les 14-15 mars. Un itinéraire différent à chaque date. Vie silencieuse du sous-bois, traces des animaux, veillée, nuit en refuge, repas : 500 F par personne. Renseignements : 76-95-36-55, à Villard-de-Lans.

Le 19° rallye Neige et glace en voiture ancienne, qui reprend le règlement des rallyes des années 30, aura lieu du 9 au 12 janvier. Son itinéraire : les Echelles, Chamonix, Aix-les-Bains, Saint-Pierre-de-Chartreuse. Renseignements : Chartreuse Développement, tél. : 76-55-44-44 ; informations touristiques : Maison Alpes-Dauphiné, tél. : 42-96-08-43.

3° Salon international des musées et des expositions (SIMES), du 14 au 19 janvier, de 11 h à 20 h, au Grand Palais, à Paris. Conservateurs français et étrangers (avec une forte présence de l'Europe de l'Est) présenteront leur musée en choisissant une ou plusieurs œuvres significatives de leurs collections. Quatre centres d'intérêt : les collections, l'édition (musées et éditeurs de livres d'art, français et étrangers), la restauration d'art et les écoles (instituts publics et privés, écoles françaises et étrangères) et cinq colloques consacrés aux relations entre tourisme et musées, à la restauration d'art, à la politique des Musées en France et dans les pays de l'Est et à la sécurité. Entrée : 45 et 30 F. Renseignements : 43-46-86-44.

Ski + avion avec les forfaits proposés par la station Isola 2000, sur la Côte d'Azur, et Visit France, filiale tourisme d'Air Inter. Au départ de Paris, Lille et Nantes et jusqu'au 2 mai, des forfaits de 1 530 à 1 990 F par personne, selon la saison, comprenant 7 nuits dans une résidence au cœur de la station, l'avion et les transferts, sur la

base de 4 personnes. Renseignements dans les agences Air Inter.

Une Saône-et-Loire « douillette » et culturelle proposée, pour les week-ends d'hiver et de printemps, par la maison de ce département, 389, avenue de Lattre-de-Tassigny, 71000 Mâcon, tél. : 85-39-47-47. Côté hébergement, des chambres d'hôtes dans des châteaux, relais de chasse ou manoirs ainsi qu'une trentaine de gîtes d'étape très confortables. Côté découverte, des circuits « spirituels » (Tournus à Paray-le-Monial, Cluny, temple bouddhiste de La Boulaye) ou industriel, du Crensat à la galerie de mine reconstruite, à Montceau-les-Mines.

Deux jours et une nuit à ski alpin dans le cadre de la course d'endurance organisée les 16 et 17 janvier par la station du Collet d'Allevard (Isère), au cœur du massif de Belledonne. Il s'agit d'un relais par équipes de 4 personnes, le principe étant d'enchaîner le maximum de descentes pendant 23 h 59 mn de ski non stop. Renseignements et inscriptions (300 F par équipe, 160 F pour les supporters, forfaits comprenant les remontées, l'assurance, le ravitaillement des concurrents et la soirée de clôture) à R. M. Loisirs, 38580 Le Collet-d'Allevard, tél. : 76-45-10-32.

Une maison du tourisme africain à Paris, à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, en partenariat avec la Conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises. Objectif : promouvoir l'Afrique sur le marché économique européen en se mettant au service des personnes disposant de projets, cherchant des partenaires ou des informations et des conseils. Renseignements au 2, rue de Vienne, 75001 Paris, tél. : (1) 45-08-36-60.

صكنا من الأصل

Prague, le patrimoine à l'encan

Suite de la page 9

Le sort du patrimoine est bel et bien lié au futur. En l'absence de règle politique, c'est donc la loi de la jungle du sauve-qui-peut. La colline de Vysehrad, ancien centre historique de la ville de Prague, où vécurent les premiers princes de Bohême et où sont enterrés Dvůrák et Smetana, a bien failli vendre son âme au diable. La basilique Saint-Pierre-et-Saint-Paul, de style roman reconstruite sous le roi Charles IV en gothique, était à la limite de l'effondrement, le prêtre de la paroisse avait fini par se laisser séduire par la proposition d'un promoteur immobilier qui voulait ériger un immense hôtel sur le plateau qui domine la ville. Un prix fort lamentablement refusé par la mairie et l'envoi à des proportions plus raisonnables : les prêtres ont la possibilité de restaurer et de transformer les quelques maisons de site en pension, à condition de faire appel à un architecte qui en respectera le style.

Le Parti social-démocrate (PSD) lui aussi fait tout pour la protection du patrimoine. Après la prise de force au Parti communiste en 1948, l'organisation politique de gauche devait se transformer en une organisation de biens immobiliers, qui, depuis, lui ont été restitués. A l'époque, le PSD était un grand parti influent ; aujourd'hui, la vente et la location de ses biens sont interdites par la loi. Une précaution qui conduit le PSD à accepter de louer la Maison du peuple - transformée par les communistes en Musée Lénine - à l'ambassade américaine afin d'en faire un centre culturel. Pas question de toucher à la façade, mais la désigner pour l'aménagement d'un gigantesque musée moderne dans ses locaux historiques. Une loi à laquelle l'institut est son veto.

Tous les propositions ne font pas l'objet de la loi de préservation ou d'oppositions : les Monastères du monastère de Březnov, le plus vieux de la Bohême (993), ont, avec la reconstruction des églises locales, décidé de louer une partie de leurs locaux afin de rénover l'ensemble petit à petit. Le lieu pourrait accueillir une école internationale de musique et un hôtel financé en partie par la Communauté européenne.

Si les institutions doivent trouver des capitaux pour la rénovation de leurs édifices, une procédure de compromis - perdre un peu pour garder le principal - a été proposée. Les particuliers ont le droit de louer deux - mauvaises - solutions. Impossible en effet d'espérer réparer son appartement lorsqu'on dispose d'un salaire de 100 couronnes, soit 100 F. Les propriétaires peuvent le laisser à l'abandon et l'habiter tant bien que mal. Autre issue, choisie par la majorité d'entre eux, attirée par la possibilité d'un investissement rapide : vendre à un étranger.

A l'heure actuelle, les Tchèques ou les sociétés mixtes avec un partenaire tchèque peuvent légalement (ou illégalement) accéder à la propriété. Les limitations pré-

viennent fréquenter les prêts-noms. « Beaucoup de gens craignent de voir Prague devenir un territoire allemand ou autrichien ; c'est malheureusement une vision réaliste, mais Josef Stulec, mais je dois reconnaître que je préfère encore cette perspective à celle du délabrement de nos bâtiments. »

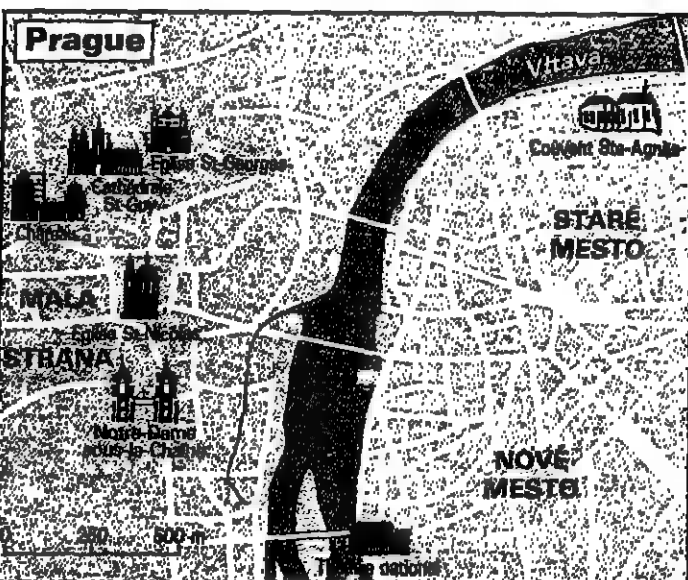
Il est donc probable que la restitution conduira paradoxalement les habitants actuels à quitter la ville pour aller grossir les banlieues. « Prague avait et a encore la chance d'être un rassemblement d'îlots hétérogènes de population. Tout cela risque de disparaître au jour au lendemain », s'inquiète l'urbaniste Jan Sedláček.

A moins que ne soit décidée et conduite une politique active : « Nous ne devons pas laisser aller la reproduction des erreurs de l'Ouest », indique Jan Kašl, architecte et ancien adjoint au maire de la capitale. « Nous avons la possibilité de faire un choix de société : nous ne pouvons pas le laisser échapper. »

Depuis le 24 mai dernier, les entreprises du centre-ville sont soumises à un impôt local de 1 % à 10 % selon la nature de leurs activités. Une façon de privilégier les commerces d'utilité publique. Mais cela suffit-il à préserver l'aspect historique de la ville ? Rien de moins certain. « Un propriétaire qui peut louer un appartement à 3 000 couronnes le préfère à un bon locataire tchèque qui peut lui rapporter 5 à 6 couronnes (1 F à 1,20 F) par an au mètre carré ? s'interroge l'architecte Petr Hermann. J'en doute. »

Chaque semaine, une nouvelle épicerie d'Etat disparaît, remplacée par un magasin d'alimentation privé, mais les prix sont peu accessibles aux petits revenus, soit, le plus souvent, par une boutique d'appareils électroménagers, ou encore de produits de beauté pour les touristes, que l'on considère comme les porte-monnaie ambulants. Cette année, Prague les a accueillis par millions. De nouveaux visiteurs qui ne sont pas venus altérer l'air de la cité. Leur arrivée massive a, en effet, des incidences importantes sur le niveau de pollution, responsable de la dégradation des monuments. Dans la capitale de Prague, l'air, dit-on, est aussi souillé que celui de la région des mines d'Ostrava. Une difficulté à laquelle il est donc urgent de remédier : « Nous souhaitons interdire la vente des voitures polluantes, démantées de pot catalytique, explique Jan Kašl. C'est pourquoi, dès l'année prochaine, les touristes qui viendront à promener dans Mala-Strana seront contraints de laisser leurs véhicules aux abords de la ville. » La loi prévoit ensuite, d'ici cinq à six ans, s'appliquer aux Pragoï eux-mêmes, le niveau de vie dans le mouvement.

Tout aussi dommageable pour le patrimoine est la pollution à l'oxyde de nitrate et à l'oxyde de carbone due au chauffage au charbon de mauvaise qualité utilisé dans les foyers de Prague : « Si l'on pouvait,



En haut : publicité sur la place de la République.
Ci-contre : la façade et l'intérieur de la maison des Représentants.



COURRIER

Vie quotidienne...

M. Jan Jehlička, de Vandœuvre-lès-Nancy, nous a fait parvenir la lettre suivante :

« J'ai lu, il y a quelques semaines, le reportage sur Prague publié dans le supplément « Sans Visa » du Monde du 28 septembre. J'avais trouvé l'article assez intéressant, résumant quelques aspects de cette ville. Mais j'ai été, il y a quelques jours, bien étonné, même stupéfait, de lire dans le courrier du Monde du 23 novembre 1991, l'extrait d'une lettre de M. Buzod, de Genève. Les informations données dans cette lettre et reprises sans commentaires ne correspondent pas à la réalité. Etant tchèque et pragoï, je me permets de réagir sur quelques points :

Les habitants de Prague ont certainement en général des revenus moins élevés, comparés à ceux des Parisiens ou des Genevois. Cela est dû à l'état économique de la Tchécoslovaquie, à la productivité du travail souvent moins grande, mais aussi que « la misère » règne » est exagéré.

Le système de sécurité sociale ne s'est pas changé. Mais actuellement, l'ancien système gratuit est toujours en place et fonctionne. Celui qui tombe malade ou est victime d'un accident est soigné, même à l'hôpital, éventuellement opéré, sans devoir payer, et cela inclut également les soins d'accouchement. La seule chose qui ne paie

(c'était en partie le cas avant novembre 1989), ce sont certains médicaments, surtout ceux d'importation, ou médicaments « de confort » : ni la pilule ni le préservatif ne sont remboursés.

Le chômage augmente en Tchécoslovaquie, mais depuis le début de l'année. Des postes plus ou moins utiles (fonctionnaires, industries d'armement, etc.) disparaissent par suite des changements politiques. C'est pour Prague qui se détache avec 17 millions de chômeurs sur 1,5 million d'habitants (et donc certainement pas le quart de la population de Prague).

Les régions où le chômage prend la plus d'importance se situent en Slovaquie où les industries d'armement étaient très développées. Les prévisions parlent de 500 000 chômeurs à la fin de cette année. Par ailleurs, des allocations sont prévues pour les gens et des bureaux s'occupent de les réinsérer.

On cite également un extrait des propos d'un chômeur pragoï qui dit : « Aujourd'hui, je suis libre de dire que le président est un imbécile, mais nous n'avons pas le droit de le dire. Qu'est-ce que cela nous a fait ? Ne pas manger deux fois par jour la viande sélectionnée, ne pas boire des grands crus de Bourgogne, ne pas manger du chocolat suisse au lait des Alpes tous les soirs ? Est-ce ? Dans ce cas-là, on a peut-être faim à Prague. »

La véritable pénurie alimentaire n'a pas existé en Tchécoslovaquie ces dernières années (comme elle s'est manifestée par exemple en Pologne ou en Roumanie), car la situation économique du pays était relativement meilleure. Aujourd'hui, l'Etat a partiellement supprimé les subventions aux produits alimentaires et les prix de certains produits (même les produits de base) augmentent. Mais les prix varient d'un magasin à l'autre et les gens ne peuvent pas habiter à cela.

Par ailleurs, les magasins privés sont plus nombreux. Mais, de façon, les aliments de base (pain, lait, beurre, fruits et légumes du pays) se vendent à des prix peu élevés et sont disponibles tout le monde. La somme que l'Etat économise en supprimant les subventions à l'alimentation est divisée par 15 millions (nombre d'habitants) et redistribuée à la population (chaque mois, le monde, enfant, adulte, chômeur, reçoit 100 couronnes ou plus de son salaire).

Pour se rendre compte de ce que c'est d'avoir faim, on a, à Prague, un endroit particulièrement approprié : dans une synagogue, les dessins d'enfants internés dans les camps de concentration (tchèques et polonais surtout) sont exposés. »

De notre correspondante
Catherine Mourry

Bridge

no 1467

LE REVERS DE LA MEDAILLE
Il est indispensable de faire précéder le partenaire, s'il peut arriver que le renseignement fourni profite aux adversaires comme cette donne de l'américaine de 1991.

AV10
V98
V10932
RD6
RD98642
V5
10983
N
S
O
S
E
A5
V73
V1073
QARD654
A5
ARD642
87
V742

Ann. : E. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
Rodwell Stanby Meckler Martel
3 3 SA 10 4
passe passe passe

Si l'on n'avait pas joué le 10 de Trèfle, comment Martel aurait-il pu gagner QUATRE CŒURS ?

Réponse :
Voici la ligne de jeu gagnante sur l'enchaînement du Roi de Pique : As, Roi et Dame d'atout et le 10 de Carreau. Est prend avec la Dame, puis il tire le Roi de Carreau et il se débarrasse de son 10 de Trèfle. Dans un tel match les enchères seules ont été :

Nord Est Sud
Eisenstein Morse Gwyl Sulzheim
1 2 SA 10 4
passe passe passe
Eisenstein, en Ouest, déclara le Roi de Pique. Le déclarant prit avec l'As et il rejoignit le Valet de Pique. Alors, l'As de Trèfle fut tenu sous le Carreau frotté chuter ce contrat que le déclarant aurait pu gagner si Ouest avait fait un double saut à Pique.

SEPT MINUTES POUR LA CHUTE

Illustré par le remarquable défenseur du champion polonais Krzysztof Martens dans le match Danemark-Pologne du Championnat d'Europe de Turku. Avant de prendre sa décision,

Martens, en Ouest, a réfléchi sept minutes, et il a trouvé le flanc mortel alors qu'il ne voyait que sa main et celle du mort en Nord.

V106
V62
A87
AR1062
D975
V7
D952
D954
N
S
O
S
E
A84
ADV10984
D
73

Ann. : E. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
Maun Auker Szym.
1 3 3 3
passe 3 SA 3 3
passe passe passe
Ouest ayant entamé le 2 de Carreau, le déclarant a pris avec l'As mort et il a joué le 10 de Carreau pour le 3 et la Dame. Après avoir pris avec le Roi de Cœur, quelle Martens (Ouest) a-t-il joué pour faire chuter CINQ CŒURS ?

L'annonce du « 5 Cœurs » était ambiguë dans cette situation. Sud demandait-il, pour aller au chelem, un petit soutien à Cœur ou bien le contrôle à Carreau ou même le contrôle à Pique ? Pourquoi sur « 3 SA » n'a-t-il pas fait un cue ? « 4 Carreaux » ? En tout cas, Nord a estimé que, malgré l'As de Carreau et As Roi de Trèfle, il devait en passer.

COURRIER DES LECTEURS

« Il me semble, écrit B. Sinahelmer, qu'il y a une coquille quand vous écrivez au début la solution : « après trois tours à Trèfle », ne voulez-vous pas dire à Pique ? »

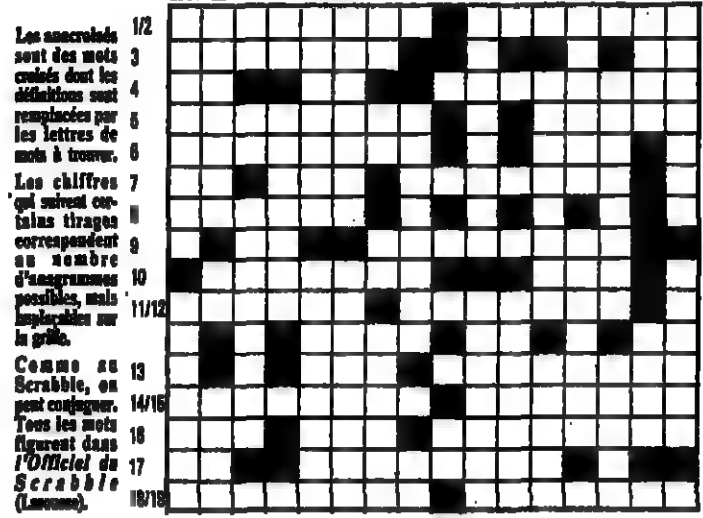
Oui, et le plus étonnant est que ce n'est pas une coquille, mais pour une raison mystérieuse, c'est moi-même qui ai écrit « Trèfle » au lieu de « Pique » !

Philippe Brugnon



Anacroisés

no 1471



HORIZONTALEMENT
1. BEEMRIS. - 2. ACARTE. - 3. BEISTUV. - 4. BEEMRIS. - 5. ANNOOST. - 6. AEFIRIT. - 7. EINSUV. - 8. BEITV. - 9. BEESTUV. - 10. ACOTTU. - 11. EINOTU. - 12. ESOOPS. - 13. BEESTUV. - 14. BEESTUV. - 15. AEPRISS. - 16. ADOSSSS. - 17. AEGNRT. - 18. BEESTUV. - 19. BEESTUV.

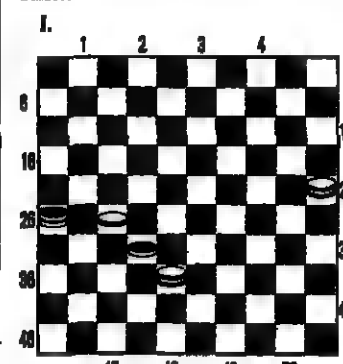
VERTICALEMENT
1. ABEILLU. - 2. AENOTTU. - 3. ABEILLU. - 4. ABEILLU. - 5. ABEILLU. - 6. ABEILLU. - 7. ABEILLU. - 8. ABEILLU. - 9. ABEILLU. - 10. ABEILLU. - 11. ABEILLU. - 12. ABEILLU. - 13. ABEILLU. - 14. ABEILLU. - 15. ABEILLU. - 16. ABEILLU. - 17. ABEILLU. - 18. ABEILLU. - 19. ABEILLU.

SOLUTION DU no 697
1. MAGICIEN. - 2. CRETOIS (COTIERS COTIER). - 3. BATAILLON. - 4. INSISTER (SINISTRER). - 5. RIFLERAI, rabotier. - 6. TOMASON (SOMATION). - 7. NEOTENIE.

Dames

no 422

LE COIN DU DÉBUTANT
Après l'énoncé et l'illustration des principales règles internationales dans les cinq chroniques précédentes, le coin du débutant sera maintenant essentiellement consacré à des schémas de coups classiques.

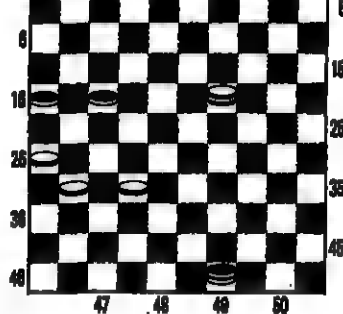


Les Blancs jouent et gagnent :
Ce thème est caractérisé par la position finale où une dame noire sombre corps et biens du fait de la présence suicidaire de l'un de ses compagnons d'armes.

SOLUTION : 38-29 (32x21) 29-12 (18) 12x26, par blocage ; 21-27 23-3 (26x8) 3x3... mat tout.

On part de la position de départ par un coup en... deux temps.

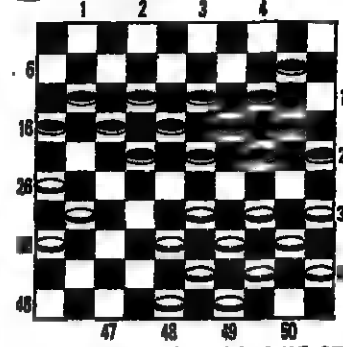
(Weiss, 1910) : Une dame noire et 2 pions noirs ; 1 dame blanche et 3 pions blancs.



Les Blancs jouent et gagnent :
Assez simple mais subtile application du thème du coup de blocage.

SOLUTION : 32-27 (49x21) 19-35 (21-32...) 31-27 (32x21) 35-49, par blocage. Nous retrouvons là le style déconcertant de cet ancien champion du monde.

L'UNIVERS MAGIQUE
De Haas fut l'un des plus grands joueurs néerlandais de l'époque 1900. Une combinaison qu'il exécuta au championnat des Pays-Bas, en 1908. 1 pion noir, 14 pions blancs.

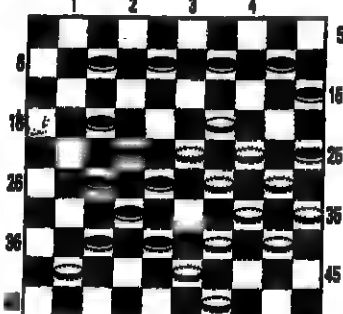


B + comme suit : 26-21 (17x37) 48-42 (37x48) 35-29 (24x42) 43-38 (42x33) 39x5 (Passage à dame) (48x30) 35x41, dame, +.

SOLUTION DU PROBLÈME no 421

MATTEI (1910)
Blancs : 1 dame, 44, 49 et 54. Noirs : 1 dame, 16 et 1 pion à 25. 44-33 (16-2) 33-38 (2-30) 38-48 (30-39) 30x33, +. a) (16-7) 30-45 (7-2) 33-38 (2-1) 45-30, etc., +. a) (2-30) 49-35, etc., +. b) (2-35) 50-45 (35-30, forcé) 49-35, etc., +. c) (30-34) 50-45, etc., +. Mouvements stratégiques très purs et... très complexes !

PROBLÈME no 422

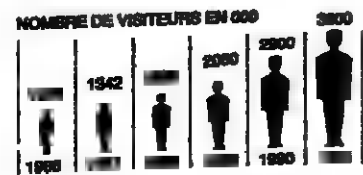


J. KOCKEN (1886) (Pays-Bas)
13 pions noirs, 12 pions blancs. Les Blancs jouent et gagnent. Un mécanisme irrésistible dans cette position subtile.

Solution : 1. 16x1, 2. 16x1, 3. 16x1, 4. 16x1, 5. 16x1, 6. 16x1, 7. 16x1, 8. 16x1, 9. 16x1, 10. 16x1, 11. 16x1, 12. 16x1, 13. 16x1, 14. 16x1, 15. 16x1, 16. 16x1, 17. 16x1, 18. 16x1, 19. 16x1, 20. 16x1, 21. 16x1, 22. 16x1, 23. 16x1, 24. 16x1, 25. 16x1, 26. 16x1, 27. 16x1, 28. 16x1, 29. 16x1, 30. 16x1, 31. 16x1, 32. 16x1, 33. 16x1, 34. 16x1, 35. 16x1, 36. 16x1, 37. 16x1, 38. 16x1, 39. 16x1, 40. 16x1, 41. 16x1, 42. 16x1, 43. 16x1, 44. 16x1, 45. 16x1, 46. 16x1, 47. 16x1, 48. 16x1, 49. 16x1, 50. 16x1, 51. 16x1, 52. 16x1, 53. 16x1, 54. 16x1, 55. 16x1, 56. 16x1, 57. 16x1, 58. 16x1, 59. 16x1, 60. 16x1, 61. 16x1, 62. 16x1, 63. 16x1, 64. 16x1, 65. 16x1, 66. 16x1, 67. 16x1, 68. 16x1, 69. 16x1, 70. 16x1, 71. 16x1, 72. 16x1, 73. 16x1, 74. 16x1, 75. 16x1, 76. 16x1, 77. 16x1, 78. 16x1, 79. 16x1, 80. 16x1, 81. 16x1, 82. 16x1, 83. 16x1, 84. 16x1, 85. 16x1, 86. 16x1, 87. 16x1, 88. 16x1, 89. 16x1, 90. 16x1, 91. 16x1, 92. 16x1, 93. 16x1, 94. 16x1, 95. 16x1, 96. 16x1, 97. 16x1, 98. 16x1, 99. 16x1, 100. 16x1, 101. 16x1, 102. 16x1, 103. 16x1, 104. 16x1, 105. 16x1, 106. 16x1, 107. 16x1, 108. 16x1, 109. 16x1, 110. 16x1, 111. 16x1, 112. 16x1, 113. 16x1, 114. 16x1, 115. 16x1, 116. 16x1, 117. 16x1, 118. 16x1, 119. 16x1, 120. 16x1, 121. 16x1, 122. 16x1, 123. 16x1, 124. 16x1, 125. 16x1, 126. 16x1, 127. 16x1, 128. 16x1, 129. 16x1, 130. 16x1, 131. 16x1, 132. 16x1, 133. 16x1, 134. 16x1, 135. 16x1, 136. 16x1, 137. 16x1, 138. 16x1, 139. 16x1, 140. 16x1, 141. 16x1, 142. 16x1, 143. 16x1, 144. 16x1, 145. 16x1, 146. 16x1, 147. 16x1, 148. 16x1, 149. 16x1, 150. 16x1, 151. 16x1, 152. 16x1, 153. 16x1, 154. 16x1, 155. 16x1, 156. 16x1, 157. 16x1, 158. 16x1, 159. 16x1, 160. 16x1, 161. 16x1, 162. 16x1, 163. 16x1, 164. 16x1, 165. 16x1, 166. 16x1, 167. 16x1, 168. 16x1, 169. 16x1, 170. 16x1, 171. 16x1, 172. 16x1, 173. 16x1, 174. 16x1, 175. 16x1, 176. 16x1, 177. 16x1, 178. 16x1, 179. 16x1, 180. 16x1, 181. 16x1, 182. 16x1, 183. 16x1, 184. 16x1, 185. 16x1, 186. 16x1, 187. 16x1, 188. 16x1, 189. 16x1, 190. 16x1, 191. 16x1, 192. 16x1, 193. 16x1, 194. 16x1, 195. 16x1, 196. 16x1, 197. 16x1, 198. 16x1, 199. 16x1, 200. 16x1, 201. 16x1, 202. 16x1, 203. 16x1, 204. 16x1, 205. 16x1, 206. 16x1, 207. 16x1, 208. 16x1, 209. 16x1, 210. 16x1, 211. 16x1, 212. 16x1, 213. 16x1, 214. 16x1, 215. 16x1, 216. 16x1, 217. 16x1, 218. 16x1, 219. 16x1, 220. 16x1, 221. 16x1, 222. 16x1, 223. 16x1, 224. 16x1, 225. 16x1, 226. 16x1, 227. 16x1, 228. 16x1, 229. 16x1, 230. 16x1, 231. 16x1, 232. 16x1, 233. 16x1, 234. 16x1, 235. 16x1, 236. 16x1, 237. 16x1, 238. 16x1, 239. 16x1, 240. 16x1, 241. 16x1, 242. 16x1, 243. 16x1, 244. 16x1, 245. 16x1, 246. 16x1, 247. 16x1, 248. 16x1, 249. 16x1, 250. 16x1, 251. 16x1, 252. 16x1, 253. 16x1, 254. 16x1, 255. 16x1, 256. 16x1, 257. 16x1, 258. 16x1, 259. 16x1, 260. 16x1, 261. 16x1, 262. 16x1, 263. 16x1, 264. 16x1, 265. 16x1, 266. 16x1, 267. 16x1, 268. 16x1, 269. 16x1, 270. 16x1, 271. 16x1, 272. 16x1, 273. 16x1, 274. 16x1, 275. 16x1, 276. 16x1, 277. 16x1, 278. 16x1, 279. 16x1, 280. 16x1, 281. 16x1, 282. 16x1, 283. 16x1, 284. 16x1, 285. 16x1, 286. 16x1, 287. 16x1, 288. 16x1, 289. 16x1, 290. 16x1, 291. 16x1, 292. 16x1, 293. 16x1, 294. 16x1, 295. 16x1, 296. 16x1, 297. 16x1, 298. 16x1, 299. 16x1, 300. 16x1, 301. 16x1, 302. 16x1, 303. 16x1, 304. 16x1, 305. 16x1, 306. 16x1, 307. 16x1, 308. 16x1, 309. 16x1, 310. 16x1, 311. 16x1, 312. 16x1, 313. 16x1, 314. 16x1, 315. 16x1, 316. 16x1, 317. 16x1, 318. 16x1, 319. 16x1, 320. 16x1, 321. 16x1, 322. 16x1, 323. 16x1, 324. 16x1, 325. 16x1, 326. 16x1, 327. 16x1, 328. 16x1, 329. 16x1, 330. 16x1, 331. 16x1, 332. 16x1, 333. 16x1, 334. 16x1, 335. 16x1, 336. 16x1, 337. 16x1, 338. 16x1, 339. 16x1, 340. 16x1, 341. 16x1, 342. 16x1, 343. 16x1, 344. 16x1, 345. 16x1, 346. 16x1, 347. 16x1, 348. 16x1, 349. 16x1, 350. 16x1, 351. 16x1, 352. 16x1, 353. 16x1, 354. 16x1, 355. 16x1, 356. 16x1, 357. 16x1, 358. 16x1, 359. 16x1, 360. 16x1, 361. 16x1, 362. 16x1, 363. 16x1, 364. 16x1, 365. 16x1, 366. 16x1, 367. 16x1, 368. 16x1, 369. 16x1, 370. 16x1, 371. 16x1, 372. 16x1, 373. 16x1, 374. 16x1, 375. 16x1, 376. 16x1, 377. 16x1, 378. 16x1, 379. 16x1, 380. 16x1, 381. 16x1, 382. 16x1, 383. 16x1, 384. 16x1, 385. 16x1, 386. 16x1, 387. 16x1, 388. 16x1, 389. 16x1, 390. 16x1, 391. 16x1, 392. 16x1, 393. 16x1, 394. 16x1, 395. 16x1, 396. 16x1, 397. 16x1, 398. 16x1, 399. 16x1, 400. 16x1, 401. 16x1, 402. 16x1, 403. 16x1, 404. 16x1, 405. 16x1, 406. 16x1, 407. 16x1, 408. 16x1, 409. 16x1, 410. 16x1, 411. 16x1, 412. 16x1, 413. 16x1, 414. 16x1, 415. 16x1, 416. 16x1, 417. 16x1, 418. 16x1, 419. 16x1, 420. 16x1, 421. 16x1, 422. 16x1, 423. 16x1, 424. 16x1, 425. 16x1, 426. 16x1, 427. 16x1, 428. 16x1, 429. 16x1, 430. 16x1, 431. 16x1, 432. 16x1, 433. 16x1, 434. 16x1, 435. 16x1, 436. 16x1, 437. 16x1, 438. 16x1, 439. 16x1, 440. 16x1, 441. 16x1, 442. 16x1, 443. 16x1, 444. 16x1, 445. 16x1, 446. 16x1, 447. 16x1, 448. 16x1, 449. 16x1, 450. 16x1, 451. 16x1, 452. 16x1, 453. 16x1, 454. 16x1, 455. 16x1, 456. 16x1, 457. 16x1, 458. 16x1, 459. 16x1, 460. 16x1, 461. 16x1, 462. 16x1, 463. 16x1, 464. 16x1, 465. 16x1, 466. 16x1, 467. 16x1, 468. 16x1, 469. 16x1, 470. 16x1, 471. 16x1, 472. 16x1, 473. 16x1, 474. 16x1, 475. 16x1, 476. 16x1, 477. 16x1, 478. 16x1, 479. 16x1, 480. 16x1, 481. 16x1, 482. 16x1, 483. 16x1, 484. 16x1, 485. 16x1, 486. 16x1, 487. 16x1, 488. 16x1, 489. 16x1, 490. 16x1, 491. 16x1, 492. 16x1, 493. 16x1, 494. 16x1, 495. 16x1, 496. 16x1, 497. 16x1, 498. 16x1, 499. 16x1, 500. 16x1, 501. 16x1, 502. 16x1, 503. 16x1, 504. 16x1, 505. 16x1, 506. 16x1, 507. 16x1, 508. 16x1, 509. 16x1, 510. 16x1, 511. 16x1, 512. 16x1, 513. 16x1, 514. 16x1, 515. 16x1, 516. 16x1, 517. 16x1, 518. 16x1, 519. 16x1, 520. 16x1, 521. 16x1, 522. 16x1, 523. 16x1, 524. 16x1, 525. 16x1, 526. 16x1, 527. 16x1, 528. 16x1, 529. 16x1, 530. 16x1, 531. 16x1, 532. 16x1, 533. 16x1, 534. 16x1, 535. 16x1, 536. 16x1, 537. 16x1, 538. 16x1, 539. 16x1, 540. 16x1, 541. 16x1, 542. 16x1, 543. 16x1, 544. 16x1, 545. 16x1, 546. 16x1, 547. 16x1, 548. 16x1, 549. 16x1, 550. 16x1, 551. 16x1, 552. 16x1, 553. 16x1, 554. 16x1, 555. 16x1, 556. 16x1, 557. 16x1, 558. 16x1, 559. 16x1, 560. 16x1, 561. 16x1, 562. 16x1, 563. 16x1, 564. 16x1, 565. 16x1, 566. 16x1, 567. 16x1, 568. 16x1, 569. 16x1, 570. 16x1, 571. 16x1, 572. 16x1, 573. 16x1, 574. 16x1, 575. 16x1, 576. 16x1, 577. 16x1, 578. 16x1, 579. 16x1, 580. 16x1, 581. 16x1, 582. 16x1, 583. 16x1, 584. 16x1, 585. 16x1, 586. 16x1, 587. 16x1, 588. 16x1, 589. 16x1, 590. 16x1, 591. 16x1, 592. 16x1, 593. 16x1, 594. 16x1, 595. 16x1, 596. 16x1, 597. 16x1, 598. 16x1, 599. 16x1, 600. 16x1, 601. 16x1, 602. 16x1, 603. 16x1, 604. 16x1, 605. 16x1, 606. 16x1, 607. 16x1, 608. 16x1, 609. 16x1, 610. 16x1, 611. 16x1, 612. 16x1, 613. 16x1, 614. 16x1, 615. 16x1, 616. 16x1, 617. 16x1, 618. 16x1, 619. 16x1, 620. 16x1, 621. 16x1, 622. 16x1, 623. 16x1, 624. 16x1, 625. 16x1, 626. 16x1, 627. 16x1, 628. 16x1, 629. 16x1, 630. 16x1, 631. 16x1, 632. 16x1, 633. 16x1, 634. 16x1, 635. 16x1, 636. 16x1, 637. 16x1, 638. 16x1, 639. 16x1, 640. 16x1, 641. 16x1, 642. 16x1, 643. 16x1, 644. 16x1, 645. 16x1, 646. 16x1, 647. 16x1, 648. 16x1, 649. 16x1, 650. 16x1, 651. 16x1, 652. 16x1, 653. 16x1, 654. 16x1, 655. 16x1, 656. 16x1, 657. 16x1, 658. 16x1, 659. 16x1, 660. 16x1, 661. 16x1, 662. 16x1, 663. 16x1, 664. 16x1, 665. 16x1, 666. 16x1, 667. 16x1, 668. 16x1, 669. 16x1, 670. 16x1, 671. 16x1, 672. 16x1, 673. 16x1, 674. 16x1, 675. 16x1, 676. 16x1, 677. 16x1, 678. 16x1, 679. 16x1, 680. 16x1, 681. 16x1, 682. 16x1, 683. 16x1, 684. 16x1, 685. 16x1, 686. 16x1, 687. 16x1, 688. 16x1, 689. 16x1, 690. 16x1, 691. 16x1, 692. 16x1, 693. 16x1, 694. 16x1, 695. 16x1, 696. 16x1, 697. 16x1, 698. 16x1, 699. 16x1, 700. 16x1, 701. 16x1, 702. 16x1, 703. 16x1, 704. 16x1, 705. 16x1, 706. 16x1, 707. 16x1, 708. 16x1, 709. 16x1, 710. 16x1, 711. 16x1, 712. 16x1, 713. 16x1, 714. 16x1, 715. 16x1, 716. 16x1, 717. 16x1, 718. 16x1, 719. 16x1, 720. 16x1, 721. 16x1, 722. 16x1, 723. 16x1, 724. 16x1, 725. 16x1, 726. 16x1, 727. 16x1, 728. 16x1, 729. 16x1, 730. 16x1, 731. 16x1, 732. 16x1, 733. 16x1, 734. 16x1, 735. 16x1, 736. 16x1, 737. 16x1, 738. 16x1, 739. 16x1, 740. 16x1, 741. 16x1, 742. 16x1, 743. 16x1, 744. 16x1, 745. 16x1, 746. 16x1, 747. 16x1, 748. 16x1, 749. 16x1, 750. 16x1, 751. 16x1, 752. 16x1, 753. 16x1, 754. 16x1, 755. 16x1, 756. 16x1, 757. 16x1, 758. 16x1, 759. 16x1, 760. 16x1, 761. 16x1, 762. 16x1, 763. 16x1, 764. 16x1, 765. 16x1, 766. 16x1, 767. 16x1, 768.

422

BONNE
ET HEUREUSE
ANNÉE.



Et voici 1992 ! Les 2000 collaborateurs des
7 parcs d'attractions du Groupe WAUBI vous souhaitent
une nouvelle année magique et merveilleuse.

G R O U P E



Les massepains d'Issoudun

Le mot massepain viendrait de l'italien *marzapane* (petite boîte à confiseries), qui lui-même viendrait peut-être de l'arabe. Il désigne une pâtisserie faite d'amandes pilées, de sucre et de blancs d'œufs. C'est dire que la chose ne manque point d'élégance. Aussi bien on la trouve dans le *Confiturier royal* datant de l'an 1732.

Pourquoi alors demeure-t-il attaché à une petite ville du Berry ? Certes, les ursulines du local, dispersées lors de la Révolution, ouvrirent, rue Porte-Neuve, une pâtisserie. Mais leurs massepains régalaient le révolutionnaire. Certes, leur successeur, un nommé René Aufrère, acheta leur matériel en 1819 et, durant un demi-siècle, envoya des massepains à la cour de Russie, au Vatican (et l'on a raconté que Pie IX s'en montrait friand). Napoléon III même. Mais cela n'eût peut-être point suffi.

C'est lors d'un séjour chez amis Carraud que Balzac découvrit Issoudun et entendit parler des massepains, qui

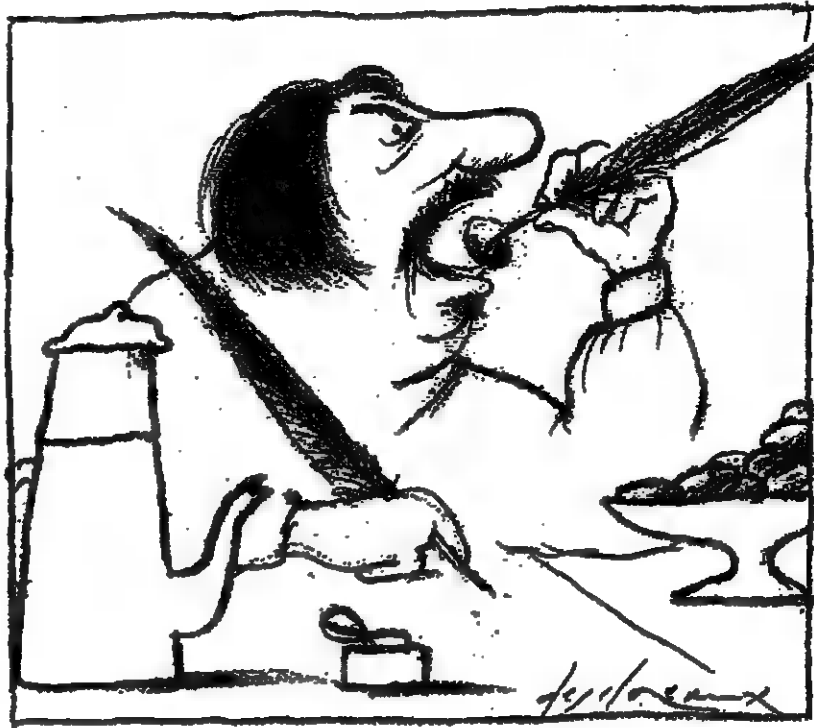
régalaient à son tour. Il recueillit également ici une anecdote d'une aventure qui allait devenir un roman : *Le Rabouilleux*.

Flore Brazier, la petite « rabouilleuse » (on appelait ainsi les habitants du lieu pour déloger, au profit du pêcheur, les écrivains alors nombreux), savait qu'en province « on ne dine pas aussi luxueusement qu'à Paris mais on y dine mieux ». Les plats « médités et étudiés », dit Balzac ajoutant qu'on trouve, en province, des « carmes au japon ». Mais son roman il dépeint l'auberge par les époux Cognet, lui ancien palefrenier, elle cuisinière en maison bourgeoise qui devint rapidement « la Cognette » et donna ce nom à l'auberge.

Le Rabouilleux fut un succès littéraire à sa parution, en 1842. Deux années plus tard, en 1844, milliers de prospectus inondèrent la capitale : « Messieurs... Je viens d'ouvrir, 38 bis, Vivienne, un magasin pour l'exploitation de ce produit dont la réputation, dans le Berry, a

près d'un siècle d'existence et dont le plus remarquable romanier de notre époque parle ainsi dans un de ses ouvrages... » Suivit un *gâteau* du roman où, Issoudun est l'une des plus grandes créations de la confiserie française. Aussitôt le mail répercuta à Paris que c'était fait pâtissier, rapporte le docteur Cabanès.

Issoudun aujourd'hui ? Alain Nonnet et son gendre, J.-J. Dauny, en cuisine, règnent sur une *Cognette* étoilée que Balzac ne reconnaîtrait pas mais apprécierait. Entre une promenade dans la vieille ville, la halte s'impose ici. La carte « berriçoise » est une énumération de spécialités du pays : pâté à l'ail de Châteauroux, chausson d'escargots à Cluis, poulet en barbouille de La Châtre, poulet aux escargots d'Issoudun, pot-au-feu berriard. Avec, bien sûr, d'autres plats d'imagination (œufs pochés Balzac, saint-jacques à la vanille, rossini de bonite au



saute de lotte) et, bien entendu, parmi les desserts, les massepains.

Massepains que l'on trouve également à La Rotonde, préparés par Jacques Guyard (de Saint-Valentin, 36100), fournisseur du Fauchon.

Mais revenons aux massepains artisanaux de La Cognette, servis sur la plateaux mignardises. C'est un mélange (un appareil disent les

cuisiniers) de 700 g de sucre en poudre pour 1 kg de poudre d'amandes et 100 g de beurre, 6 blancs d'œufs, 1/2 litre d'eau de fleur d'oranger, une pointe d'amandes amères (en essence) et une de cannelle (en poudre). L'appareil, bien mouillé, est abaissé au rouleau sur 1 mm d'épaisseur, découpé de morcelets glacés à la royale, c'est-à-dire d'un mélange de blanc d'œuf et sucre glace étalé au

pinceau et mis à four, à chaleur douce.

Ces son livre *Desserts traditionnels de France* qui vient paraître chez Flammarion, Lenôtre y ajoute des oranges et du citron.

La Reynière

► La Cognette, boulevard de Stalingrad à Issoudun (36100), tél. 84-21-21-83. L'hôtel, ouvert depuis peu, est au 26 de la rue des Minimes.

ACTUALITÉ

L'Europe et les fromages

Le fromage, on le sait, l'un des plus vieux aliments de l'homme. Dès la domestication des mammifères (bovidés, ovins, caprins), l'homme préhistorique, découvrant les laitages, apprit le premier balbutiement du fromage que fut le caillé. On le retrouve, dans les débris des palafittes, des vases perforés, de la puis en poterie, analogues à ceux dont on se sert encore aujourd'hui pour l'égouttage familial dudit caillé. La Bible se réfère à des fromages de lait de brebis dont Jacob possédait un troupeau. C'est dire que les fromages ont de partout et de toujours, depuis les siècles, la France en présente incontestablement la plus riche variété. C'est même ce qui donna lieu à la phrase célèbre : « Un peuple qui a inventé plus de trois cents fromages, ne saurait disparaître ».

Parce qu'il y a aussi, à présent, l'Europe ! Et l'Europe, ici, c'est la plus grande variété des fromages de France tendant à la diversité des fromages provinciaux et à l'artisanat de leur fabrication. Mais déjà, depuis la dernière guerre, l'abondance de la production (plus de 1 million 400 000 tonnes) avait multiplié les productions usinières, remplaçant les noms illustres de villageois par des noms publici-

taires. Et en avant, les Fromages d'Or, Saint-Macelin et Bonapartons !

Du moins restait-il les « vrais » fromages, au lait cru évidemment. Ils sont, selon la loi de Brillat-Savarin, « le premier des desserts ». Et l'honneur du pays, l'image de la tradition.

Il sont l'honneur, aussi, des grands fromagers-affineurs (entre parenthèses : les appellations « maître fromager » ne correspondent à aucun critère). Ils sont aussi quelques-uns, partout en France, un peu partout, quelques-uns, la sucrerie des grandes surfaces et l'ignorance du consommateur nuisent au prestige et la qualité. Les consommateurs ont aussi un peu responsables qui, en général, s'occupent mal de la qualité de leur « plateau ». Passons...

Parce qu'il y a aussi, à présent, l'Europe ! Et l'Europe, ici, c'est la plus grande variété des fromages de France tendant à la diversité des fromages provinciaux et à l'artisanat de leur fabrication. Mais déjà, depuis la dernière guerre, l'abondance de la production (plus de 1 million 400 000 tonnes) avait multiplié les productions usinières, remplaçant les noms illustres de villageois par des noms publici-

tions fromagères françaises, présidées par Marie-Anne Cantin, qui sait que, dans autres exemples, l'affinage du saint-nectaire sur paille de seigle ou du roquefort sur étagères de bois, pratiques séculaires, sont de tradition. Mais aussi la réglementation, la réglementation n'a point été l'hygiène, ainsi que le dit M. Pierre Boiret : « Avant que l'on ne découvre les effets, les fromagers artisanaux s'imposaient déjà des règles élémentaires alimentaires ».

On peut évoluer à près de 100 emplois les fabrications traditionnelles des fromages qui représentent notre patrimoine et notre culture. En même temps qu'un art de vivre certain. Faudrait-il, sous prétexte d'uniformisation européenne (on fait une uniformisation par le bas, encore que certains fromages suisses, italiens, belges, espagnols, allemands, britanniques attirent l'attention), reprendre les règles séculaires ?

C'est ce que veulent les vrais fromagers (comme, à Paris, Marie-Anne Cantin, 12, rue de la Chapelle-de-Mars ; Henry Voy, 21, rue Vignon ; Alain Dubois, 80, rue de Tocqueville et 79, rue Courcelles ; Alléou, 13, rue de la Chapelle ; Alain Quatrebœuf, 62, rue de la Chapelle ; et quelques autres). C'est aux consommateurs gourmets de les encourager.

L. R.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc.-I., 47-23-54-42. Jusq. 22 h. Tél. 47-23-54-42. F. samedi.

COPENHAGUE, FLORA DANICA, SAUMON, RENNE, JARDIN SALÉ
12, r. de la Chapelle, 47-23-54-42.

CONV. ON
LE DEY
109, rue Croix-Nord, 19. Tél. 47-23-54-42. Cuisine algérienne ; Bourrel, 109, rue Croix-Nord, 19. Tél. 47-23-54-42.

GOBELINS
ENTOTTO
47-23-54-42. F. dim. 14, r. L.-M. Nodding, 19. Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT
LA CITTE COLBERT
12, r. de la Chapelle, 19. 43-54-61-99. Tél. 47-23-54-42. F. dim. 14, r. L.-M. Nodding, 19. Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT CITY
13, r. Montagne-St-Genevieve. Spécialités éthiopiennes. 43-26-22-19. F. dim.

ODÉON
LA TOUR DE L'ODÉON
7, rue Cornille, 43-26-03-65. F. dim. 14, r. L.-M. Nodding, 19. Spécialités éthiopiennes.

PL. PEREIRE
DESSIRIER
Jusq. 0 h 30. Huitres, coquillages, crustacés. Spéc. de poissons, viandes. 9, pl. Mal-Juin, 17 (coiffures). 42-27-82-14 - 43-80-50-72.

Semaine gourmande

Jean l'Auvergnat

Le vieux bistro autoproclamé était tombé dans l'oubli. Le voici en neuves mains, resté fidèle à son enseigne (abondant panier de cochonnailles, omelette au lard, tripes, cochon farci, etc.). Accueil empressé de Sylvie, la jeune directrice. Carte des vins qui s'enrichit de trois sortes de pain et, outre la carte (compter 200 F pour bons appétits), un menu à 128 F : choix d'entrées, plat, fromage ou dessert. Cela fait plaisir de retrouver un bon vieux rendez-vous du Paris d'hier.

► Jean l'Auvergnat, 52, rue Lamartine (9^e). Tél. : 48-78-82-73. Fermé samedi midi et dimanche. Selon : 38 avenue, Paris 14^e.

L'Auberge Napoléon à Grenoble

Sans doute Bonaparte repassant par là serait surpris de voir remplacer Dunan, son cuisinier d'Helvétie, par un chef japonais. Mais il découvrirait avec plaisir le feuillet d'escargots au vin de pays, les « croquets de Fontenay » à la crème et caviar, la meurette de poissons de l'océan, le bœuf vigneronne ou le confit de canard aux lentilles avant le bien connu choucroute. Un menu dauphinois conduit au feuillet de la Sassenage au soufflé à la Chartreuse (128 F). Un menu à 165 F et la carte (compter 350/450 F). L'accueil est empressé : Anne et Frédéric Gaby sont des maîtres.

► Auberge Napoléon, 7, rue Montorgueil, à Grenoble (38000). Tél. : 78-87-53-64. Fermé samedi midi et dimanche. A.E., D.C., C.B.

Le Grand Cerf à Marquise

Entre Boulogne et Calais, un relais de poste passa Hugo. Il vient d'être repris par Stéphane Pruvot, qui a quitté le Belloc pour Paris. Les utilisateurs du tunnel sous la Manche découvriront les langoustines rôties aux cheveux de poireaux frites (sic), les huitres à la crème acidulée aux piments doux, mais aussi la joue de bœuf bourguignonne, le fœte chaud aux cinq épices, le mille-feuille de whisky, Pains « maison ». Menus : 120 et 165 F, carte (compter 300/400 F).

► Le Grand Cerf, avenue Ferber, à Marquise (62250). Tél. : 21-87-55-05. Fermé dimanche soir et lundi.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA
Boulevard Victor-Lange. 06000 NICE - Tél. : 93-83-39-68. Plaisir centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibus.

Montagne

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras) 040 m, site classé XVIII^e siècle. Résidence, plus haute comm. d'Europe. 2 hôtels 2.

Logis de France. Ski, fond, piste, promenade. Meublé, chambres studios, chambres. Tél. : 92-45-82-08. HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08 et HÔTEL LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-08.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bain, w.c. Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 430 F. FAX : 46-34-24-30. Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
« LES LOIS DE FRANCE »
TENNES - PISCINE CHAUFFÉE
VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél. : 53-28-42-96. Fax : 53-28-42-96.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES
San Marco N. 1936. Tél. : (41) 52-23-836. Fax : 52-23-836.

Suisse

ST-MORITZ (Engadine)
Kuhn - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles dans la grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7500 ST-MORITZ - Tél. : 191 822 11 51. FAX : 3 27 11.

صكنا من الأمل

ÉCONOMIE

Les difficultés des industries culturelles

Avant la mise en redressement judiciaire les créanciers et les salariés de La Cinq s'inquiètent

Le pouvoir de dire oui

Oui, la communication est un pouvoir d'avenir, à l'ère de la télévision. Oui, la banque ne peut pas prendre des risques : on leur reproche assez leur timidité, leurs prises de garantie multiples, quand l'emploi est en jeu. Oui, la banque peut, et parfois doit, intervenir dans leur expansion à l'étranger. Oui, oui, oui. Pourtant, la banque qui a pris pour slogan le pouvoir de dire oui, a-t-elle aujourd'hui le pouvoir de le faire ?

Car le Crédit lyonnais est le principal banquier français du groupe Maxxwell, en déconfiture. Il fut celui du Glaciaro Perrotti, maintenant en prison, et le reste s'effondre à 10 % d'une Cinq en déclin de gloire.

Certes, d'autres banques se séparent et regroupent en une banque britannique noyée dans son empire financier au sud de la part, le financier italien perd avec les réseaux Maxxwell à la conquête de Hollywood - tous deux suspects de malversations - et le premier groupe français d'édition, L'Express, après à peine un an de présence dans le cirque Maxxwell, a dû se retirer en novembre d'une activité à haute visibilité - pour le grand public - et souvent à grande opacité - pour les comptes. De quoi laisser les banques, avant de les plier, quand un débiteur trop tard l'ampleur des dégâts.

La rôle des banques d'aujourd'hui pourrait s'arrêter là, par peur des scandales comme celui du groupe Maxxwell. Comment croire, comment admettre que tous ces réseaux certifiés se défont, sans que l'on ne s'aperçoive le jour où l'on s'aperçoit que les réseaux n'ont pas ? Qu'il soient condamnés à quelques jours d'intervalle par les mêmes comptables contrits ?

A cette époque du système d'efferte s'ajoute le phénomène de l'engorgement : pour récupérer les fonds, on s'engage plus vite avec un client... et c'est ainsi que le Crédit lyonnais, l'ancien seigneur de la finance, se retrouve devant de la Maffia Goldwyn Meyer, nouveau mogul du boulevard des Capucines. Le Lyonnais n'est pas seul à s'être laissé fasciner par la magie aux yeux de la télévision. Le risque d'y brûler quelques milliards de francs est son nouveau fétiche.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

Le CE de Virgin pour l'assurance dominante. - Le comité d'entreprise du Virgin Megastore des Champs-Élysées à Paris a exprimé son accord à l'ouverture de la direction, selon un communiqué publié jeudi 2 janvier. Le comité du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle rappelle d'autre part, un communiqué, qu'une violation de la réglementation applicable n'est acceptable. (...) Il n'appartient pas aux entreprises d'édicter leurs propres lois dans l'attente d'adoption législative dont le principe n'est pas admis ou qui le n'est pas adopté.

La télévision de l'ex-RDA disparaît. - La télévision de l'ex-RDA, le Deutscher Fernsehfunk (DFV), a cessé d'émettre, le 31 décembre, à minuit, après 40 ans et quelques jours de télévision. Les nouvelles télévisions allemandes de droit public la remplacent, comme dans le reste de l'Allemagne, et reprendront les émissions populaires de la DFV. Le Mitteldeutscher Rundfunk (MDR) reprendra les émissions de la DFV. Le Ostdeutscher Rundfunk Brandenburg (ORB) reprendra les émissions de la DFV. Quant à l'ensemble Mecklenbourg-Poméranie, il sera couvert par l'extension du Norddeutscher Rundfunk (NDR) de Hambourg. L'Allemagne nouvelle compte ainsi onze établissements régionaux de télévision, qui for-

Le tribunal de commerce de Paris devait placer La Cinq, vendredi 3 janvier, en procédure de redressement judiciaire. L'administrateur provisoire - qui pourrait être M. Hubert Lafont, qui a exercé le même rôle notamment pour la bijouterie Chaumet, ou la Bourse Tuffier et pour feu le *Matin de Paris*, - devra alors examiner les comptes de la société pour en déterminer le passif.

Les créanciers de la chaîne, dont les créances sont maintenant gelées, ont pour leur part à chiffrer les conséquences de ce sinistre. Les producteurs sont parmi les plus atteints. Leur syndicat, l'USPA, estime que les créances en jeu s'élèvent à plus de 200 millions de francs, avec plus d'une cinquantaine d'entreprises touchées, dont une dizaine en danger. L'USPA souligne les conséquences indirectes du déclin de La Cinq : une perte de crédibilité dans le cas de productions internationales, et bien sûr des menaces sur l'emploi de 15 à 20 % du secteur production. L'USPA estime que l'imprévision et l'insécurité des dirigeants de la chaîne n'ont

fait qu'accroître une déconfiture due à une accumulation d'erreurs commises depuis des années dans l'audiovisuel.

Les prestataires de services, réunis dans la Fédération des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel (FITCA) ou le Syndicat national de la vidéo-communication (SNVC) estiment aussi que, directement ou indirectement, les conséquences seront graves pour leurs activités. Le président de la FITCA, avec avertissement que les créances des prestataires ne seront pas prioritaires car « on se dissocie de garantie en fonction de la notoriété de la chaîne et du respect des délais de paiement ».

Les syndicats de salariés ont appelé à la sauvegarde de l'emploi, notamment le SNV, la CGC et le SNTPT (techniciens de la production). Et les salariés de la chaîne ont tenté de créer une association de défense. Ils tentent de sauver les emplois de reprise, qui pourraient faire appel à l'épargne publique, à la participation des salariés, et à des partenaires, étrangers ou non.

Le représentant du groupe Berlusconi en France - actionnaire à

25 % - a déclaré à *La République* que son groupe est « prêt à assumer la responsabilité de la gestion de la Cinq, si les conditions sont réunies pour que cela soit possible », à condition que l'on nous donne les moyens de travailler sans trop de restrictions ».

M. C. I.

M. Jack Lang toujours en faveur d'une chaîne musicale. - Interrogé vendredi 3 janvier sur RTL à propos de la crise de La Cinq, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a souligné qu'il s'agit d'une « entreprise commerciale » et qu'il revenait au CSA, « autorité indépendante », d'agir conformément à la loi. Il revient également au CSA, « il le juge souhaitable », de faire diffuser sur un des réseaux existants, mais pas nécessairement celui de La Cinq, la chaîne musicale dont M. Lang « souhaite toujours ». M. Lang estime que la question posée par la crise de La Cinq « dépasse largement ce qu'on appelle la réglementation ». Il affirme enfin que « c'est une injonction de faire un procès aussi dur à M. Lang et Sabotage, qui ont inventé dans cette chaîne des sommes très importantes ».

Avec un rendement retombé à 8,48 % sur l'échéance à dix ans

Les taux à long terme ont sensiblement baissé sur le marché de Paris

L'année 1992 a commencé en fanfare sur le marché financier de Paris, avec une baisse sensible des taux d'intérêt à long terme, relevée lors de la première adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) effectuée pour 10,6 milliards de francs jeudi 2 janvier, à 8,48 % sur les 135 milliards de francs que l'État devra emprunter cette année.

Les rendements ont sensiblement baissé lors de la première adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) effectuée pour 10,6 milliards de francs jeudi 2 janvier, à 8,48 % sur les 135 milliards de francs que l'État devra emprunter cette année.

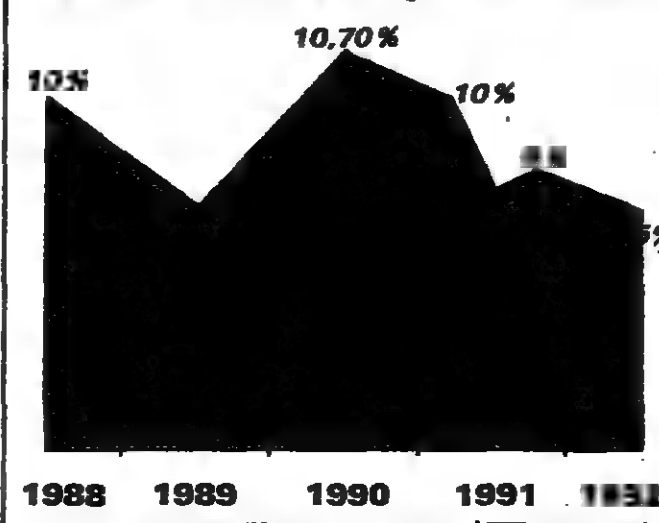
Entre-temps, la cote du Golfe l'avait portée à 10,70 %, en octobre 1990. Ce premier appel du Trésor a été très favorablement accueilli, notamment par les étrangers qui jugent très rémunérateurs les rendements offerts à Paris et se portent acheteurs, depuis une dizaine de jours, notamment la puissante firme américaine Salomon Brothers opérant à partir de Londres pour ses clients ou pour son propre compte.

Cette descente des taux d'intérêt à long terme peut, certes, être reliée à celle observée aux États-Unis - où la cascade de diminutions du taux d'escompte jusqu'à 3,50 % a, finalement, ramené à 7,45 % contre 8,5 % il y a un an le rendement de l'emprunt du Trésor américain, le 30 ans - et à celle du Japon - où la banque centrale vient d'abaisser son taux d'escompte pour la troisième fois depuis un an. Elle est surtout fondée sur les anticipations des milieux financiers, qui jugent irrésistibles, à juste titre, des niveaux de taux d'intérêt supérieurs en France de cinq à six points au taux d'inflation et tablient sur un retour à des rendements, sinon normaux (2 à 3 points au-dessus d'une inflation ramenée à 3 % par an), mais au moins plus compatibles avec une économie fortement ralentie.

Reste toutefois le niveau très élevé, trop élevé, des taux à court terme, historiquement bas, qui pénalisent le crédit à la consommation et, surtout, rechauffent le financement de la trésorerie des entreprises. En ce domaine, tout dépendra de la Banque fédérale d'Allemagne et de l'évolution de l'inflation outre-Rhin. Mais il n'est pas interdit d'espérer qu'en France une diminution pourrait être possible dans quelques mois.

FRANÇOIS RENARD

Rendement des emprunts d'Etat



Au conseil des ministres

Le gouvernement annonce un plan d'accompagnement social des décentralisations d'emplois publics

Mme Edith Cresson, premier ministre, et M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, devaient faire, le 3 janvier au conseil des ministres, un communiqué sur la politique de l'État en matière de services publics, vigoureuse-ment mise en œuvre lors des comités interministériels des 2 octobre et 7 novembre 1991.

La place de la France dans la compétition européenne reste encore dépendante de l'efficacité de son appareil de production. D'une part, les progrès technologiques (transports et télécommunications) offrent de nouvelles possibilités pour un fonctionnement décentralisé des services et des services publics.

30 000 logements

L'objectif officiel est d'aboutir, à l'horizon 2000, à la décentralisation de 30 000 emplois. Déjà, le gouvernement a décidé le transfert de vingt-quatre organismes, soit plus de 4 000 emplois, dont la mise en œuvre interviendra en 1992 ou à titre exceptionnel en 1993. D'autres mesures seront arrêtées prochainement par des comités interministériels, afin de compléter la liste des organismes qui devront être décentralisés dans les trois prochaines années. Tout nouvel organisme public national sera implanté hors d'Ile-de-France, sauf décision contraire du premier ministre sur la base d'une expertise précise. Il s'agit, dans l'esprit de Mme Cresson et de M. Delebarre, de contribuer à la revitalisation des zones qui subissent de fortes et croissantes dépressions.

F. G.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE PARIS
 DIRECTION DE L'URBANISME ET DES ACTIONS DE L'ÉTAT
 Sous-direction de l'urbanisme, du logement et des équipements
 Bureau de l'urbanisme

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
 Partielle du plan d'occupation des sols de Paris
 Projet de construction du centre de conférences internationales à PARIS - 7^e arrondissement - 25 à 55, quai Branly 198 à 224, rue de l'Université

En exécution d'un arrêté de M. le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le projet de révision partielle du plan d'occupation des sols de Paris en vue de la construction du centre de conférences internationales va faire l'objet d'une enquête publique qui se déroulera du 20 janvier au 21 février 1992 inclus :

- à la PRÉFECTURE DE PARIS,
- à la MAIRIE du 7^e arrondissement de Paris.

Les différents documents composant le dossier d'enquête seront mis à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance et produire, s'il y a lieu, ses observations sur le projet en cause à la :

PRÉFECTURE DE PARIS
 Direction de l'urbanisme et des actions de l'Etat - bureau de l'urbanisme - pièce 312 - 50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS
 du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

MAIRIE du 7^e arrondissement de Paris
 116, rue de Grenelle, 75007 PARIS
 du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures (sans interruption)

M. Louis PHILIPPON, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, en retraite, est chargé des fonctions de commissaire-enquêteur. Il se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la :

PRÉFECTURE DE PARIS
 bureau de l'urbanisme - 50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS
 le mardi 27 janvier, de 9 h à 12 h ; le mercredi 30 janvier, de 14 h à 17 h ; le mardi 18 février 1992, de 9 h à 11 h

MAIRIE du 7^e arrondissement de Paris
 116, rue de Grenelle, 75007 PARIS
 le mardi 21 janvier, de 14 h à 17 h ; le lundi 10 février, de 14 h à 17 h ; le vendredi 14 février 1992, de 14 h à 17 h

Pendant la durée de l'enquête, les observations seront consignées ou annexées aux registres d'enquêtes ouverts à cet effet. Elles pourront également être adressées par écrit à M. le commissaire-enquêteur à la préfecture de Paris (direction de l'urbanisme et des actions de l'Etat, pièce 312) 75015, Paris cedex 04.

Celui-ci disposera d'un délai de trente jours pour transmettre son rapport, ses conclusions et le dossier à la préfecture de Paris.

Une copie du rapport du commissaire-enquêteur sera adressée à M. le maire du 7^e arrondissement de Paris et à M. le président du tribunal administratif de Paris.

Ce rapport sera également mis à la disposition du public pendant un an à la préfecture de Paris ainsi qu'à la mairie du 7^e arrondissement de Paris.

Toute personne intéressée pourra en obtenir communication en s'adressant par écrit à la préfecture de Paris (direction de l'urbanisme et des actions de l'Etat, sous-direction de l'urbanisme, du logement et des équipements - bureaux de l'urbanisme - section des affaires foncières et de la gestion du domaine de l'Etat, pièce 312), 75015 Paris cedex 04.

L'HERMÈS Editeur
 nouveauté pour B.T.S.
manuel de gestion
 A. Brigid et J. Obadia
 Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

محکمات الامم

Selon une étude du CREDOC,

L'espérance de vie s'allongeant de façon importante, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) a organisé, sous la direction de Claude de la Tour, un séminaire jeudi 3 janvier, au moment de l'anniversaire de son premier anniversaire. Les participants ont discuté de la pensée de l'homme chez les personnes âgées. L'esprit vieillit-il ? L'espérance de vie a-t-elle toujours été qu'il y ait dix ans ? La réponse est mitigée.

certant de constater que la soixantaine continue d'être le moment où l'homme se sent le plus serein, le plus satisfait, le plus optimiste. Quand le CREDOC demande aux Français s'ils ont le sentiment que leur vie est meilleure qu'en 1980, 55 % des personnes interrogées ont répondu oui.

Les hommes s'émancipent à partir de 55 ans, les femmes à 60 ans. L'optimisme règne jusqu'à soixante ans, puis diminue. Les optimistes ne sont plus qu'en 40 % (le pessimisme n'est qu'en 1980, 55 %).

des personnes interrogées.

Il est indéniable que l'âge de «l'immobilité» — celui où l'on hésite à passer le balai de sa chambre — est une frontière plus floue et est décalé aujourd'hui après les réformes de retraite. Le Centre nous en donne l'exemple qu'il y a, en 1980, 10 % de plus de personnes au chômage et un à soixante-dix ans à partir en retraite, contre une fois moins en qu'en 1980. Et 13 % d'entre eux à posséder une activité. Les jeunes normaux profitent pleinement de leur temps libre et de leurs revenus, il est un peu plus difficile que pour deux générations antérieures. Mais, d'autre part, l'âge des références pour les produits «modernes» est obstinément le même courbe qu'il y a dix ans. Par exemple, les vêtements de la mode même possédent encore le même «magno» coupe que le premier Joe Franchese et cela nous fait un bel écart avec les modes d'aujourd'hui. On n'a pas, ont un lave-

littés traditionnellement sur les grands thèmes de société s'incrustent : 40 % des hommes et en la soixante-cinq ans estiment le mariage indissoluble, 50 % des femmes de moins de vingt-cinq classes d'âge s'en remettent totalement au mari pour les problèmes de santé et ne croient pas à la responsabilité du malade, 20 % toujours pensent que les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie.

Le CORIE redonne cependant les résultats de l'enquête en soulignant que les retraités d'aujourd'hui ne sont pas ceux de demain. Les hommes 80 ans ont atteint vu le tableau la retraite anticipée d'un très grand nombre de travailleurs. Le futur sera plutôt un monde de l'âge consacré aux études et professions, et à la place de la parier que nous retirent plus tard que parviennent à la possibilité d'«arrêter» de perdurer plus long-

Il est également assez décon- Ch. Ch.

Les **actions** d'exploitation des sociétés de Bourse n'ont cessé de se dégrader, **malgré** la grande sécurité offerte **aux** leur clientèle, compte tenu, pour la plupart **des** elles, de la solidité de leur actionnariat majoritaire, **et** de la valeur des Bourses de valeurs (CBV) à modifier les règles régissant le fonds **de** garantie de la Bourse.

Initialement, pour pouvoir honorer leurs engagements à l'égard de leur clientèle, les sociétés de Bourse doivent contribuer à un fond de garantie de façon régulière et trimestrielle. D'ores et déjà, la Bourse, elle devra, au choix, soit verser une provision hors exploitation à hauteur du montant requis, soit justifier, pour ce même montant, d'une garantie bancaire.

Sligos achète 51 % de Nexus Payment

Sligos en enfin prendre pied en Royaume-Uni. Cette filiale à 59,5 % du Mailly Lyonnais, spécialisée dans les services bancaires, informatiques et l'ingénierie informatique, a acquis le 2 janvier avers, qui détient une participation de 11 % dans la société de services informatiques **Avers** nième. **Sligos** Payement.

Avec ses 100 millions de francs de chiffre d'affaires, son millier de salariés, son siège à Paris et une petite usine dans le nord de la SSII (société de services et d'ingénierie informatiques). Depuis 1991, Signes avait tenté une opération de plus grande ampleur en tentant de prendre le contrôle de Signet, la plus importante par le niveau d'activité. L'opération avait échoué en

En novembre 1991

Après quatre mois de hausse, les dépenses de construction aux Etats-Unis ont chuté de 0,8 % au novembre 1991. Selon les statistiques publiées jeudi 2 janvier par le département du commerce, cette diminution est marquée par le fait de l'immobilier non résidentiel (les bureaux, en particulier), tandis que les dépenses de logement ont augmenté de 1,1 % (-0,1 % en octobre). Les particuliers s'inscrivent à la figure de 1,2 %, ce qui montre que le marché continue de monter au niveau de l'activité économique. Le peu de baisse en novembre. De nombreux économistes estiment que le rebond de l'immobilier devrait venir de la forte chute des taux d'intérêt intervenue aux Etats-Unis. Un indice très attendu, puisqu'au cours des deux premiers mois de 1991, la valeur du dollar américain se situait à 11 % en deçà de son niveau de la période 1980-1981. Les taux de crédit à court terme ont augmenté de 12 % pour le secteur bancaire.

économique a peu en novembre. De nombreux économistes que le de l'immobilier devrait de la forte chute d'intérêt intervenue aux Etats-Unis. Un très attendu, puisqu'au 1991, la valeur se situait à 11 de son niveau de la période équivalente et que ce pourcentage atteignait 18 pour le secteur tiel.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcanat Cibles	3680	3720	Internet Computer	155	....
Armack Associes	296	....	I.P.B.M.	76	....
B.A.R.	705	....	Loca events	190	....
Bepi Venes	785	....	Locasite	72	....
Bolton (Ely)	322	....	Molera Comm.	69	68
Boluxim (Ely)	237	....	Motex	155	....
C.A.I.-de-Pr. (C.C.I.)	760	726	Publ.Filipacoby	354	360
Calberson	405	....	Razel	301	....
Caroff	690	691	Rhone-Alp.Eco (Ely)	325	....
C.E.G.E.P.	149	....	S.H.M.	160	....
C.F.P.I.	290	....	Select Invest (Ely)	104	....
C.N.I.M.	698	699	Serbio	310/50	....
Codetour	262	....	S.M.T. Group	130	....
Confimex	1010	....	Sony	259	....
Crutels	142	....	T.F.I.	310	310
Daphin	390/90	....	Thermador H. (Ely)	310	....
Dajones	1145	....	Unilog	221	....
Datschky Worrier Cl	258/50	....	Val et Cie	65	....
Deverley	890	....	Sr-Laurent Groups	683	690
Doville	226	....		
Doficos	114	....		
Edilsons Batillon	108	....		
Europ. Propulsion	196	197			
Finacor	126	....		
GF (group.finet)	116	....		
Grand Univ	400	....		
Imagoc	210	....		
Group Originy	890	....		
Gumol	800	798			
I.C.C.	186	....		
Idenova	107	117/90 d			
Imagoc, Hestlin	870	840			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du R. J.
Nombre de contrats estimés : 129 000

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,16	109,20	108,76
Précédent	106	109	106,42

Options sur notation

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Sept 92	Mars 92	Juin 92
108	0,86	1,57	0,72	-

CAC40 A TERME

Volume : ■ 114

COURS	Janvier	Février	Mars
Devoir	1 760	1 785	1 790
Précédent	1 777	1 798	-

CHANGES

Dollar : 5,22 F ↑

Le dollar regagnait du terrain vendredi 3 janvier, essentiellement sous l'effet d'achats découverts, la forte chute de fin décembre. A Paris, la monnaie s'échangeait à 5,22 F contre 5,1875 F jeudi au fixing.

BOLRSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)

	31 déc.	2 janv.
Valeurs françaises ..	115,90	99,30
Valeurs étrangères ..	106,30	99,90
(SBF, base 100 : 31-12-87)		
Indice global CAC	115,90	475,50
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	115,90	1749,90

NEW YORK (Radio Free Europe) —

	31 déc.	31 janv.
Industrielles.....	3168,83	3172,40
LONDRES (Indices Financial Times A)		
	31 déc.	31 janv.
100 valeurs.....	2 493,18	2 492,89
30 valeurs.....	1 891,69	1 886
Mines d'or.....	140,10	137,90
Bonds d'Etat.....	96,29	97

MARCHÉ MONÉTAIRE

	TOKYO		
Paris (3 janvier).....	10 7/16-10 9/16%	Nickel Dow Jones.....	3 janv. Clse
New-York (2 janvier).....	4 3/4%	Indice général.....	Clse Clse

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,2300	5,2330	5,3063	5,3123
Yen (100)	4,2070	4,2112	4,2536	4,2610
£cn	6,9480	6,9547	6,9411	6,9534
Deutschmark	3,4125	3,4160	3,4165	3,4234
Franc suisse	3,8255	3,8306	3,8434	3,8518
Lira indienne	5,5167	5,5213	4,9922	4,9916
Lira turquie	7,7462	7,7505	9,7489	9,7489
Coréan (1000)	4,5717	5,7735	5,3370	5,3485

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	4 1/8	4 1/4	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16
Iran (1980)	10 1/2	5 5/8	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16
Israël	8 1/2	14 1/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
Deutschschmied	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16
France machine	7 7/8	8	8	8 1/8	8	8 1/8
France Industrie (1980)	12 1/16	13 5/16	12 1/16	12 1/16	12 3/16	12 7/16
Jive steeling	12 5/16	10 11/16	12 5/8	12 1/4	12 5/8	10 3/4
Pescata (1980)	12 3/8	12 5/8	12 7/16	12 11/16	12 1/8	10 3/4
France l'empate	10 3/16	10 5/16	10 1/16	10 3/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Vendredi 3 janvier :
Jacques Benoit,
PDG de la société
Jacques Benoit SA.

Lundi 6 janvier :
Jacques Potiron,
PDG de la société Starnin's

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 JANVIER

Cours relevés à 10 h 17

Règlement mensuel									
Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours
4210 C.A.P. 3%	4225	4225	4225	4225	+0.12	4210 C.A.P. 3%	4225	4225	4225
822 C.A.P. 3%	811	811	811	811	+0.12	822 C.A.P. 3%	811	811	811
1131 C.A.P. 3%	1175	1175	1175	1175	+0.12	1131 C.A.P. 3%	1175	1175	1175
1400 Rhénus P. 3%	1445	1445	1445	1445	+0.12	1400 Rhénus P. 3%	1445	1445	1445
1523 Thomson T.P.	1050	1050	1050	1050	+0.12	1523 Thomson T.P.	1050	1050	1050
1580 ACCOR	888	888	888	888	+0.12	1580 ACCOR	888	888	888
1600 Air Liquide	888	888	888	888	+0.12	1600 Air Liquide	888	888	888
1620 Alcatel-Alsthom	572	572	572	572	+0.12	1620 Alcatel-Alsthom	572	572	572
1630 Alcatel-Alsthom	572	572	572	572	+0.12	1630 Alcatel-Alsthom	572	572	572
1640 A.S.P. 1	1400	1400	1400	1400	+0.12	1640 A.S.P. 1	1400	1400	1400
1650 A.S.P. 2	1400	1400	1400	1400	+0.12	1650 A.S.P. 2	1400	1400	1400
1660 A.S.P. 3	1400	1400	1400	1400	+0.12	1660 A.S.P. 3	1400	1400	1400
1670 A.S.P. 4	1400	1400	1400	1400	+0.12	1670 A.S.P. 4	1400	1400	1400
1680 A.S.P. 5	1400	1400	1400	1400	+0.12	1680 A.S.P. 5	1400	1400	1400
1690 A.S.P. 6	1400	1400	1400	1400	+0.12	1690 A.S.P. 6	1400	1400	1400
1700 A.S.P. 7	1400	1400	1400	1400	+0.12	1700 A.S.P. 7	1400	1400	1400
1710 A.S.P. 8	1400	1400	1400	1400	+0.12	1710 A.S.P. 8	1400	1400	1400
1720 A.S.P. 9	1400	1400	1400	1400	+0.12	1720 A.S.P. 9	1400	1400	1400
1730 A.S.P. 10	1400	1400	1400	1400	+0.12	1730 A.S.P. 10	1400	1400	1400
1740 A.S.P. 11	1400	1400	1400	1400	+0.12	1740 A.S.P. 11	1400	1400	1400
1750 A.S.P. 12	1400	1400	1400	1400	+0.12	1750 A.S.P. 12	1400	1400	1400
1760 A.S.P. 13	1400	1400	1400	1400	+0.12	1760 A.S.P. 13	1400	1400	1400
1770 A.S.P. 14	1400	1400	1400	1400	+0.12	1770 A.S.P. 14	1400	1400	1400
1780 A.S.P. 15	1400	1400	1400	1400	+0.12	1780 A.S.P. 15	1400	1400	1400
1790 A.S.P. 16	1400	1400	1400	1400	+0.12	1790 A.S.P. 16	1400	1400	1400
1800 A.S.P. 17	1400	1400	1400	1400	+0.12	1800 A.S.P. 17	1400	1400	1400
1810 A.S.P. 18	1400	1400	1400	1400	+0.12	1810 A.S.P. 18	1400	1400	1400
1820 A.S.P. 19	1400	1400	1400	1400	+0.12	1820 A.S.P. 19	1400	1400	1400
1830 A.S.P. 20	1400	1400	1400	1400	+0.12	1830 A.S.P. 20	1400	1400	1400
1840 A.S.P. 21	1400	1400	1400	1400	+0.12	1840 A.S.P. 21	1400	1400	1400
1850 A.S.P. 22	1400	1400	1400	1400	+0.12	1850 A.S.P. 22	1400	1400	1400
1860 A.S.P. 23	1400	1400	1400	1400	+0.12	1860 A.S.P. 23	1400	1400	1400
1870 A.S.P. 24	1400	1400	1400	1400	+0.12	1870 A.S.P. 24	1400	1400	1400
1880 A.S.P. 25	1400	1400	1400	1400	+0.12	1880 A.S.P. 25	1400	1400	1400
1890 A.S.P. 26	1400	1400	1400	1400	+0.12	1890 A.S.P. 26	1400	1400	1400
1900 A.S.P. 27	1400	1400	1400	1400	+0.12	1900 A.S.P. 27	1400	1400	1400
1910 A.S.P. 28	1400	1400	1400	1400	+0.12	1910 A.S.P. 28	1400	1400	1400
1920 A.S.P. 29	1400	1400	1400	1400	+0.12	1920 A.S.P. 29	1400	1400	1400
1930 A.S.P. 30	1400	1400	1400	1400	+0.12	1930 A.S.P. 30	1400	1400	1400
1940 A.S.P. 31	1400	1400	1400	1400	+0.12	1940 A.S.P. 31	1400	1400	1400
1950 A.S.P. 32	1400	1400	1400	1400	+0.12	1950 A.S.P. 32	1400	1400	1400
1960 A.S.P. 33	1400	1400	1400	1400	+0.12	1960 A.S.P. 33	1400	1400	1400
1970 A.S.P. 34	1400	1400	1400	1400	+0.12	1970 A.S.P. 34	1400	1400	1400
1980 A.S.P. 35	1400	1400	1400	1400	+0.12	1980 A.S.P. 35	1400	1400	1400
1990 A.S.P. 36	1400	1400	1400	1400	+0.12	1990 A.S.P. 36	1400	1400	1400
2000 A.S.P. 37	1400	1400	1400	1400	+0.12	2000 A.S.P. 37	1400	1400	1400
2010 A.S.P. 38	1400	1400	1400	1400	+0.12	2010 A.S.P. 38	1400	1400	1400
2020 A.S.P. 39	1400	1400	1400	1400	+0.12	2020 A.S.P. 39	1400	1400	1400
2030 A.S.P. 40	1400	1400	1400	1400	+0.12	2030 A.S.P. 40	1400	1400	1400
2040 A.S.P. 41	1400	1400	1400	1400	+0.12	2040 A.S.P. 41	1400	1400	1400
2050 A.S.P. 42	1400	1400	1400	1400	+0.12	2050 A.S.P. 42	1400	1400	1400
2060 A.S.P. 43	1400	1400	1400	1400	+0.12	2060 A.S.P. 43	1400	1400	1400
2070 A.S.P. 44	1400	1400	1400	1400	+0.12	2070 A.S.P. 44	1400	1400	1400
2080 A.S.P. 45	1400	1400	1400	1400	+0.12	2080 A.S.P. 45	1400	1400	1400
2090 A.S.P. 46	1400	1400	1400	1400	+0.12	2090 A.S.P. 46	1400	1400	1400
2100 A.S.P. 47	1400	1400	1400	1400	+0.12	2100 A.S.P. 47	1400	1400	1400
2110 A.S.P. 48	1400	1400	1400	1400	+0.12	2110 A.S.P. 48	1400	1400	1400
2120 A.S.P. 49	1400	1400	1400	1400	+0.12	2120 A.S.P. 49	1400	1400	1400
2130 A.S.P. 50	1400	1400	1400	1400	+0.12	2130 A.S.P. 50	1400	1400	1400
2140 A.S.P. 51	1400	1400	1400	1400	+0.12	2140 A.S.P. 51	1400	1400	1400
2150 A.S.P. 52	1400	1400	1400	1400	+0.12	2150 A.S.P. 52	1400	1400	1400
2160 A.S.P. 53	1400	1400	1400	1400	+0.12	2160 A.S.P. 53	1400	1400	1400
2170 A.S.P. 54	1400	1400	1400	1400	+0.12	2170 A.S.P. 54	1400	1400	1400
2180 A.S.P. 55	1400	1400	1400	1400	+0.12	2180 A.S.P. 55	1400	1400	1400
2190 A.S.P. 56	1400	1400	1400	1400	+0.12	2190 A.S.P. 56	1400	1400	1400
2200 A.S.P. 57	1400	1400	1400	1400	+0.12	2200 A.S.P. 57	1400	1400	1400
2210 A.S.P. 58	1400	1400	1400	1400	+0.12	2210 A.S.P. 58	1400	1400	1400
2220 A.S.P. 59	1400	1400	1400	1400	+0.12	2220 A.S.P. 59	1400	1400	1400
2230 A.S.P. 60	1400	1400	1400	1400	+0.12	2230 A.S.P. 60	1400	1400	1400
2240 A.S.P. 61	1400	1400	1400	1400	+0.12	2240 A.S.P. 61	1400	1400	1400
2250 A.S.P. 62	1400	1400	1400	1400	+0.12	2250 A.S.P. 62	1400	1400	1400
2260 A.S.P. 63	1400	1400	1400	1400	+0.12	2260 A.S.P. 63	1400	1400	1400
2270 A.S.P. 64	1400	1400	1400	1400	+0.12	2270 A.S.P. 64	1400	1400	1400
2280 A.S.P. 65	1400	1400	1400	1400	+0.12	2280 A.S.P. 65	1400	1400	1400
2290 A.S.P. 66	1400	1400	1400	1400	+0.12	2290 A.S.P. 66	1400	1400	1400
2300 A.S.P. 67	1400	1400	1400	1400	+0.12	2300 A.S.P. 67	1400	1400	1400
2310 A.S.P. 68	1400	1400	1400	1400	+0.12	2310 A.S.P. 68	1400	1400	1400
2320 A.S.P. 69	1400	1400	1400	1400	+0.12	2320 A.S.P. 69	1400	1400	1400
2330 A.S.P. 70	1400	1400	1400	1400	+0.12	2330 A.S.P. 70	1400	1400	1400
2340 A.S.P. 71	1400	1400	1400	1400	+0.12	2340 A.S.P. 71	1400	1400	1400
2350 A.S.P. 72	1400	1400	1400	1400	+0.12	2350 A.S.P. 72	1400	1400	1400
2360 A.S.P. 73	1400	1400	1400	1400	+0.12	2360 A.S.P. 73	1400	1400	1400
2370 A.S.P. 74	1400	1400	1400	1400	+0.12	2370 A.S.P. 74	1400	1400	1400
2380 A.S.P. 75	1400	1400	1400	1400	+0.12	2380 A.S.P. 75	1400	1400	1400
2390 A.S.P. 76	1400	1400	1400	1400	+0.12	2390 A.S.P. 76	1400	1400	1400
2400 A.S.P. 77	1400	1400	1400	1400	+0.12	2400 A.S.P. 77	1400	1400	1400
2410 A.S.P. 78	1400	1400	1400	1400	+0.12	2410 A.S.P. 78	1400	1400	1400
2420 A.S.P. 79	1400	1400	1400	1400	+0.12	2420 A.S.P. 79	1400	1400	1400
2430 A.S.P. 80	1400	1400	1400	1400	+0.12	2430 A.S.P. 80	1400	1400	1400
2440 A.S.P. 81	1400	1400	1400	1400	+0.12	2440 A.S.P. 81	1400	1400	1400
2450 A.S.P. 82	1400	1400	1400	1400	+0.12	2450 A.S.P. 82	1400	1400	1400
2460 A.S.P. 83	1400	1400	1400	1400	+0.12	2460 A.S.P. 83	1400	1400	1400
2470 A.S.P. 84	1400	1400	1400	1400	+0.12	2470 A.S.P. 84	1400	1400	1400
2480 A.S.P. 85	1400	1400	1400	1400	+0.12	2480 A.S.P. 85	1400	1400	1400
2490 A.S.P. 86	1400	1400	1400	1400	+0.12	2490 A.S.P. 86	1400	1400	1400
2500 A.S.P. 87	1400	1400	1400	1400	+0.12	2500 A.S.P. 87	1400	1400	1400
2510 A.S.P. 88	1400	1400	1400	1400	+0.12	2510 A.S.P. 88	1400	1400	1400
2520 A.S.P. 89	1400	1400	1400	1400	+0.12	2520 A.S.P. 89	1400	1400	1400
2530 A.S.P. 90	1400	1400	1400	1400	+0.12	2530 A.S.P. 90	1400	1400	1400
2540 A.S.P. 91	1400	1400	1400	1400	+0.12	2540 A.S.P. 91	1400	1400	1400
2550 A.S.P. 92	1400	1400	1400	1400	+0.12	2550 A.S.P. 92	1400	1400	1400
2560 A.S.P. 93	1400	1400	1400	1400	+0.12	2560 A.S.P. 93	1400	1400	1400
2570 A.S.P. 94	1400	1400	1400	1400	+0.12	2570 A.S.P. 94	1400	1400	1400
2580 A.S.P. 95	1400	1400	1400	1400	+0.12	2580 A.S.P. 95	1400	1400	1400
2590 A.S.P. 96	1400	1400	1400	1400	+0.12	2590 A.S.P. 96	1400	1400	1400
2600 A.S.P. 97	1400	1400	1400	1400	+0.12	2600 A.S.P. 97	1400	1400	1400
2610 A.S.P. 98	1400	1400	1400	1400	+0.12	2610 A.S.P. 98	1400	1400	1400
2620 A.S.P. 99	1400	1400	1400	1400	+0.12	2620 A.S.P. 99	1400	1400	1400
2630 A.S.P. 100	1400	1400	1400	1400	+0.12	2630 A.S.P. 100	1400	1400	1400

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). Gaz pas d'show : 19 h (Ven., sam., mar.). Jérusalem photo : 20 h 30 (Ven., sam., mar.). Comment vous le dire : 22 h. Rel. dim. 15 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-07-77). Puzi : 20 h 45 (Ven., sam., mar., jeu.). 16 h 30, sam. 17 h 30, dim. 15 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Pontorno : 20 h 30 (Ven., sam., mar.). dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h (Ven., sam., mar.). dim. 15 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. Rel. mer., jeu., dim. soir, lun., mar. Le Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France : 20 h 30. Rel. mer., dim., lun., mar. Moby Dick : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. mer., dim. soir, lun.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE PARIS (AUDIT. COLBERT). Discland, il va s'en dire : 19 h (Ven., sam., mar., jeu.). dim. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Ornitho : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. (dimanche) 15 h 30.

CARÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Collier de nouilles : 19 h. Rel. dim., lun. Thé à la menche ou l'es citron : 20 h, sam. 17 h. Rel. dim., lun. Les Couloirs de la honte : 22 h. Rel. dim., lun. Festival d'expression artistique : dim. 20 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). La vie est un songe : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-81). Les Vœux du président : 20 h 30 (Ven., sam., mar.).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-85). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CHATELET-THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). West Side Story : 20 h 30 (Mer., jeu., ven., sam., dim., mar., mer., dim.). 15 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Mes parents sont de grands enfants que j'ai eu quand j'étais petit : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. mer., dim. soir, lun., mar. Sans titre : 22 h (Ven., sam.), dim. (dimanche) 15 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). Les Possédés : 20 h 30. Rel. lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de M. Akoun : 21 h (Ven., sam.), dim. (dimanche) 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pièces montées : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin et Colombine au carnaval de Venise : 20 h, dim. 14 h. Rel. dim. soir, lun. L'Épouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire's Folies : 19 h. Grand-Peur et mœurs du Reich : 21 h. Rel. dim., lun. Rel. dim., lun., mar.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30 (Ven., dim.). Le roi s'amuse : sam., lun. 20 h 30, mar. 14 h. Pères : mar., jeu. 20 h 30. Iphigénie : dim. 14 h, mar. 20 h.

DAUQUO (42-61-69-14). Couscous : 20 h 45, mer. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir, lun., mar.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-35-00-02). Le Diable tentateur : 19 h (Ven., sam., dim.).

DEUX ANES (48-06-10-26). Cresson qui s'en dédit : 21 h, mer. 15 h, dim. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux cadavres : 22 h. Rel. dim.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-89-92). Dédicace : 20 h 45, mer. 15 h 30, sam. 17 h et 20 h 45. Rel. mer., dim. soir, lun., mar.

ELDORADO (42-49-60-27). Morsaleur Amédée : 20 h 45, sam. 18 h et 21 h. Rel. mer., dim.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au pays des enfants de Cham : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. mer., dim. soir, lun.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sales Rêves : 20 h 30. Rel. mer., dim.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30, mer. (sur réservation) 16 h. Rel. dim. soir, lun. La Mouette : 20 h. Rel. lun. Y a pas que la folie dans la vie ? Si : 22 h (Mer., ven., sam.), dim. 19 h. Baudelaire's Fantaisie : dim. 17 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Une mouche en novembre : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. mer., dim. soir, lun.

FONTAINE (48-74-74-40). La Cane des veuves : 20 h 45, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Opéra bulles : 12 h, 21 h, mar. et sam. 12 h, 23 h. Rel. lun.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-85-01). Eux seuls le savent : 18 h 45 (Ven., sam., dimanche) 15 h 30 et 20 h 30 (Ven., sam., dimanche) 15 h 30.

THE TICKET : 22 h 15. Rel. mer., dim. La Plus Forte et Paris : lun., mar. 19 h. Mimi Barthélémy : lun., mar. 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-59). L'Agar : 20 h 30. Rel. mer., dim., lun.

HOTEL LUTÉTIA (45-01-25-75). A la rencontre de Marcel Proust : 21 h (Ven., sam., lun. dimanche), sam., dim. 17 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30 (Ven., sam.). La Lapon : 20 h 30 (Ven., sam.). Pôles à New-York : 21 h 30 (Ven., sam.).

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83). L'Apocalypse, version pauvre : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). La Monte-Plais : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. mer., dim. La Nuit et le Moment : 20 h. Rel. mer., dim. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 30. Rel. mer., dim. Théâtre rouge. Mademoiselle Elise : 20 h. Rel. mer., dim. Oncle Vania : 21 h 30 (Ven., sam., dimanche). Bessie : 18 h. Rel. mer., dim. La Valse avant la nuit : lun., mar. 21 h 30.

MADELEINE (42-05-07-09). N'écoutez pas, mesdames : 21 h (Mer., jeu., ven., sam.), sam. 17 h, mer., dim. 15 h 30.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). MARIIGNY (42-55-04-41). La Dame de chez Maxim's : 20 h 30 (Ven., sam.), dim. (dimanche) 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Génération chante Brassens : 21 h, sam. 17 h, dim. 16 h. Rel. mer., dim. soir, lun. MATHURINS (42-65-90-00). Caligula : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Charles : 18 h 30. Rel. dim., lun.

MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE) SALON D'ENCHANTEMENTS (42-81-33-70). Marché de rêve : 21 h, dim. 15 h. Rel. mer., dim. soir, lun. MICHEL (42-85-35-02). Darling Chérie : 21 h 15, sam. 17 h 30, mer., dim. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir, lun.

MOGADOR (42-78-04-04). Les Mésallées : 20 h 30, sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30 (Ven.), 15 h 30, sam. 18 h 30, dim. 15 h, sam. 21 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). La Médéa : 20 h 45 (Ven., sam.).

PALAIS DES SPORTS (45-28-40-90). Jésus était son nom : 20 h 30 (Ven., sam., mar.), sam. 15 h, dim. 14 h 17 h 30, mer. 14 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Valérie Lemerrier au Palais-Royal : 20 h 30 (Ven.), sam. (dimanche) 20 h 45.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Chambre 108 : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Abraham et Samuel : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Zizanie : 20 h 45 (Ven., sam.), dim. 15 h, sam. 16 h 30.

RANELAGH (42-86-44-44). La Bourfion et le Reine : 21 h (Ven., sam.), dim. (dimanche) 17 h. L'Évasion : mar. 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Chantal Galle : 21 h (Ven., sam., mer. dimanche).

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Onda mystérieuse : 14 h 30 (Ven., sam. dimanche). Un petit goût d'Anis : 20 h 30 (Ven., sam. dimanche).

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuls : 20 h 45 (Ven., sam.), 15 h, sam. 17 h.

SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Un couple au Splendid : 20 h 30 (Ven., sam. dimanche).

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuls : 20 h 45 (Ven., sam.), 15 h, sam. 17 h.

SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Un couple au Splendid : 20 h 30 (Ven., sam. dimanche).

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuls : 20 h 45 (Ven., sam.), 15 h, sam. 17 h.

SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Un couple au Splendid : 20 h 30 (Ven., sam. dimanche).

SPECTACLES NOUVEAUX

MIMI BARTHÉLEMY. Guichet Montmartre (43-27-85-01) (dim.), 20 h 30.

LE NAUFRAGE DU TITANIC. Niv-Saint (Théâtre) (45-70-21-55) (dim. soir, lun.), 18 h; dim. 15 h (7).

SCÈNE FOR THE ROAD : LOVE SCENE. Marie-Stuart (45-08-17-80), mer., mar. et jeu. 18 h (7).

PEER GYNT. Berry (43-57-81-55), mer. 20 h 30 (7).

PÈRE. Comédie-Française (40-15-00-15), mer. et jeu. 20 h 30 (7).

PHÉDRE. Dix-Huit Théâtre (42-28-47-41) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 18 h (7).

PONTORMO. Atalante (48-08-11-90) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 17 h (3).

QUINCAILLERIES. Cartoucherie Thémis (43-28-38-38) (dim. soir, lun.), 21 h; dim. 17 h (7).

SAVAGE LOVE. Marie-Stuart (45-08-17-80), mer. 20 h 30 (7).

SUR LA COTE ET L'AUTRE BORD. Théâtre national de l'Odéon (pêche salle) (43-25-70-32), ven., sam., mer., jeu. 18 h 30; dim. 18 h et 21 h 30 (3).

LA VALSE AVANT LA NUIT. Lucernaire Forum (45-44-57-34), lun. et mer. 21 h 30 (8).

LA VALSE DES TORÉADORS. Théâtre Sully-Montfort (43-53-66-70) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 17 h (7).

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Anna Roumanoff : 20 h 30, dim. 18 h 30. Rel. mer., jeu., dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-57-89). Belle de Mai. Les costumes sont des gens comme les autres : 20 h 30, dim. 15 h, sam. 17 h. Rel. mer., dim. soir, lun. Après l'amour : 21 h, dim. 17 h. Rel. mer., dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE MÉNIMONTANT (47-46-75-80). Petite salle. Arrêtée le massacre : 20 h 30 (Ven., sam.), dim. (dimanche) 15 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-74-10-75). No Woman's Land : 20 h 45 (Ven., sam. dimanche).

THÉÂTRE MONTROGUEIL (46-36-06-06). On va faire le coco : On purge bébé : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Viller. Marilyn Monroe : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Comédies barbares : 20 h, dim. 15 h 30, sam. 20 h. Rel. mer., jeu., lun.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-98-29-35). Nijinsky L'ange de papier : 19 h (Jeu., ven., sam., dim.), mer. 20 h 30. Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30, sam. 20 h 30 et 15 h, sam. 18 h 30 et 20 h 15. Rel. mer., dim. 15 h. Rel. dim. 22 h, sam. 23 h 30, sam. 23 h 30, Rel. dim. Négopolitain : 23 h 30. Rel. sam., dim. Banc d'essai des jeunes : dim. 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Rel. dim. Cher et Cher : 21 h 30. Rel. dim. En attendant Pedro : 22 h 30. Rel. dim. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30. Rel. dim. Costa-Vagnon : 22 h 30. Rel. dim.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Fille dans son lit. Dernière nuit-show : 20 h 15. Rel. dim. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Nous en fait on nous dit de faire : 22 h 30. Rel. dim.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 24 h 22 h. Rel. dim. 18 h 30 (Ven., sam., lun., mer. dimanche).

PETIT CASINO (42-78-38-50). Qui est-ce que je trinque ? : 21 h. Rel. lun. Ils nous prennent pour des bouffes, faites passer : 22 h 30. Rel. lun.

PLATEAU 26 (48-67-10-75). Contradiction sociale-gène à l'Élysée : 20 h 15. Rel. dim., lun. Crise en thèmes : 21 h 15. Rel. dim., lun. Max de Bley, en herbe : 22 h 30. Rel. dim., lun., mar. Mais où est donc Dedé ? : dim., lun. 21 h 15. Elles laissent des traces : dim., lun. 20 h 15. Le Bonjour d'Alfred : dim., lun. 22 h 15.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Gustave Parking : 20 h. Rel. dim., lun. Valéry dans... Nadine : 21 h 15. Rel. dim., lun. Chantant mais fou : 22 h 30 (Jeu., ven., sam.). Le Trempé : sam. 17 h. Richard Taxy : sam. (dimanche) 0 h.

RÉGION PARISIENNE

ELANCOUR (LE POLLEN) (30-62-82-81). Raymond Devos : 20 h 30 (Ven., sam.).

SAINT-MAUR (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-88-99-10). Remue-Ménages : 21 h (Ven., sam.), dim. (dimanche) 15 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). VENDREDI

Audé (1924), de Jacob Protazanov, 18 h 30; Le Cabinet du docteur Caligari (1919), de Robert Wiene, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29). VENDREDI

Hommage à la Warner Bros : le Gaucher (1958, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 14 h 30; After Hours (1985, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 17 h 30; A l'Est d'Eden (1955, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30).

VENDREDI

Paris Musique : Rock : le Zénith (1984), Visage-Pôle attaque Zénith (1988), de Massimo Manganaro, 14 h 30; Musiques de films : Entrée (1924) de René Clair, Paris qui dort (1924) de Jean-Marie Drot, 18 h 30; Comédie musicale : Dim Dan Don (1989) de Gérard Philou, Anna (1987) de Pierre Koralik, 18 h 30; Portraits : Pierre Boulez (1985) de Michel Fano, le Chant du cœur (1984) de Jacques Oger, Olivier Messiaen et les Oiseaux (1973) de Denise Tassier et Michel Fano, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 JANVIER

«Ouvérité de l'architecture dans le dix-neuvième arrondissement», 10 heures, maison de La Villette ancienne rotonde des vétérinaires, angle de l'avenue Corbent-Carlier et du quai de Charente.

«Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque», 10 h 30, au sommet du funiculaire, au faubourg Paris autrichien.

«Assolément française et instaurée», 10 h 30, 23, quai Conti (M.-C. Lenoir).

«Pyramide. Fossés du donjon, Appartements royaux. Futur Grand Louvre», 10 h 30 et 14 h 30, entrée pyramidale (Art et Histoire).

«Exposition Lalkouche Arza déco-moï», 11 heures, 107, rue de Rivoli (M. Hager).

«L'Opéra, chef-d'œuvre de Garnier», 13 h 15, hall d'entrée (E. Roman).

«Géricault» (limité à 30 personnes), 13 h 30, Grand Palais, hall d'entrée de l'exposition.

«Décors du dix-huitième siècle et les masses de septembre 1792 au couvent des Carmes» (limité à trente personnes), 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Monuments historiques).

«Sully, ministre d'Henri IV, créateur de la place des Vosges : visite de son hôtel et de cette place royale», 14 h 30, dans le cour de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (Visite pour les jeunes - Monuments historiques).

«Exposition Géricault», 14 h 30, Grand Palais, hall de l'exposition (Arts et spectacles).

«Le Château de la tour de Nesle amon-dement», 14 h 30, métro Porte de Chaligny, côté avenue de Chaligny (M. Marie).

«Le Louvre, du donjon à la pyramide», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

«Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps», 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrichien).

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60); Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

AMERICA, TERRA INCOGNITA (v.o.) : L'Amour avec des gants (R. v.o.) : 14 Juillet Paroisse, 8 (43-25-58-00).

L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

LES ARCANDIERS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denton, 8 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 9 (45-74-84-84); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-84-84); UGC Gobelins, 13 (45-81-84-95).

LES FILMS NOUVEAUX

BROKEN HEART. Film américain de Paul Hagen, v.o. : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-00).

A BELLE NOISEUSE (Fr.) : Les Trois Beaubourg, 3 (46-33-97-77).

CLOSE UP (français, v.o.) : Utopie, 5 (43-25-84-85).

CONTRE L'OUBLI (Fr.) : Pathé Haute-faute, 8 (45-74-84-84).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopie, 5 (43-25-84-85).

LA FUTE AU PARADIS (Fr.-It.) : Épis le Bois, 5 (43-57-57-47).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); 14 Juillet Odéon, 8 (45-74-84-84); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-84-84); 14 Juillet Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Europa Penthouse (Reflet Penthouse), 5 (43-54-15-04); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Beaubourg, 11 (43-57-90-81); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Haute-faute, 8 (46-33-78-38); UGC Denton, 8 (42-25-10-30); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-58-82-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); Pathé Française, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (45-81-84-95); Miroir, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-78-79); UGC Convention, 15 (45-74-84-84); UGC Maitrot, 17 (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (48-38-10-98).

VAN GOGH (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-00); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60); Gaumont Alsia, 14 (43-27-54-50); 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-78-79).

«Saint-Sulpice et son vieux quartier», 15 heures, métro Saint-Sulpice (Lunettes-visites).

«La cathédrale orthodoxe russe», 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 5 JANVIER

62, rue Saint-Anne, 15 heures : «Les princes et leurs bonnes villes : le comte Raymond V à Toulouse» (Monuments historiques).

11 bis, rue Kessler, 17 h 30 : «Le vécu spirituel dans le quotidien. Entrée libre (Loge unie des théosophes)».

Des sœurs, des frères

Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

POUR VOS CADEAUX

Le Monde EDITIONS

VOUS PROPOSE SES LIVRES ILLUSTRÉS

Journal de bord d'une mise en scène d'Antoine Vitez par Elot Recoing. Le récit d'une aventure hors du commun : l'intégrale du Soulier de satin de Paul Claudel. Bon livre avec de nombreuses photos en quadrichromie. Edité avec le concours du Centre national des lettres. 26 x 27, 144 pages, 295 F

Autour d'un plat par La Reynière. Illustrations de Desclouzeaux. Les savoureuses chroniques du Monde à la sauce Desclouzeaux. 13,5 x 22, 296 pages, 145 F

L'Album du Festival d'Avignon 1991 sous la direction de Colette Godard. Pour conserver la mémoire des spectacles de Gatti, du Ta'zieh, des Comédies Barbares, des chevaux Zingaro, du cigare d'Heidi Müller... 20,5 x 20,5, 144 pages, avec de nombreuses photos, 120 F

Le président Hip Hop ! par Plantu. Pour Plantu, tout simplement. 16,5 x 24, 160 pages, 89 F

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

صكزامن الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 janvier

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les foules d'Alger

SERAIT-CE déjà le combat des femmes et des hommes contre les images qui viennent de l'écran, ces jours-ci, sont étonnantes. Comme s'il y avait, déjà, deux Algérie, deux conceptions diamétralement opposées de la société, au-delà même des choix partisanes.

Bien sûr, il faut toujours se défier des manifestations de masse et de l'impression de vérité qui s'en dégage. Aussi conséquentes soient-elles, les foules qui disent leur sentiment dans la rue, le scandant, le chantant, le hurlant, ne sont jamais que l'expression d'un peuple.

L'aurait-on oublié que les démonstrations successives survenues à Alger conduiraient singulièrement à tempérer tout impressionnisme. La FIS - ses barbus et ses troupes qui donnent le sentiment du déjà vu ailleurs - est descendu le premier dans la rue. En masse, avec, en bouche, le goût de la victoire et peut-être en tête le sentiment d'une force irrépressible, d'une déferlante inarrêtable.

La FIS pouvait, il le pouvait, et les images, au lendemain du premier tour des élections législatives, en porter témoignage. Une est restée, très symbolique. C'était lors d'une conférence de presse, tenue par les intégristes alors même que des rumeurs fai-

saient état de la possible annulation, pour fraude, de cinquante résultats favorables aux islamistes.

Un porte-parole de la FIS, presque hilare, ce qui n'est pas tout à fait le genre, s'est adressé à la presse internationale pour dire, en substance : ce n'est pas grave, vous savez ce qu'on nous enlève au premier tour, on le reprendra avec le reste au deuxième. Il ne pouvait mieux signifier l'euphorie, l'ivresse presque, du triomphe.

Quelques jours ont passé qui manifestement ont permis à tout un travail souterrain de se faire. Et d'Alger sont arrivées deux autres images d'une autre foule immense, colorée. D'une autre Algérie en somme qui ne se résigne pas à devenir république islamiste.

Les femmes algériennes y étaient nombreuses, insoumises, et en première ligne d'un combat contre le temps. Les jeunes aussi, encore qu'en ce pays la jeunesse soit majoritaire dans tous les camps. Et les slogans « contre les forces de la tristesse » ou pour « une Algérie qui n'est pas l'Iran » dissimulent bien l'inquiétude et la volonté de sursaut. Ils disaient aussi le refus de cette foule d'aller à l'enterrement, même religieux, de son pays.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à voir ; ◻ On peut voir ; ◻ à ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 janvier

TF 1

20.00 Journal, L'été sportif, Météo et Tapis vert.
20.40 Variétés : Tous à l'Une.
22.35 Variétés : Salut les 60 à l'Olympia.

A 2

20.00 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 Jeu : Fort Boyard.
22.25 Téléfilm : L'Enfant des loups, De Philippe Monnier (2^e partie).
23.50 1. 2. 3. Théâtre.

FR 3

20.05 Un livre, un jour, Encyclopédie de l'art.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa, Les Passagers du Nouveau Monde.
21.40 Magazine : Caractères, Des médecins et des hommes.
22.45 Journal et Météo.
23.05 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

20.32 Les Fables géométriques.
20.35 Téléfilm : Le Calice de jade.
22.05 ► Documentaire : Nylon blues, De Françoise Lévia.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Promotion canapé, ◻ Film français de Didier Kaminka (1990).

LA 5

20.00 Journal.
20.25 Rallye : Paris-Le Cap.
20.40 Météo.
20.45 Téléfilm : Duo de choc.

22.30 duo de charme, De Noël Israël.
22.30 Rallye : Paris-Le Cap.
23.00 Divertissement : Oh les Miss ! D'André Halimi.
23.55 Journal de la nuit.

M 6

20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Capital.
20.40 Téléfilm : Meurtre par ordinateur.
22.30 Série : Équilibrium.
23.20 Magazine : Émotions, charme et érotisme.
23.45 Capital.

LA SEPT

19.55 Cinéma d'animation : Des chats.
20.00 Documentaire : Effetto Olmi.
21.05 Téléfilm : De la neige dans un verre (1^{er} épisode).
22.05 Série : A Cream Cracker under the Settee.
22.40 Feuilleton : Fontamara (1^{er} épisode).
23.07 Nos plus belles musiques.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives, Les frères Lumière.
21.30 Musique : Black and Blue, Le Club du jazz, avec et sans tambours.
22.40 Les Nuits magnétiques, 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 3 novembre à Sarrebruck) : Le Roi d'Ys, de Lalo ; Capriccio spagnolo, de Rimski-Korsakov ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ré mineur op. 30, de Rachmaninov.
23.07 Nos plus belles musiques.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages, Sous le regard des autres, de Serge Dubor et Didier Bernel.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.10 La Une est à vous, Avec la série Matt Houston.
17.35 Divertissement : Mondo Dingo.
18.00 Magazine : Trente millions d'amis.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Trafic Infos.
20.50 Variétés : Succès fous, Émission présentée par Christian Morin, Philippe Risoli et Patrick Roy.
22.35 Magazine : Ushuaia, Voyage en Okavango, les de Riom : paysages-paysages, Fraîche équilibre : Crèche du nouveau Québec, Capitaine de quinze ans.
23.50 Magazine : Formula sport, Jeux olympiques d'Albertville : portrait de Surya Bonaly, Raid Gauloises.

A 2

13.20 Magazine : Résistances, Les Indiens du Guatemala, Les Populations déplacées, Les Vagues du Guatemala, de Caroline Glorion et Dominique Merlin, Les Yanomama.
14.20 Magazine : Animalia, La magie des insectes.
15.05 Jeu : Un mot pour les JO (et à 18.55, 22.25).
15.10 Magazine : Sports passion.
15.15 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.25 Magazine : Sports passion (suite), Les Indiens du Guatemala, de France (Rodez-Racing Club de France).
17.30 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
19.05 Série : L'Homme qui tombe à pic.
19.50 Trois minutes pour faire lire (et à 1.15).
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 Magazine : La Nuit des héros, Le jeu du cœur depuis Paris, La Bête écrite, de Frédéric Compain, Drama en kayak, de Philippe Abecassis.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

CANAL PLUS

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

TF 1

15.10 Série : Columbo.
16.30 Disney parade.
17.55 Série : Les Professionnels.
18.50 Loto sportif.
19.00 Magazine : 7 sur 7, Invité : Bernard Kouchner, secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Bagdad café, ◻◻ Film allemand de Percy Adlon (1957).
22.25 Magazine : Ciné dimanche.
23.30 Cinéma : Juillet en septembre, ◻ Film français de Sébastien Japrisot (1988).

A 2

15.50 Dimanche Martin.
17.20 Jeu : Un mot pour les JO (et à 19.20, 22.20).
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.15 1. 2. 3. Théâtre (et à 1.00).
18.25 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 Téléfilm : Maigret chez les Flamands.
22.25 Magazine : Bouillon de culture.

FR 3

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

15.40 Spectacle : Sirella, De Muriel Hermine.
17.05 Les Superstars du catch, En clair jusqu'à 20.30.
18.00 Dessin animé : La Grande Supercherie.
18.25 Décade pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : K 9000, De Kim Manners.
22.00 Les Nuls... l'émission, Invité : Roland Girard.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Documentaire : Les Baisers du cinéma, De Neil Steinberg et Bruce Cohn.

FR 3

13.55 Jeu : Un mot pour les JO (et à 18.55, 19.55).
14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
15.00 Danse : Les jeunes du Centre d'orientation et d'action éducative de Toulouse, Dossier : Cécile, Mode d'emploi : les transports, Les Cours particuliers de l'École de la Science : les surgelés, Mégamix : Silex, Brice, Siméla, Radix.
15.15 Série : Archives du vingtième siècle.
16.15 Documentaire : Nijinski, La Marionnette de Dieu, de Philippe Valois.
17.25 Court métrage : Final, De Jean-Luc Seigle et Irène Jouanet.
17.40 Magazine : Avis de tempête, Portrait : les jeunes du Centre d'orientation et d'action éducative de Toulouse, Dossier : Cécile, Mode d'emploi : les transports, Les Cours particuliers de l'École de la Science : les surgelés, Mégamix : Silex, Brice, Siméla, Radix.
18.55 Cinéma d'animation : Des chats.
19.00 Le 19-20 de l'information, De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 22.40 La Sept —
20.00 Documentaire : Le Dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
21.00 Documentaire : Anna, la corde de la vie.
22.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
23.30 Journal et Météo.
23.40 La Flamme olympique en France.

CANAL PLUS

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

CANAL PLUS

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

15.40 Spectacle : Sirella, De Muriel Hermine.
17.05 Les Superstars du catch, En clair jusqu'à 20.30.
18.00 Dessin animé : La Grande Supercherie.
18.25 Décade pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : K 9000, De Kim Manners.
22.00 Les Nuls... l'émission, Invité : Roland Girard.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Documentaire : Les Baisers du cinéma, De Neil Steinberg et Bruce Cohn.

FR 3

13.55 Jeu : Un mot pour les JO (et à 18.55, 19.55).
14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
15.00 Danse : Les jeunes du Centre d'orientation et d'action éducative de Toulouse, Dossier : Cécile, Mode d'emploi : les transports, Les Cours particuliers de l'École de la Science : les surgelés, Mégamix : Silex, Brice, Siméla, Radix.
15.15 Série : Archives du vingtième siècle.
16.15 Documentaire : Nijinski, La Marionnette de Dieu, de Philippe Valois.
17.25 Court métrage : Final, De Jean-Luc Seigle et Irène Jouanet.
17.40 Magazine : Avis de tempête, Portrait : les jeunes du Centre d'orientation et d'action éducative de Toulouse, Dossier : Cécile, Mode d'emploi : les transports, Les Cours particuliers de l'École de la Science : les surgelés, Mégamix : Silex, Brice, Siméla, Radix.
18.55 Cinéma d'animation : Des chats.
19.00 Le 19-20 de l'information, De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 22.40 La Sept —
20.00 Documentaire : Le Dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
21.00 Documentaire : Anna, la corde de la vie.
22.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
23.30 Journal et Météo.
23.40 La Flamme olympique en France.

CANAL PLUS

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

CANAL PLUS

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

FR 3

13.30 ► Magazine : L'OS du cyclisme.
14.02 Les Fables géométriques.
14.05 Téléfilm : Mon bel amour.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'Affaire du café du Tonkin, De Paul Aaron.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Le Castor, architecte des rivières, Des et Jean Bartlett.
17.00 Les Nuls... l'émission, Présentée par Alain Chabat, Dominique Farrugia et Chantal Lauby.
18.00 Cinéma : L'Homme au masque d'or, ◻ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marée Martin, Marc Duret.

concession du bout du monde.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.40 Téléfilm : Ike, les années de guerre, De Melville Shevelson et Boris Sagal, avec Robert Duvall, Les Remick (1^{re} et 2^e parties).
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Replaine, Democrite D., Queen Mother Rega, Jah Shaka, Pop's Cool Love.

LA SEPT

13.25 Feuilleton : De la neige dans un verre (1^{er} épisode).
14.25 Téléfilm : A Cream Cracker under the Settee.
15.00 Danse : L'Après-midi d'un faune.
15.15 Série : Archives du vingtième siècle.
16.15 Documentaire : Nijinski, Court métrage : Final, Avis de tempête.
18.55 Cinéma d'animation : Des chats.
19.00 Documentaire : Naissance d'un bateau.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle, la corde de la vie.
21.00 Documentaire : Anna, la corde de la vie.
22.50 Magazine : Cinéma de poche.
23.50 Cinéma d'animation : Images.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Multipiste.
20.30 Photo-portrait, Louis Cane, peintre.
20.45 Dramatiques, L'Homme égaré, d'après les Corps étrangers, de Jean Cayrol, Quatre nouvelles extraites de Nuits plus blanches que nature, de Jean Cayrol.
22.35 Musique : Opus.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct du Théâtre municipal de Lausanne) : Orphée aux enfers, opéra en quatre actes d'Offenbach, livret d'Hector Crémieux et François Halévy.
23.07 Nos plus belles musiques.

22.15 Magazine : Culture pub, Émission présentée par Anne Magnien et Christian Béchac, Vive la gueule de bois.
22.45 Cinéma : Monique et Julie, ◻ Film français d'Alain Payet (1979).

LA SEPT

17.00 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe.
18.00 Feuilleton : Fontamara, De Carlo Lizzani (1^{er} épisode).
18.55 Documentaire : Effetto Olmi, De Mario Brenta.
20.00 Le dessous des cartes.
20.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
20.30 Bergman par Bergman, Autour du film « La Source ».
20.40 Cinéma : La Source, ◻ Film français d'Ingmar Bergman (1959).

22.05 Documentaire : Interview, De Bille August.
22.35 Le Dessous des cartes.
22.45 Cinéma : Noces blanches, ◻ Film français de Jean-Claude Brisseau (1989).

FRANCE-CULTURE

19.40 Dramatique, L'incertaine, d'Isabelle Ottaviani.
20.30 Atelier de création radiophonique, Diabolo Boubacar, griot.
22.35 Musique : Le Concert enregistré à Strasbourg le 24 septembre en l'église Saint-Thomas, dans le cadre de Musica 91, Récital d'orgue de Bernard Focroule, œuvres de Ligeti, Frescobaldi, Grigny, Boesmans...
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.07 Histoire de France-Musique, Aperçus désagréables : récréations autour des critiques, des programmes, pastiches et détournements en tout genre.
20.30 Concert de jazz (donné le 14 août lors du Festival de Montreuil) : Charlie Parker, Wynton Marsalis, Wycliffe Gordon, Wes Anderson, Todd Williams, Farid Baron, Reginald Veal, Herlin Riley, Ellis Marsalis.
23.07 Nos plus belles musiques.

LE DIMANCHE **A MIDI** SUR ANTENNE 2

5 Janvier

Chaque dimanche

Jacques DELORS

La France à l'heure de l'Europe

Rediffusion à 1 heure du matin

La tournée du président des États-Unis en Asie-Pacifique

M. George Bush devrait annoncer à Singapour la levée de l'embargo contre le Cambodge

M. George Bush était attendu, vendredi 3 janvier, à Singapour, deuxième étape de sa tournée en Asie-Pacifique, où il devait annoncer la levée de l'embargo contre le Cambodge. Avant de quitter l'Australie, M. Bush a affirmé que les États-Unis n'abandonneront pas leurs «responsabilités» en matière de sécurité dans la région.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

C'est sans doute à Singapour que M. Bush peut s'attendre à l'accueil le plus chaleureux pendant son périple de dix jours. Le gouvernement de M. Goh Chok Tong - dont M. Lee Kuan Yew demeure le mentor - est un chaud partisan d'une présence américaine dans la région. La cité-État, attachée au libre-échange, pour élargir son rôle de tremplin aux investissements américains dans un Sud-Est asiatique dont plusieurs pays se développent rapidement.

Washington et Singapour ont signé

deux accords, l'un sur le commerce et les investissements en octobre 1991 et l'autre militaire en novembre 1990. La base et l'aviation américaines peuvent utiliser les installations de l'île. La Malaisie et l'Indonésie envisageraient d'offrir des avantages identiques à l'armée américaine.

Ainsi, les États-Unis demeureront présents militairement dans la région après l'évacuation - au plus tard le 31 décembre 1992 - de leur dernière base aux Philippines, le complexe aéronaval de la baie de Subic. L'accord militaire avec Singapour est d'autant plus important que Washington a affirmé qu'il n'était pas question de renégocier son retrait des Philippines, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle prévue en mai dans l'archipel.

A Singapour, qui sera l'hôte, les 27 et 28 janvier, du quatrième sommet de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), M. Bush doit réitérer samedi, dans un discours, sa volonté de continuer de jouer un rôle déterminant dans la région. Il devrait également rappeler les réticences de Washington à

l'égard de tout bloc commercial en Extrême-Orient. Cinquième partenaire commercial des États-Unis, l'ASEAN envisage de créer, dans un délai de quinze ans, une zone de libre-échange entre ses six membres, baptisée AFTA (ASEAN Free Trade Area). Les Américains doivent aussi tenir compte des réactions suscitées à la fois par la réintégration, en 1993, du marché unique européen, et par les accords commerciaux entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, le marché nord-américain demeurant le principal débouché pour des économies asiatiques orientées vers l'exportation.

La Malaisie fait déjà campagne pour la création d'un EAEC (East Asian Economic Caucus) dont serait exclu le continent américain. Washington a exprimé des réserves à l'égard d'un concept susceptible de «couper en deux le Pacifique», selon la formule du secrétaire d'État James Baker, et de concurrencer l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), qui regroupe quinze États du bassin du Pacifique, dont les États-Unis.

Le président américain devrait également profiter de l'étape de Singapour pour annoncer la levée de l'embargo économique imposé au

Cambodge en 1975. Au moment où, après treize années d'interruption, l'Okoy s'apprête à rétablir son aide au Vietnam, Washington se rend compte que l'embargo à l'égard de Hanoi, total depuis 1978, se fissure.

La plupart des États de l'ASEAN, à commencer par Singapour, entendent reprendre des relations économiques normales avec le Vietnam quand ils ne l'ont pas déjà fait. Le patron de la junte thaïlandaise, le général Suchinda Krapayoon, sera d'ailleurs l'hôte de Hanoi du 6 au 8 janvier. Les Américains viennent, de leur côté, de nommer, pour la première fois depuis 1975, un ambassadeur au Laos et d'autoriser leurs voyageurs à opérer au Vietnam.

La Birmanie constitue une autre pomme de discorde avec l'ASEAN. Washington souhaite isoler la junte birmane alors que l'ASEAN, sur l'insistance de la Thaïlande, s'est prononcé en juillet pour un «engagement constructif» à l'égard de Rangoun. Au risque de déplaire, M. Bush devrait, de nouveau, plaider en faveur de sanctions contre les généraux birmanes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Lendemain de fêtes

VOUS savez ce que j'ai dévoré, moi, ce matin dans le Parisien? L'art d'accommoder les restes du réveillon. Parmentier de dinde, croûtons de foie gras, pain perdu. Découvrez les délicates de lendemains de fêtes. Excellent conseil! Mettez-vous en plein la lampe, continuez à vous bécoter la huche et tenez de pot en pot offerts par les collègues, histoire de trinquer encore un coup à la nouvelle année.

Et surtout, surtout, évitez d'ouvrir un magazine ou une radio, histoire de pas retomber dans la morosité ambiante en vous laissant piéger par les mille et une façons de perdre en huit jours ce que vous avez gagné en une semaine: ces lourdingues de kilos en trop. Il n'y a pas plus collant, plus pesant!

Du 1^{er} janvier au 31 décembre, quoi qu'on fasse, où qu'on aille, en famille, à la neige, à la plage ou à la campagne, avant de s'offrir une vie facile, une combinaison de ski ou un maillot de bain et pendant et après, faut toujours qu'on nous les balance en plein poire.

Je vous vois venir, l'œil gogole-

nard et le sourire en coin, les macs: normel! Question tour de cuisse, il y a pas plus poire que ces pauvres pommes de nanas. Objection, Votre Honneur!

Hier sur RTL, l'invité de «Controverse», un professeur avocat du gras, le bon, attention, pas le mauvais, croulait sous les appels d'auditeurs affolés: Je me suis tapé une aile de chapon à la Saint-Sylvestre, qu'est-ce que je fais? ... Chaque fois que j'arrête de fumer, faut que je mette des bretelles, comment me serrer la ceinture?

Moi, je vais vous dire, sortie de la démocratie, les régimes, res le bonbon! Non, c'est vrai, on est tous là, à gueuler contre les Castro, les Kim Il-sung, et on se soumet, béantes bécotes, à la plus odieuse des dictatures, celle de la ligne!

Des brèves conduites à l'abattoir, promises à une fin prématurée, qui plus est! Vous ne savez pas? Remarque, on vient de le découvrir: maigrir, c'est mourir. Chaque kilo perdu représente une année toute. Alors, au lieu de craquer votre tombe à la fourchette, allez-y, bouchez-la!

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 janvier

Valse-hésitation

La plus grande hésitation a prévalu vendredi matin à la Bourse de Paris durant les premiers échanges. Après s'être résolument orienté à la hausse dès l'ouverture (+ 0,61 %), le marché se remettait à perdre tout le terrain gagné. Un instant, l'indice CAC 40 replongeait même dans le rouge (- 0,02 %) avant de rebrousser. Aux alentours de 11 heures, il se situait à 0,11 % au-dessus de son niveau précédent, après avoir culminé à 0,24 %. Hausse de CMC, Roussel-Uclaf, Vallourec, Bel, Total.

1991

dans le monde

Quatre pages spéciales, consacrées à la chronologie des principaux événements de 1991, seront publiées dans le numéro du Monde du samedi 4, daté 5-6 janvier.

La prise de fonctions du nouveau secrétaire général

M. Boutros-Ghali souhaite que l'ONU joue un rôle important pour «la défense des droits de l'homme»

M. Boutros-Ghali a entamé, jeudi 2 janvier, ses fonctions en tant que sixième secrétaire général des Nations unies en souhaitant que l'organisation joue un rôle important pour la défense des droits de l'homme. D'autre part, M. John Major, premier ministre britannique, a proposé un sommet des quinze membres du Conseil de sécurité fin janvier à New York.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le diplomate égyptien a entamé son mandat de secrétaire général de l'ONU en s'adressant à des fonctionnaires du secrétariat, tour

à tour en français et en anglais. Il a formulé le souhait que l'organisation joue un rôle important dans la maintenance de la paix, de la coopération économique et sociale, «et surtout de la défense des droits de l'homme et des institutions démocratiques dans le monde entier».

Son premier acte officiel a été de renouveler le mandat du diplomate péruvien, Alvaro de Soto comme son représentant spécial pour le Salvador. Le secrétaire général, qui succède à M. Javier Pérez de Cuellar, hérité d'une grave crise financière.

L'une de ses principales tâches sera la restructuration de l'organisation, avec ses 51 400 fonctionnaires, réclame par un groupe de vingt pays occidentaux soutenu par les États-Unis. Parmi les premières nominations attendues figure celle d'un coordinateur des affaires humanitaires, poste créé le 19 décembre par l'Assemblée générale. Le secrétaire général devra aussi nommer un nouveau représentant pour le Sahara occidental.

Le sommet

proposé par M. Major

La tâche de M. Boutros-Ghali sera à la fois plus facile et plus difficile que celle de son prédécesseur, estime Sir Brian Crockett, l'ancien secrétaire général adjoint: «Plus facile en raison de la fin de la guerre froide et de la coopération des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (...), mais plus difficile aussi car les succès de l'ONU depuis quelques années pour le règlement des conflits régionaux font que l'attente est très grande».

L'ONU a comptabilisé treize opérations de maintien de la paix depuis 1988, y compris entre l'Irak et l'Irak et le Koweït, en Namibie, en Afghanistan, au Salvador et au Sahara occidental. Restent encore en suspens les dossiers de la guerre civile en Yougoslavie, de Chypre, l'organisation d'une relève démocratique au Cambodge, le référendum au Sahara occidental, ainsi que le sommet de l'environnement au mois de juin à Rio-de-Janeiro.

Comparant les mandats de MM. Pérez de Cuellar et Boutros-Ghali, un autre expert des organisations internationales, M. Edward

Luck, observe: «Lorsqu'un obscur diplomate péruvien a été choisi en 1981, on ne s'attendait pas à grand-chose. M. Pérez de Cuellar ne pouvait que monter aux yeux de la communauté internationale. Mais tout le monde attend de M. Boutros-Ghali des miracles (...). Leur style sera très différent. M. Pérez de Cuellar était partisan de la diplomatie discrète tandis que M. Boutros-Ghali n'hésitera pas à dire ce qu'il pense. Mais en aura-t-il le courage?»

Par ailleurs, selon des sources britanniques, M. John Major a proposé un sommet des quinze membres du Conseil de sécurité les 22 et 23 janvier à New-York. La désignation de l'URSS et les risques de dissémination des armes nucléaires seront les grands sujets de discussions, indiquent d'autres sources.

AFSANÉ BASSIR POURI

EN BREF

■ **BANGLADESH**: neuf personnes tuées par des insurgés. - Neuf ouvriers d'une papeterie établie dans les Chittagong Hill Tracts, zone tribale située dans le sud-est du pays, ont été kidnappés et tués par des insurgés qui réclament l'autonomie de leur région, a annoncé la télévision nationale, jeudi 2 janvier. Les tribus bouddhistes qui peuplent cette zone représentent 1 % de la population du Bangladesh, presque exclusivement musulmane, estimée à environ 110 millions de personnes. - (UPI)

■ **CAMBODGE**: les Nations unies favorables à un élargissement de leur mandat. - Le mandat de la mission préparatoire des Nations unies au Cambodge (MIPRENUC) devra être élargi afin de commencer à déminer le pays et à réparer les routes, a suggéré, dans un rapport remis, jeudi 2 janvier, au Conseil de sécurité, le secrétaire général sortant, M. Javier Pérez de Cuellar. Mille «casques bleus» chargés du déminage devraient être envoyés au Cambodge, où les Khmers rouges réclament l'installation au plus vite de bureaux de l'ONU pour superviser le cessez-le-feu. Un cessez-le-feu qui, selon les factions rivales khmères, tient bon, a indiqué le général français Michel Lorrion, commandant militaire de la MIPRENUC. - (AFP, Reuters)

■ **IRAN**: l'ambassade de Suisse devrait ouvrir le 5 janvier. - L'ambassade de Suisse à Téhéran devrait être ouverte au public dimanche 5 janvier, a indiqué, jeudi 2 janvier, un porte-parole du ministère helvétique des affaires étrangères. L'ambassade avait été fermée dimanche dernier à la suite de tensions suscitées entre les deux pays par l'arrestation à Berne d'un iranien, Zia Sarhadi, soupçonné

par la justice française d'être impliqué dans l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar. La décision de fermeture avait été prise après qu'une fonctionnaire de la représentation suisse eut été empêchée de quitter l'Iran pour la Suisse. - (AFP)

■ **PHILIPPINES**: l'ancien secrétaire à la défense Fidel Ramos candidat à l'élection présidentielle. - L'ancien secrétaire à la défense Fidel Ramos a annoncé, jeudi 2 janvier, la création de son propre parti, (Lakas-Tao, Parti du pouvoir populaire) et sa candidature à l'élection présidentielle de mai prochain. «Notre parti veut offrir un gouvernement qui marche, ne tolérant ni la corruption ni l'incompétence», a-t-il déclaré. Il y a quelques semaines, M. Ramos avait échoué dans sa tentative d'être choisi comme candidat par le parti de M. Aquino, qui a annoncé qu'elle ne solliciterait pas un second mandat. - (AF, Reuters)

M. Charles Pasqua invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, président du conseil général des Hauts-de-Seine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 5 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac répondra aux questions d'André Passeron et d'Olivier Biffaut, du Monde, et de Dominique Pennequin et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe: «Protéger les minorités», par Gérard Israël; «Vers le troisième millénaire», par Pierre Sudreau..... 2

ÉTRANGER

Trois cent mille personnes ont manifesté à Alger à l'appel du FFS..... 3
Tchad: une armée nationale en pleine réorganisation..... 3
Difficile transition au Zimbabwe..... 3
Salvador: nouveaux affrontements dans le nord du pays..... 4
Israël: les autorités bannissent douze Palestiniens des territoires occupés..... 4
Yougoslavie: nouveau cessez-le-feu «inconditionnel» en Croatie..... 5
Géorgie: l'opposition affirme avoir pris le pouvoir à Tbilissi..... 5

POLITIQUE

M. René Lenoir, directeur de l'ENA, estime que le transfert de l'école à Strasbourg exige le doublement du budget de fonctionnement..... 6
«Pour défendre leur avenir», les jeunes ont le plus confiance en M. Jacques Delors, selon un sondage du Monde de l'éducation..... 6

SOCIÉTÉ

Près de cent cinquante déboutés du droit d'asile observent des grèves de la faim..... 7
A l'initiative de la Fondation Ushuaia, des enseignants découvrent la mangrove néo-géolaise..... 7
La huitième étape du raid-marathon Paris-Syrie-La Cap..... 7

CULTURE

Cinéma: le mort de la comédienne Ginette Leclerc..... 15

Musiques: le retour de Caïffa... 15
Expositions: la belle aventure de l'Académie italienne des Lincei... 15

ÉCONOMIE

Les difficultés des industries culturelles: les créanciers et les salariés de La Cinq s'inquiètent..... 16
Les taux à long terme ont sensiblement baissé sur le marché de Paris..... 16
Le gouvernement annonce un plan d'accompagnement social des décentralisations d'emplois publics..... 16
Le Conseil des Bourses de valeurs modifie les règles du fonds de garantie..... 18

SANS VISA

■ Prague, le patrimoine à l'encair..... 9
■ La table: les massépains d'Alsace et les fromages: la semaine gourmande..... 9 à 13

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 17
Carnet..... 8
Jeux..... 12
Loto, Tac-o-tac..... 8
Marchés financiers..... 18 et 19
Météorologie..... 8
Philatélie..... 7
Radio-télévision..... 21
Spectacles..... 20
Week-end d'un chineur..... 8
La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 3 janvier 1992 a été tiré à 478 702 exemplaires.

LES FEMMES REAGISSENT... LES GRANDS "NON" DE LA DECORATION

NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "griffe" peut doubler le prix et n'importe laquelle vole à un tissu. NON... à ce chantage coton imprimé, car à 450 F le mètre, il est prohibitif. NON et NON à ces collections X, Y, Z dont les prix sont vraiment furmineux. OUI, à votre intérêt: tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûter intermédiaires. (depuis 50 F le mètre, ou Doubles Rideaux Prêts à Poser)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

TAPIS points noués, soldés à
PERSANS 50%
FAITS MAIN
VENTE TOTALE
DU STOCK AVANT ARRIVAGE
DE LA NOUVELLE COLLECTION
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

LA VOGUE SOLDE GRIFFES HOMME

Rabais très importants sur costumes, vestes, pantalons, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements peau, etc.

Samedi 4, lundi 6 et jours suivants.

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

صكنا من الأصل